

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

K. Marx et Fr. Engels

Tranches de vie

5. Révolution et contre-révolution en Allemagne (avril 1848-août 1849)

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Présentation

Il nous a paru utile de réunir les cahiers « Tranches de vie » échelonnés au fil des fascicules de *Marx, à mesure* dans le cadre d'une section qui leur est tout spécialement dédiée.

Voici la deuxième séquence de ce nouvel agencement.

Elles ont fait l'objet d'une relecture que mentionnera désormais le sigle (V2, en l'occurrence, pour cette fois) qui en accompagne le titre.

La présente bibliographie doit également être reçue comme provisoire. Elle ne constitue pas, en effet, un recensement académique mais fournit la liste des ouvrages qui ont été effectivement consultés. Elle est donc susceptible d'ajouts successifs.

Bibliographie (v3)

Sources documentaires :

- Marx Engels, *Correspondance*, Editions sociales, Paris 1971-2018¹.
- Friedrich Engels, *Dokumente seines Lebens*². Verlag Philipp Reclam jun. Leipzig 1977.
- Karl Marx, *Dokumente seines Lebens*. Verlag Philipp Reclam jun. Leipzig 1970.

*

- Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED (und) der KPsSU, *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Band 1 (1836-1849), Band 2 (1849-1851), Band 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin (1970, 1982, 1984)³.

*

- Heinz Monz, *Karl Marx Grundlagen der Entwicklung zu Leben und Werk*, NCO-Verlag, Trier, 1973.
- Manfred Schöncke, *Karl und Heinrich Marx und ihre Geschwister. Lebenszeugnisse - Briefe - Dokumente*. Marx-Engels-Stiftung e.V., - Wuppertal - Bonn : Pahl-Rugenstein 1993⁴

*

Chroniques :

- Karl Marx, *Chronik seines Lebens in Einzeldaten*, sans indication d'auteur, Makol Verlag, Tausend 1971⁵
- Hal Draper, *The Marx-Engels Chronicle*, vol. 1 of the *Marx-Engels Cyclopedia*. Schocken Books - New York 1985.
- Maximilien Rubel and Margaret Manale, *Marx Without Myth*, Basil Blackwell Oxford 1975.

Mémoires :

- *Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du progrès, Moscou, 1982.
- Stéphan Born, *Erinnerungen eines Achtundvierzigers*, Leipzig, 1898¹

¹ Par commodité, les références aux volumes de la correspondance entre Marx et Engels (aux Editions sociales) seront mentionnées par l'abréviation C, suivie du numéro de volume et du numéro de page.

² Un ouvrage sous la direction de Manfred Kliem, avec cette particularité que les références bibliographiques des citations sont le plus souvent absentes ou très imprécises.

³ L'ouvrage sera référencé sous l'abréviation BDK, suivie du numéro de volume et du numéro de page.

⁴ Ces deux ouvrages de Heinz Monz et de Manfred Schöncke constituent assurément la référence documentaire majeure sur Marx et sa famille.

⁵ Avec une introduction datée du 6 mars 1933 par Vladimir Victorovic Adoratskij, du Marx-Engels-Lenin-Institut.

Biographies générales² :

- Karl Marx, *sa vie, son œuvre*, ouvrage collectif, Les Editions du Progrès, Moscou, 1973.
- Friedrich Engels, *Sa vie et son œuvre*, ouvrage collectif, Les Editions du Progrès, Moscou, 1976.
- Friedrich Engels, *sa vie et son œuvre*. Documents et Photographies, par N. Ivanov, T. Béliakova, E. Krassavina, Editions du Progrès, Moscou 1987
- Friedrich Engels, *Eine Biographie*, Verlag Marxistische Blätter GmbH Frankfurt am main 1970³

*

- Isaiah Berlin, *Karl Max, His Life and Environment*, Oxford University Press, 1939.
- Werner Blumenberg, *Marx, in Selbstzeugnissen und Bilddokumenten*, Rowohlt, Hamburg 1962⁴.
- Werner Blumenberg, *Marx*. Mercure de France, Paris 1967⁵.
- Asa Briggs & John Callow, *Marx in London, An Illustrated Guide*⁶, Lawrence and Wishart, London 2008.
- Auguste Cornu, *Karl Marx et Friedrich Engels, Leur vie et leur œuvre, tome 1 (1818/1820-1844. Les années d'enfance et de jeunesse. La gauche hégélienne)*, tome 2 (1842-1844. Du libéralisme démocratique au communisme. La « Gazette rhénane ». Les « Annales franco-allemandes), PUF, Paris 1955, 1958, tome 3 (Marx à Paris), PUF, Paris 1962, tome 4 (La formation du matérialisme historique 1845-1846), PUF, Paris 1970⁷.
- Luise Dornemann, *Jenny Marx, Der Lebensweg einer Sozialistin*, Dietz Verlag Berlin, 1970⁸.
- Mary Gabriel, *Love and Capital, Karl and Jenny Marx and the Birth of a Revolution*, Hachette Book group, 2012.
- Heinrich Gemkow et alii, *Karl Marx Une biographie*, Verlag Zeit im Bild, Dresde 1968⁹.
- Heinrich Gemkow et alii, *Friedrich Engels, Eine Biographie*, Verlag, Frankfurt am Main, 1970.
- John Green, *Engels, A Revolutionary Life*, Artery Publications, London 2012.
- W.O. Henderson, *The Life of Friedrich Engels*, Frank Cass : London, 1976.
- Hirsch Helmut, *Engels*, Rowohlts Monographien, 142, 1982¹⁰.
- D. Hunley, *The life and Thought of Friedrich Engels*, Yale Université Press – New Haven and London, 1991.
- Tristram Hunt, *Engels, Le gentleman révolutionnaire*, Flammarion, Paris 2009.
- Lutz Graf Schwerin von Krosigk, *Jenny Marx, Liebe une Leid im Schatten von Karl Marx*, Staats-Verlag Wuppertal, 1975.
- Yvonne Kapp, *Eleanor, Chronique familiale des Marx*, Editions sociales, Paris 1980.
- Lutz Graf Schwerin von Krosigk, *Jenny Marx, Liebe une Leid im Schatten von Karl Marx*, Staats-Verlag Wuppertal, 1975.
- Julien Kuypers, *Karl Marx' Belgischer Freundeskreis (1845-48) : Einige Notizen aus belgischen Archiven*, International Review of Social History, vol. 7, n° 3, décembre 1962 (en ligne sur www.cambridge.org).
- Wilhelm Liebknecht, *Karl Marx Biographical Memoirs*, Charles H. Kerr & Company, Chicago, 1908.
- Robert-Jean Longuet, *Karl Marx, mon arrière-grand-père*, Stock¹¹.
- David McLellan, *Karl Marx. His Life and Thought*, Granada Publishing, London 1981.
- Gustav Mayer, *Friedrich Engels A biography*, Chapman & Hall, Ltd ; London 1935¹².
- Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, Paris 1983¹³.

¹ En ligne sur le site de Zeno.org, Meine Bibliothek.

² Elles sont d'un intérêt très contrasté au regard de leur précision. Les deux ouvrages de référence sont incontestablement les *Chronik seines Lebens in Einzeldaten* sous la responsabilité de l'institut Marx-Engels-Lenin de Moscou et les *Marx-Engels Chronicle* par Hal Draper.

³ Edité par l'Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, sous la direction de Heinrich Gemkow.

⁴ Le volume existe en traduction anglaise : *Karl Marx, an Illustrated History*.

⁵ La traduction du précédent par Remi Laureillard. L'étude ne cite pas ses sources et ne mentionne aucune référence.

⁶ Cet ouvrage souvent cité n'est pas un modèle de précision dans ses dates et références.

⁷ Quatre ouvrages de référence, assurément.

⁸ Un récit dépourvu de notes et de références.

⁹ En traduction française.

¹⁰ Sans grand intérêt sous l'angle documentaire.

¹¹ Disponible en version électronique sur Kindle.

¹² La version anglaise (abrégée) de la biographie (monumentale) parue en allemand en deux volumes sous le titre : *Friedrich Engels, Eine Biographie*, Verlag von Julius Springer, Berlin 1920. Cette version ne fournit aucune référence précise, ni aucune note...

¹³ L'ouvrage a été publié en 2018 par les Editions Syllepse et Page2 en deux tomes sous le titre *Vie de Karl Marx, édition traduite, annotée et commentée par Gérard Bloch*. Cette publication propose une

- Boris Nicolaïeski et Otto Maenchen-Hefen, *La vie de Karl Marx*, Editions de la Table Ronde, Paris 1997.
- Saul K. Padover, *Karl Marx An Intimate Biography*, New American Library, New York 1980.
- H.F. Peeters, *Jenny la Rouge, Madame Karl Marx, née baronne von Westphalen*, Mercure de France, Paris 1986.
- Fritz Raddatz, *Karl Marx. Une biographie politique*. Fayard, Paris 1978.
- Otto Rühle, *Karl Marx Vie et œuvre*, Entremonde, Genève, 2011.
- Luc Somerhausen, *L'humanisme agissant de Karl Marx*, Richard-Masse Editeurs, Paris 1946.
- John Spargo, *Karl Marx : his life and work*, B.W. Huebsch, New York 1912.
- Jonathan Sperber, *Karl Marx, Homme du XIXe siècle*, Editions Piranha, Paris 2017.
- Evguénia Stépanova, *Friedrich Engels*, Éditions en Langues étrangères, Moscou 1958.
- Ferdinand Tönnies, *Karl Marx, Sa vie et son œuvre*. PUF, Paris 2012.
- Francis Wheen, *Karl Marx, Biographie inattendue*, Calmann-Lévy, Paris 2003.
- Roy Whitfield, *Frederick Engels in Manchester*, Working Class Movement Library, Salford, 1988.

Etudes particulières :

- Bert Andréas, *Marx'Verhaftung und Ausweisung*, Brüssel Februar/März 1848, Schriften aus dem Karl-Marx-Haus. N° 22, Trier, 1978¹.
- Bert Andréas, Jacques Grandjonc, Hans Pelger, *Unbekanntes von Friedrich Engels und Karl Marx, Teil 1 : 1840-1874*, Schriften aus dem Karl-Marx-Haus, Nr 33, Trier 1986.
- Bert Andréas et Wolfgang Mönke, *Neue Daten zur « Deutschen Ideologie »*. Mit einem unbekanntem Brief von Karl Marx und anderen Dokumenten, Archiv für Sozialgeschichte, Band 8, 1968, Bibliothek der Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn.
- Collectif : *Le fil du temps*, vol. 14 : « K. Marx, Fr. Engels, La Belgique, Etat constitutionnel modèle », Deuxième partie, « L'activité du parti Marx en Belgique », pp 135-208 « Petite chronologie de l'activité de Max à Bruxelles ».
- Edward De Maesschalck, *Karl Marx in Brussel (1845-1846)*, BRT brochure, sd.
- Edmund et Ruth Frow, *Frederick Engels in Manchester*, Working Class Movement Library, Salford 1995².
- Jacques Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris, Vorwärts, 1844*, François Maspero, BS 26, Paris, 1974.
- Oscar J. Hammen, *The Red'48ers. Karl Marx and Friedrich Engels*, Charles Scribner's Sons - New York, 1969.
- Mick Jenkins, *Frederick Engels in Manchester*, Lancashire and Cheshire Communist Party, Leicester 1951³.
- Michael Knieriem, *Bekannte und Unbekannte personengeschichtliche Daten zu Karl Marx und Friedrich Engels während der Brüsseler Zeit 1845-1848*, Protokoll des internationalen Kolloquiums der Marx-Engels-Stiftung e.v. am 18. November 1980 in Wuppertal Elberfeld. Bibliothek der Friedrich-Ebert-Stiftung Bonn.
- Jean Stengers, *Ixelles dans la vie et l'œuvre de Marx*, Revue belge de philologie et d'histoire, tome 82, fasc. 1-2, 2004. pp. 349-357.

*

Nos abréviations :

- archive.org : site de la bibliothèque numérique américaine d' « accès universel à toutes les connaissances ».
- BDK, suivi du numéro de volume : *Der Bund Der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Band 1 – 1836-1849, Band 2 – 1849-1851 , Band 3 – 1851-1852 - Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED / der KPdSU, Dietz Verlag Berlin, 1970, 1982, 1984.
- C, suivi du numéro de volume : *Marx Engels, Correspondance*, Editions sociales, Paris 1971, t.1 (novembre 1835-décembre 1848), t. 2 (1849-1851).
- MECW, suivi du numéro de volume : *Karl Marx Frederick Engels, Collected Works*, Lawrence & Wishart Electric Book, 50 volumes parus.

version toute particulière en raison de l'importance des commentaires, des ajouts et des notes érudites de Gérard Bloch.

¹ Assurément l'ouvrage de référence sur l'arrestation et l'expulsion de Marx de Bruxelles en février/mars 1848, avec quantité de documents officiels (la plupart en français).

² Une brochure de 18 pages sans grand intérêt documentaire.

³ Une brochure de 23 pages sans grand intérêt documentaire.

- MEGA, suivi du numéro de volume : *Karl Marx Friedrich Engels, Gesamtausgabe*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED / der KPdSU, Dietz Verlag Berlin. (Herausgegeben von der Internationalen Marx-Engels-Stiftung Amsterdam), 79 volumes parus¹.
- MEW, suivi du numéro de volume : *Karl Marx, Friedrich Engels, Werke*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag Berlin, 46 volumes parus.
- NGR, suivi du numéro de volume : *Karl Marx, Friedrich Engels, La Nouvelle Gazette Rhénane*, 3 tomes, Éditions sociales, Paris 1971.

¹ Quelques 60 volumes sont accessibles en ligne sur le site de la revue américaine Charnel-House à l'adresse <https://thecharnelhouse.org>.

Karl Marx & Friedrich Engels : Tranches de vie (v.2)

5. Révolution et contre-révolution en Allemagne : avril 1848 - août 1849

Pour rappel :

Vers le **27 mars** 1848, Marx et Engels ont fait adopter par le nouveau comité central de la Ligue à Paris¹ un texte programmatique qui a été diffusé sous le nom de « **Revendications du Parti communiste en Allemagne** ». Le tract sera emporté en même temps que la brochure du *Manifeste* par les travailleurs allemands de retour en Allemagne par le biais du *Club des Travailleurs allemands*².

Vers la **fin de mars**, le *Club des travailleurs allemands* a publié, en français, une déclaration contre la *Société démocratique allemande* de Georg Herwegh : « Le comité soussigné croit devoir déclarer aux diverses ramifications de l'*Alliance des ouvriers allemands* dans les différents pays de l'Europe, qu'il n'a d'aucune sorte participé aux démarches, affiches et proclamations faites pour demander aux citoyens français des habillements, de l'argent et des armes. A Paris, le *Club des ouvriers allemands* est le seul qui entretient des relations avec l'*Alliance*, et il n'y a rien de commun avec la société qui se dit *Société des démocrates allemands* à Paris, ayant pour chefs MM. Herwegh et de Bornstedt³. ». Le texte est signé par K. Marx, K. Schapper, H. Bauer, Fr. Engels, J. Moll et W. Wolff.

Le **31 mars 1848**, le **Vorparlament** s'est réuni à Francfort. Il est constitué de 574 délégués des Diètes parmi lesquels on compte 141 délégués prussiens mais seulement 2 autrichiens. Il siègera du 31 mars au 3 avril en décidant de l'élection prochaine d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel dans tous les Etats de la Confédération.

Dès son arrivée, fin mars, à **Mayence**, sa ville natale, Karl Wallau⁴, fonde une *Association culturelle ouvrière* (le *Mainzer Arbeiterbildungsverein*) au nom de laquelle il lance, avec Adolph Cluss, le **5 avril 1848**, un « Appel à tous les travailleurs d'Allemagne » pour fonder des unions ouvrières et préparer un congrès des travailleurs. Le texte déclare : « Ensemble et organisés, nous formons (...) une force irrésistible. C'est pourquoi, frères, il faut former partout dans les villes et les villages des Unions ouvrières où soit discutée notre condition, où soient proposées des mesures pour modifier notre situation actuelle, il faut que des représentants issus de la classe ouvrière soient désignés et élus pour être envoyés au parlement allemand et que soient entreprises toutes les autres démarches nécessaires à la préservation de nos intérêts⁵. ».

¹ Ce nouveau Comité central a été constitué à Paris le 11 mars 1848. Il est composé de trois membres de l'ancienne Autorité centrale (K. Schapper, J. Moll et H. Bauer) et de trois membres du Comité de correspondance bruxellois (K. Marx, Fr. Engels, W. Wolff) auxquels il faut ajouter Karl Wallau.

² Marx a obtenu de Flocon qu'ils reçoivent les mêmes crédits de retour que les membres de la légion de Georg Herwegh et de Bornstedt.

³ BDK1, p. 747. A noter qu'à l'intention des Français, le texte est signé au nom de l'*Alliance des ouvriers allemands*.

⁴ **Karl Wallau** a été l'un des familiers de Marx et d'Engels au cours des années bruxelloises. Il a été en 1847 l'un des typographes de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* et membre actif au sein de l'*Association ouvrière allemande* et de l'*Association démocratique*. Membre lui aussi de la *Ligue des communistes* à Bruxelles en 1847, l'architecte **Adolph Cluss** émigrera fin 1848 aux Etats-Unis où il sera l'un des correspondants de Marx.

⁵ Le texte de ce tract se trouve aux pages 463-464 du 3^e volume du recueil « La Nouvelle Gazette Rhénane » aux Éditions sociales, Paris, 1971. L'appel à soutenir des candidatures ouvrières aux élections doit être souligné compte tenu de la position antiparlementariste de la section de Cologne de la *Ligue* sous la direction d'Andreas Gottschalk et d'August Willich.

Dès le **début d'avril**, le tract des « Dix-sept revendications » se trouve reproduit par divers journaux en Allemagne et notamment par la *Berliner Zeitungshalle*¹ ».

Outre les principes jacobins d'une République « une et indivisible », de la séparation entre l'Église et l'État et de la gratuité de l'instruction publique, on retiendra ces trois exigences : celle du suffrage universel masculin, de la nationalisation des biens féodaux et de l'appareil financier ainsi que, malgré son échec en France, la mise en place d'un système d'ateliers nationaux.

Le texte conclut : « Il est de l'intérêt du prolétariat, des petits-bourgeois et petits cultivateurs allemands d'œuvrer de toute leur énergie à la réalisation des mesures ci-dessus énoncées. C'est uniquement en les réalisant que des millions d'Allemands, exploités jusqu'ici par un petit nombre d'individus désireux de perpétuer l'oppression, pourront obtenir justice et conquérir le pouvoir qui leur revient, puisqu'ils produisent toute la richesse dans la société². ».

*

10.04.48 Après une étape de quelques jours, du 7 au 9 avril, à Mayence³, Marx et Engels arrivent à **Cologne**⁴. Marx sollicitera aussitôt auprès du directeur de la police l'obtention du statut de citoyen de la ville⁵.

Une anecdote : dès son arrivée à Cologne, Marx reçoit d'un ami du Premier Ministre Ludolf Camphausen⁶ une invitation à rejoindre ce dernier à Berlin : « Je ne tins aucun compte de cette suggestion » confiera-t-il dans sa (longue) lettre du 3 mars 1860 à son avocat, le Conseiller de justice Weber⁷.

Ce même 10 avril 1848, en Angleterre, le mouvement chartiste connaît un cuisant échec : la manifestation londonienne de Kennington Common destinée à soutenir la remise de la troisième pétition est empêchée par le déploiement des mesures policières. C'est une lourde défaite pour le mouvement chartiste qui entre dans sa période de déclin⁸.

Le choix de Cologne (plutôt que Berlin) se justifie par l'importance de la ville dans le développement industriel rhénan et par la présence d'une population ouvrière prête à se mobiliser. Par ailleurs, le maintien en vigueur du code Napoléon⁹ assurait de meilleures conditions dans l'exercice du journalisme. En effet les procès de presse se trouvaient jugés devant un jury populaire, ce qui assurait un procès plus équitable que devant des juges soumis au pouvoir. Marx en fera l'expérience à deux reprises en février 1849 devant les assises de Cologne où il se trouvera traduit pour « offense à magistrat » et

Dans son article de 1884 dans le *Sozialdemokrat*, Engels précise : « Nous devons précisément aller à Cologne, et non à Berlin. D'abord Cologne était au centre de la province rhénane qui avait vécu la Révolution française, s'était ménagé avec le Code Napoléon des conceptions juridiques modernes, avait développé une grande industrie de loin la plus importante, et à tous égards était alors la partie la plus avancée de l'Allemagne. Nous ne connaissons que trop bien, par expérience personnelle, le Berlin de cette époque, avec sa bourgeoisie à peine naissante, sa petite bourgeoisie forte en gueule,

¹ Fondé en 1846, ce journal était l'organe de la démocratie radicale à Berlin, avec pour rédacteur en chef Gustav Julius. Il disposait d'un vaste « cabinet de lecture » n'offrant pas moins de 600 publications en 14 langues. Le lieu est très vite devenu un club de débats politiques des plus animés dans la ville.

² Nous citons à partir de Roger Dangeville, *Le parti de classe*, t. 2, pp. 26-28 (en ligne sur le site de *marxists.org*).

³ Ce trajet résulte de l'interdiction faite à Marx de traverser la Belgique dont il venait d'être expulsé.

⁴ Ils sont accompagnés d'Ersnt Dronke. Jenny et les trois enfants (Jenny, Laura et Edgard) résident dans la famille à Trèves, ce qui est attesté par le rapport de l'inspecteur de police Hünermund qui interroge Marx le 18 avril 48 après sa demande d'installation à Cologne (K. Marx, Fr. Engels, *Collected Works* (désormais MECW), vol. 7, p. 538).

⁵ Il a renoncé, ne l'oublions pas, à sa nationalité prussienne en octobre 1845. Cf. sa lettre du 10 novembre 1845 au Premier Bourgmestre Görtz de Trèves (C1, p. 375). Pour l'heure, il est muni d'un passeport français que lui a procuré, le 30 mars 1848, et pour un an, Marc Caussidière.

⁶ Ludolf Camphausen, ce banquier de Cologne et chef de file de la bourgeoisie rhénane qu'il avait bien connu lors de son premier emploi, entre octobre 1842 et mars 1843, comme rédacteur en chef de la *Gazette Rhénane*.

⁷ C6, p. 124.

⁸ Engels manifeste à ce sujet un optimisme démesuré dans sa lettre à Emil Blank, son beau-frère, qui se trouve à Londres : « le coup de la procession », lui annonce-il (il parle de la manifestation de Kennington Common), « n'était rien » et avant deux mois, G. Julian Harney sera « à la place de Palmerston ». (C1, p. 540)

⁹ La bourgeoisie rhénane avait habilement négocié le maintien de cette législation libérale lors de l'annexion de la Rhénanie par la Prusse en 1815.

« incitation à la rébellion ».

Pour sa part, Andreas Gottschalk¹ estimait que Marx et Engels devaient plutôt s'installer dans leur ville natale respective : Trèves et Barmen. Il le précise au passage et sans autre commentaire dans sa lettre du 26 mars 1848 à Moses Hess².

mais lâche dans l'action et rampante, avec ses ouvriers tout à fait sous-développés, ses innombrables bureaucrates et sa racaille de nobles et de courtisans, bref tout ce qui faisait d'elle une simple « résidence ».

Quoi qu'il en soit, ce qui emporta la décision, ce fut qu'à Berlin régnait le misérable droit de la Diète prussienne, et les procès politiques étaient du ressort de juges professionnels; tandis que, sur le Rhin, il y avait le Code Napoléon qui ignore les procès de presse, parce qu'il implique une censure, et dès lors qu'il n'y avait pas de délits politiques, mais seulement des crimes, on passait devant les jurés d'assises. À Berlin, le jeune Schlöffel³ fut condamné à un an de prison après la révolution; sur le Rhin, nous avions la liberté inconditionnelle de la presse — et nous l'avons utilisée jusqu'à la dernière goutte⁴. ».

Le Comité Central de la *Ligue* envoie ses émissaires (Wilhelm Wolff à Breslau, Karl Schapper à Wiesbaden, Stephan Born à Berlin, Ernst Dronke à Coblenz, Karl Wallau à Mayence, Engels à Elberfeld) dans toute l'Allemagne⁵ en vue de créer des *unions ouvrières*.

13.04.48 Création à Cologne par **Andreas Gottschalk** d'un club politique appelé « L'Union ouvrière⁶ » (**der Arbeiterverein**) qui remporte un vif succès populaire. Il compte bientôt plusieurs milliers de membres et dispose d'un bulletin qui lui est propre, la *Zeitung des Arbeitervereins zu Köln*⁷.

Il existait à côté de l'*Union ouvrière* une autre organisation, *L'Association des Ouvriers et des Employeurs*, qui réunissait des petits patrons et des artisans. Elle était dirigée par Hermann Becker qui sera membre de la *Ligue* en 1850-1851⁸.

Un **conflit** ne tardera pas à surgir au sein de la *Ligue* entre Andreas Gottschalk qui réclame le boycottage des élections aux parlements de Francfort et de Berlin au nom de l'instauration immédiate d'une république sociale⁹ et les partisans de Marx qui défendent le principe d'une participation électorale sur une ligne d'alliance avec les forces démocratiques bourgeoises.

Marx rejoint l'*Association démocratique de Cologne (Die Kölner Demokratische Gesellschaft)* pour soutenir une candidature d'union aux élections, en l'occurrence celle de Franz Raveaux¹⁰. Cette position le met en porte à faux avec l'*Union ouvrière* de Gottschalk où militent néanmoins plusieurs de ses amis, et notamment J. Moll et K. Schapper.

Les litiges entre Marx et Gottschalk ne cesseront pas de se multiplier. Ainsi, sur la question de savoir s'il faut venir en aide aux légionnaires

Un autre exemple, ce débat au sein de l'*Union ouvrière* vers le milieu du mois de mai au cours duquel Gottschalk et ses partisans s'opposent,

¹ Pour rappel, ce médecin des quartiers pauvres de Cologne avait été introduit en 1846 par Moses Hess dans la cellule de la *Ligue des communistes* au sein de laquelle il s'était lié à August Willich. Témoin de sa notoriété : le 3 mars 1848, il s'était fait le porte-parole de la manifestation populaire devant le Conseil communal de la ville, une intervention qui lui avait valu d'être arrêté dès le lendemain. Il deviendra l'un des principaux opposants à la ligne politique de Marx.

² BDK1, p. 738.

³ Fils d'un député de Francfort et journaliste dans le *Volksfreund*, un journal d'inspiration babouviste, le jeune étudiant G.A. Schlöffel avait joué un rôle important dans l'organisation d'une manifestation à Berlin, le 20 avril 48, pour le suffrage universel. Il avait été arrêté et condamné à 6 mois de forteresse pour complicité avec le soulèvement républicain de Friedrich Hecker et Gustav Struve dans le grand duché de Bade (Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, PUF, Paris 1957, p. 346 et BDK, t.1, p. 795, note 2).

⁴ Engels, « Marx et *La nouvelle Gazette rhénane* », paru le 13 mars 1884 dans le journal de Zürich, *Der Sozialdemokrat*. Nous citons dans la traduction de Roger Dangeville, *Le Parti de Classe*, tome 1, pp. 135-143, de l'édition électronique disponible sur le site www.marxists.org, section française.

⁵ « Toute l'Allemagne », compte tenu bien sûr des forces militantes de la *Ligue* à cette époque et dans ces circonstances.

⁶ Ou selon les traductions *l'Association ouvrière*. L'annonce de cette fondation avait été faite par une note de Gottschalk publiée par ses soins le 6 avril 48 dans la *Kölnische Zeitung*. (O. Hammen, op.cit., p. 218).

⁷ Qui sera remplacé par le journal « Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit » (J. Droz, « La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848 ». (Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein, Heft 155/156, Düsseldorf, 1954, p. 190)

⁸ Arrêté en mai 1851, il sera condamné à cinq ans de forteresse au terme du procès contre *La Ligue des communistes*. Libéré en 1857, il rejoint alors les rangs de la bourgeoisie libérale et deviendra, en 1875, bourgmestre de Cologne.

⁹ Gottschalk critiquait en particulier le mode de scrutin à deux degrés.

¹⁰ Franz Raveaux était un négociant en tabacs de Cologne. Il fera partie du gouvernement provisoire de Bade en 1849.

- allemands réfugiés à Besançon après la défaite, le 20 avril, du premier soulèvement républicain dans le pays de Bade. Non, selon *l'Association démocratique* ; oui, selon *l'Union ouvrière* qui collecte à cet effet (Willich se trouve à Besançon)¹.
- 13.04.48 Marx sollicite du préfet de police de Cologne le statut de citoyen de la ville et l'autorisation de s'y installer avec sa famille. Il rappelle quelques éléments de sa biographie et notamment le fait qu'après la disparition de la *Gazette rhénane*, il a été conduit à renoncer à sa nationalité de prussien³.
- 15.04.48 Engels est de retour à Barmen. Il écrit à Emil Blank, son beau-frère, et décrit l'atmosphère d'inquiétude qui règne dans la ville (« Ici, la panique est indescriptible. (...) en vérité, pour l'instant ce sont les riches qui connaissent les plus grands tourments et la plus grande peur⁴. »). Il s'applique surtout à obtenir des souscriptions en faveur de la *Nouvelle Gazette Rhénane*.
- 19.04.48 L'inspecteur de police Hünermund établit son rapport sur la demande introduite par Marx en vue de retrouver sa nationalité. On y apprend qu'à cette date, Jenny et les trois enfants sont à Trèves⁵.
- 20.04.48 Défaite à la bataille de **Kandern**, près de Bâle, du soulèvement républicain dirigé par Fr. Hecker et G. Struve.
- 24.04.48 Annonce de la prochaine parution de la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Le prospectus a été rédigé dès le 8 avril par Heinrich Bürgers⁶. On espère atteindre une souscription de 600 actions de 50 thalers, dont au moins 1.000 thalers de capital pour les frais de lancement.
- 25.04.48 Deux lettres se croisent entre Marx et Engels, l'une optimiste et l'autre qui se trouve loin de l'être.
- De Marx, qui est à Cologne, à Engels : « Beaucoup d'actions ont déjà été souscrites ici et nous pourrions commencer bientôt⁷. »
- D'Engels, qui est à Barmen, à Marx : « On ne peut compter placer ici qu'un nombre diablement restreint d'actions (...) j'ai eu recours aux plus belles formules, déployé toute la diplomatie possible, mais rien que des réponses hésitantes. Je vais encore faire une dernière tentative; si elle échoue, tout sera fini. ».
- A titre personnel, il ajoute, s'agissant de son père : « Il n'y a absolument rien à tirer de mon vieux. Pour lui la *Kölner Zeitung* est déjà le comble de la sédition et au lieu de 1.000 thalers, il préférerait nous expédier 1.000 boulets à travers le corps. ».
- Il commente par la même occasion la situation politique : « *Au fond*, voici ce qu'il en est :

¹ Source : Boris Nicolaïeski et Otto Maenchen-Hefen, op.cit., p. 191.

² Source : Gérard Becker, « Journaux de l'Union ouvrière de Cologne », in *La presse ouvrière (1819-1850)*, Bibliothèque de la révolution de 1848, tome XXIII, Paris 1966, p. 267 (de l'édition disponible sur archive.org).

³ C1, pp. 538-539. Le 1^{er} décembre 1845, Marx avait renoncé à sa nationalité de manière à échapper aux tracasseries des autorités prussiennes qui venaient d'obtenir son expulsion de France.

⁴ C1, p. 540.

⁵ MECW, vol. 7, p. 538. Fait notable : Marx n'a manifestement pas mentionné son intention de fonder un journal; ses revenus lui viendront, a-t-il déclaré, pour une part de ses travaux dans le domaine économique et pour l'autre part, des avoirs personnels de son épouse.

⁶ Marx y fait référence dans sa lettre à Engels du 25 avril 48 (C1, p. 541). Le texte de cette annonce se trouve reproduit dans l'étude de Karl Obermann *Aux origines de la « Neue Rheinische Zeitung »*, *Le Mouvement social*, No. 77 (Oct.-Déc., 1971), pp. 67-76.

⁷ C1, pp. 541.

même ces bourgeois radicaux de Cologne voient en nous leurs futurs ennemis et ils ne veulent pas nous donner d'armes que nous retournerions très rapidement contre eux. (...) Les plus progressistes des bourgeois d'ici trouvent que leur parti est représenté de façon assez satisfaisante par la *Kölnische Zeitung*. *Que veux-tu qu'on fasse alors ?* », et il ajoute en conclusion: « Si un seul exemplaire de notre programme en 17 points était diffusé ici, tout serait perdu pour nous. La mentalité des bourgeois est véritablement lamentable. Les ouvriers commencent à s'agiter un peu, d'une manière entre très rudimentaire, mais en masse. Ils ont aussitôt formé des coalitions. Mais voilà qui contrecarre justement *notre* action. Le club politique d'Elberfeld rédige des adresses aux Italiens, se prononce pour le suffrage direct, mais écarte énergiquement tout débat sur les questions sociales bien que ces messieurs avouent entre quatre yeux que ces questions viennent maintenant à l'ordre du jour, tout en faisant remarquer qu'en ce domaine, nous ne devons pas devancer le cours des événements¹. ».

La difficulté de réunir les capitaux s'explique dans le contexte de la crise économique qui touche, en cette fin de l'année 47 et début 48, les couches moyennes susceptibles de soutenir le projet, la bourgeoisie pour sa part se gardant bien de le faire. A la date du 9 mai 48, Engels ne sera parvenu à placer que 14 actions de 50 thalers².

27.04.48 La légion Herwegh³ composée d'un bataillon de 650 hommes (avec la participation de Wilhelm Liebknecht, qui a 22 ans) avait traversé le Rhin dans la nuit du 23 au 24 avril à Kembs, près de Mulhouse. Son objectif était d'établir la liaison **avec les forces armées de l'insurrection badoise dirigée par Gustav von Struve et par Friedrich Hecker**. Toutefois la manœuvre échoue et le bataillon est en fin de compte décimé le 27 avril 48 par les troupes du Wurtemberg devant la ville de **Dossenbach**, sur la frontière suisse. Comme pour la légion belge dans l'échauffourée de *Risquons Tout* le 29 mars 1848, l'échec est bien sûr dû à l'inexpérience militaire des légionnaires, pour la plupart des ouvriers, et à leur encadrement⁴, mais il s'explique surtout par l'absence des conditions politiques d'un succès. Cette expédition « républicaine » était à ce point mal perçue en Allemagne que Struve et Hecker eux-mêmes avaient repoussé toute alliance avec une légion considérée comme un corps étranger, voire hostile, en accord, sur ce point, avec l'opinion publique badoise, fût-elle de gauche et favorable à une république sociale⁵.

01.05.48 C'est le 1^{er} mai (pour le premier tour) et le 8 mai (pour le second tour) que se déroulent les élections pour le parlement de Francfort. Elles ont lieu les mêmes jours pour le Landtag de Prusse à Berlin. Ce scrutin indirect à deux tours élimine à coup sûr les candidats des classes populaires. C'est la raison pour laquelle de nombreuses organisations ouvrières (dont *l'Union ouvrière* de Gottschalk à Cologne) avaient milité pour leur

¹ C1, p. 543. Il précise dans la même lettre, s'agissant du *Manifeste* : « Je suis en train de faire la traduction anglaise qui me donne plus de mal que je ne l'aurais cru. Mais la moitié est déjà terminée et bientôt l'ensemble le sera également. ».

² C1, p. 545. « Somme toute, écrit-il, nous aurons fait pas mal de démarches inutiles ». Et cela même si « les bases d'une Commune de la *Ligue* ont été jetées ».

³ Ainsi nommée par commodité : Georg Herwegh en assure la direction politique mais l'encadrement militaire relève d'un groupe d'officiers prussiens et autrichiens.

⁴ Herwegh, qui se réfugie en Suisse, sera accusé de lâcheté au combat par ses adversaires, en particulier par Alexandre Herzen. Il est vrai que Herwegh n'hésitera pas à séduire bientôt Natalie, la jeune épouse de ce dernier.

⁵ Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, PUF 1957, p. 238. Gottschalk lui-même, dans sa lettre à Moses Hess du 26 mars 1848, recommande à son interlocuteur de se tenir à l'écart de l'entreprise de Herwegh en raison de l'impopularité de l'idée républicaine. « Tu n'as pas idée, lui écrit-il, de la crainte de nos bourgeois à l'égard du seul nom de la République qu'ils identifient au vol, au meurtre, à l'invasion des Russes », si bien qu'il se prononce, à cette date du moins, pour l'établissement préalable d'une monarchie constitutionnelle, contrebalancée, il est vrai, par des « fondements chartistes ». (BDK1, pp. 737-738)

boycott¹. Marx estimait pour sa part qu'il fallait malgré tout appeler au vote pour faire élire des candidats de l'opposition.

06.05.48 Marx se rend pour quelques jours à Elberfeld (en compagnie de Georg Weerth) pour discuter de la *Nouvelle Gazette Rhénane* avec Engels. En vérité les souscriptions aux actions du journal se font rares.

11.05.48 Après un violent **affrontement** au sein de la *commune* de Cologne de la Ligue, Andreas Gottschalk donne sa démission, sa liberté personnelle, affirme-t-il, étant menacée par les statuts en vigueur.

Le procès-verbal de la réunion, signé par les président et secrétaire H. Bürgers et J. Moll, rapporte ainsi les échanges : « Le président Marx² demande à Gottschalk quelle est son opinion ou sa décision quant à la *Ligue* : quelle position, lui, Gottschalk, pense prendre maintenant vis-à-vis de la *Ligue*. Gottschalk déclare renouveler la démission qu'il a donnée, les bouleversements de la situation actuelle réclamant une refonte des statuts de la *Ligue* et sa liberté personnelle étant en danger avec les statuts actuels³ ; mais il déclare que, dans tous les cas où la *Ligue* souhaiterait qu'il agisse, il mettrait aux conditions indiquées toute son activité à son service⁴. ».

17.05.48 Parution du prospectus de la *Nouvelle Gazette Rhénane* dans le dernier numéro du *Westphälische Dampfboot*, le journal de Joseph Weydemeyer et d'Otto Lüning⁵.

18.05.48 **Réunion du parlement de Francfort** sous la présidence du libéral modéré Heinrich von Gagern⁶. L'éventail politique va de la droite la plus conservatrice à une minorité démocratique radicale dont le porte-parole le plus connu est Robert Blum de Leipzig. La grande majorité est constituée par des libéraux modérés favorables à une monarchie constitutionnelle. L'institution ne dispose d'aucun véritable appareil d'Etat, ni administratif, ni militaire, qui lui permette d'exercer sa souveraineté.

La composition sociologique de cette Assemblée montre une nette hégémonie de la grande bourgeoisie, dans sa composante essentiellement intellectuelle : sur 573 élus, on compte 49 professeurs d'université, 32 professeurs de lycée, 78 magistrats, 94 avocats, 73 hauts fonctionnaires. La bourgeoisie industrielle et commerciale est sous-représentée (20 élus, à peine) de même que la noblesse prussienne. Et bien sûr, aucun ouvrier n'est élu. Quatre députés sont des artisans⁷.

Ce parlement, la première Assemblée nationale du peuple allemand, va se trouver très vite paralysée par la trop grande diversité des points de vue à la fois *sur l'avenir institutionnel* du pays entre les partisans d'une certaine centralisation et ceux qui défendent un fédéralisme, entre ceux qui se fondent sur la pleine souveraineté de l'Assemblée et ceux qui recommandent un accord avec les gouvernements des divers Etats, entre les partisans de la monarchie constitutionnelle et ceux qui réclament la république, *et sur la question même de l'étendue du territoire*, entre les partisans d'une « grande Allemagne » qui inclut l'Autriche, et ceux qui préconisent la création d'une « petite Allemagne » centrée sur la seule Prusse⁸.

19.05.48 Marx reçoit de Lucien Jottrand une lettre chaleureuse se réjouissant de la prochaine parution

¹ Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 266.

² Marx intervient comme président du Comité central de la *Ligue*.

³ Sa liberté d'action selon toute vraisemblance. Cette déclaration plutôt énigmatique ne semble pas avoir attiré l'attention des commentateurs : aucune remarque à ce sujet dans BDK1, p. 782.

⁴ NGR, t. 3, pp. 464-465.

⁵ Une publication qui était l'organe du « socialisme vrai ».

⁶ Elu dès le 19 mai lors de la deuxième séance du parlement par une majorité de $\frac{3}{4}$ des voix.

⁷ Source : Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, PUF, Paris 1957, p. 170.

⁸ Les travaux de l'Assemblée de Francfort feront l'objet des commentaires critiques d'Engels dès la parution, le 1^{er} juin, du premier numéro de *La Nouvelle Gazette Rhénane*. « Depuis quinze jours, écrit-il, l'Allemagne a une Assemblée nationale constituante, issue du vote de l'ensemble du peuple allemand (...). Le premier acte de l'Assemblée nationale devait être de proclamer bien haut et officiellement cette souveraineté du peuple allemand. Son deuxième acte devait être d'élaborer la Constitution allemande sur la base de la souveraineté du peuple et d'éliminer tout ce qui, en Allemagne, était en contradiction avec le principe de la souveraineté populaire. (...) L'Assemblée nationale allemande a déjà tenu une douzaine de séances et n'a rien fait de tout cela. » Et de décrire avec ironie le caractère procédurier des débats. (NGR, t. 1, pp. 30-31).

de la *Nouvelle Gazette Rhénane* dont Georg Weerth lui a remis le prospectus, en promettant une étroite collaboration avec *Le Débat social* : « Je ne demande pas mieux que d'entretenir avec vous une correspondance sur les affaires communes à nos deux pays (...) car il se prépare en France des événements qui ne tarderont pas à mettre en jeu des questions qui touchent les deux pays ensemble¹. ».

20.05.48 Engels est de retour à Cologne² où il s'installe non loin des locaux de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, dans le quartier de la vieille ville, derrière l'église Saint Alban.

21.05.48 Dès le 19 mai, plusieurs incidents ont éclaté dans les cafés de Mayence entre des militants radicaux et des soldats prussiens. Ces heurts dégénèrent en véritables combats de rue entre la garde nationale de la ville, commandée par le député démocrate Franz Zitz, et la garnison prussienne présente dans cette forteresse fédérale. Quelques jours auparavant, c'est à Trèves que de semblables incidents armés s'étaient déroulés avec pour résultat la dissolution de la garde civique locale³.

Le général Hans von Hüser, gouverneur prussien, entreprend de désarmer par la force la garde nationale de la ville. Commentaire d'Engels dans le 1^{er} numéro de la *Nouvelle Gazette Rhénane*: « Le projet de M. Hüser n'est qu'une partie du plan général de la réaction de Berlin qui aspire à désarmer aussi vite que possible toutes les gardes civiques, notamment sur les bords du Rhin, à mettre progressivement un terme à l'essor naissant de la levée en armes du peuple - et à nous livrer sans défense à l'armée, composée pour l'essentiel d'étrangers à la région, faciles à exciter, ou déjà excités contre nous. C'est arrivé à Aix-la-Chapelle, à Trèves, à Mannheim, à Mayence, et cela peut se produire aussi autre part⁴. ».

24.05.48 Engels annonce à son beau-frère Emil Blank qui est à Londres la parution de la *Nouvelle Gazette Rhénane* pour le 1^{er} juin et sollicite sa collaboration dans la collecte de la presse anglaise.

Il donne au passage des nouvelles du pays : « Les Prussiens n'ont pas changé, les Polonais se font insulter au vitriol et, à l'instant où j'écris ces lignes, les Prussiens bombardent Mayence, parce que la garde nationale a arrêté quelques soldats saouls qui faisaient du tapage; l'Assemblée nationale de Francfort, toute souveraine qu'elle est, entend les coups de canon et ne semble pas du tout vouloir se remuer. A Berlin, Camphausen ne fait rien, la réaction, les bureaux et les nobles deviennent chaque jour plus insolents, ils provoquent le peuple, le peuple se rebelle, et la mollesse et la couardise de Camphausen nous mènent tout droit à de nouvelles révolutions. Voici le visage de l'Allemagne pour l'instant !⁵. ».

Fin mai Marx écrit à la rédaction du quotidien *L'Alba* de Florence pour lui annoncer la parution de la *Nouvelle Gazette Rhénane*.

Précisant la ligne politique du journal, il écrit : « Nous défendons la cause de l'indépendance italienne, nous lutterons à mort contre le despotisme autrichien en Italie, comme en Allemagne et en Pologne. Nous tendons une main fraternelle au peuple italien et nous voulons lui prouver que la nation allemande réprouve, sous tous ses aspects, la politique d'oppression que mènent, chez vous, les mêmes hommes qui, chez nous, ont toujours combattu la liberté. Nous voulons faire tout notre possible pour préparer l'union et la bonne entente entre nos

¹ Jottrand précise qu'il a pu assister le 15 mai « à la séance où s'est passé le fait de l'irruption du peuple dans l'assemblée nationale ». Le texte (en français) de la lettre se trouve aux pages 540-451 du volume des *K. Marx Fr. Engels Gesamtausgabe*, Briefwechsel Mai 1846 bis Dezember 1848 », Dritte Abteilung, Band 2, Dietz Verlag, Berlin, 1979.

² A Emil Blank, le 24 mai 1848 (un mercredi) : « Samedi dernier, je suis renté à Cologne. » (C1, p. 546). Emil Blank était l'époux de sa sœur Marie.

³ Jonathan Sperber, *Rhineland Radicals, The Democratic Movement and the Revolution of 1848-1849*, Princeton University Press, 1991, p. 182.

⁴ NGR, t. 1, p. 37.

⁵ C1, pp. 547-548.

deux grandes et libres nations qu'un système de gouvernement scélérat a persuadées jusqu'ici de leur inimitié réciproque. Nous demandons donc que la brutale soldatesque autrichienne soit retirée sans délai d'Italie et que le peuple italien soit en mesure d'exprimer sa volonté souveraine quant à la forme de gouvernement choisie par lui¹. ».

01.06.48 **Parution du premier numéro de la *Nouvelle Gazette Rhénane***² avec pour sous-titre *Organe de la démocratie* et non pas, il faut le noter, « organe du parti communiste allemand³ ». Dans son évocation de mars 1884 parue dans le *Sozialdemokrat*, Engels précisera en parlant de la ligne politique du journal: « Ce ne pouvait être que (le drapeau) de la démocratie, mais d'une démocratie qui mettait, partout et jusque dans le détail, en évidence un caractère spécifiquement prolétarien qu'elle ne pouvait encore inscrire, une fois pour toutes, sur son drapeau. Si nous nous y étions refusés, si nous n'avions pas saisi le mouvement là où il se trouvait exactement, à son extrémité la plus avancée, authentiquement prolétarienne, il ne nous serait plus resté qu'à prêcher le communisme dans une petite feuille de chou locale et à fonder une petite secte au lieu d'un grand parti ouvrier. Or, nous ne pouvions nous résoudre à prêcher dans le désert : nous avons trop bien étudié les utopistes pour cela. Au reste, nous n'avions pas conçu notre programme dans ce but. ».

La parution est soutenue par une intense campagne publicitaire. La souscription n'avait en effet réuni qu'à peine la moitié des 30.000 thalers prévus⁴. Marx (qui a refusé l'aide financière de Flocon, prêt à soutenir la création du journal⁵) va devoir progressivement investir l'essentiel de son héritage paternel⁶.

Le comité de rédaction est composé de Karl Marx, « Redakteur en chef », de Heinrich Bürgers, Ernst Dronke, Friedrich Engels, Georg Weerth, Ferdinand Wolff et Wilhelm Wolff, rédacteurs. Ils sont tous membres de la *Ligue des Communistes*.

Cette première édition paraît avec en tête la déclaration suivante : « La parution de la *Nouvelle Gazette Rhénane* était fixée à l'origine au 1er juillet. Les arrangements avec les correspondants partaient de cette date. Mais avec l'insolence renouvelée de la réaction, des lois de septembre⁷ sont près de voir le jour en Allemagne; nous avons donc voulu mettre à profit chaque jour de liberté et nous paraissions dès le 1er juin. Nos lecteurs devront être indulgents si, dans les premiers jours, nous ne fournissons pas l'abondante matière en nouvelles et correspondances diverses que nos relations étendues nous permettent d'offrir. Nous pourrions sous peu satisfaire toutes les exigences⁸. ».

La parution de la *Nouvelle Gazette Rhénane* va poser un problème annexe mais plutôt sensible politiquement, à savoir le rôle que Marx entend confier au journal en regard de la *Ligue des Communistes*⁹ dont il assume la direction.

¹ C1, p. 544.

² Pour être précis, signalons que les éditions du journal paraissent toujours la veille au soir, avec la date du lendemain. Le quotidien comptait 4 pages, auxquelles s'ajoutait un supplément lorsque l'information le justifiait.

³ Même si dans le vocabulaire du *Manifeste*, la démocratie est synonyme de constitution du prolétariat en classe dominante : « le premier pas des ouvriers dans la révolution, c'est le prolétariat s'érigeant en classe dominante, la conquête de la démocratie » peut-on lire au chapitre II « Prolétaires et communistes », page 100 de l'édition de poche Garnier Flammarion. Le choix de l'ancien titre du journal répondait à l'intention de ne pas en faire d'emblée un organe communiste comme tel.

⁴ A vrai dire, la somme de 50 thalers par action était une dépense considérable pour un travailleur.

⁵ Il évoque cette proposition dans sa lettre du 3 mars 1860 au conseiller de Justice Weber : « *Confidentiel* : Flocon nous offrit, à moi-même et à Engels de l'argent pour la fondation de la *Nouvelle gazette Rhénane*. Nous avons refusé parce que, en tant qu'*Allemands*, nous n'avons pas voulu accepter de subsides, même d'un *gouvernement français ami*. » (C6, p. 124).

⁶ Soit plus de 7.000 thalers, selon le témoignage de Marx dans sa lettre du 13.07.49 à Joseph Weydemeyer (C2, p. 18).

⁷ Une référence typiquement française : l'expression désigne l'ensemble des lois répressives votées à Paris le 9 septembre 1835 après l'attentat de Fieschi contre Louis-Philippe. Elles visaient en particulier la presse.

⁸ NGR, t.1, p. 29. L'annonce de la parution de la *Nouvelle Gazette rhénane* paraîtra dans le *Nothorn Star* du 24 juin 48 (BDK1, pp. 807-808). L'assemblée des actionnaires du journal s'était tenue fin mai et avait élu une commission comprenant Hermann Korff, Karl Wachter et Georg Weerth. Les statuts du journal ont été discutés et votés lors des réunions des 18 et 21 juin 48. Le texte de ces statuts se trouve aux pages 543-553 du vol. 7 des MECW.

⁹ Le débat sur la question de savoir si Marx a pris la décision de dissoudre la *Ligue* ou l'a simplement mise en sommeil fait l'objet d'un chapitre particulier (2.6.) de notre fascicule 18.

Il importe de signaler la parution, à la même époque, à partir du 1^{er} juillet 1848, d'un autre journal, *Die Neue Deutsche Zeitung*, fondé par Joseph Weydemeyer et par Otto Lüning avec le soutien de l'éditeur C.W. Leske. La publication (à la fois proche de Marx par son lien avec J. Weydemeyer et proche du socialisme vrai par la présence d'O. Lüning) se veut l'expression de l'aile gauche du parlement de Francfort et du mouvement de la gauche extra-parlementaire. Le journal saura conquérir une large audience¹ et survivra à la *Nouvelle Gazette Rhénane* jusqu'en décembre 1850.

- 06.06.48 La *Nouvelle Gazette Rhénane* publie une comparaison critique des programmes respectifs des deux composantes de la gauche au parlement de Francfort : le groupe dirigé par Robert Blum, d'une part, et le parti radical-démocrate d'Arnold Ruge, d'autre part². Nous retiendrons ce commentaire : « Nous ne demandons pas, ce qui serait utopique, que soit proclamée a priori une *République allemande une et indivisible*, mais nous demandons au parti dit radical-démocrate de ne pas confondre le point de départ de la lutte et du mouvement révolutionnaire avec son point d'arrivée. L'unité allemande ainsi que la Constitution allemande ne peuvent être que le résultat d'un mouvement où conflits intérieurs et guerres avec l'Est pousseront à prendre une décision. L'organisation définitive ne peut être *décrétée*; elle va de pair avec le mouvement que nous avons à accomplir. Il ne s'agit pas de réaliser telle ou telle opinion, telle ou telle idée politique, il s'agit de bien comprendre l'évolution des événements. L'Assemblée nationale a comme unique tâche de faire dans l'immédiat les pas pratiquement possibles. ».
- 11.06.48 Le journal de l'*Union ouvrière* de Gottschalk, *Die Zeitung des Arbeiter-Vereines zu Köln, Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit*, se livre à une attaque contre l'imprimerie de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, une société privée sans rapport personnel avec Marx, qu'il accuse de ne pas rémunérer ses ouvriers au barème³.
- 14/17.06. **Premier congrès des associations démocratiques allemandes à Francfort.** Le congrès lance un appel à l'unité par une fusion des toutes les associations démocratiques présentes au sein d'une même ville. Il aboutira à la nomination d'une Commission centrale établie à Berlin sous la direction notamment de Julius Fröbel et de Hermann Kriege⁴. Les 234 délégués viennent de 89 associations démocratiques disséminées dans toute l'Allemagne. On compte notamment pour la ville de Cologne, trois associations : l'*Union ouvrière* (dirigée à l'époque par Gottschalk), l'*Association démocratique* (dirigée par Marx et par l'avocat Schneider) et l'*Association des ouvriers et des employeurs* (dirigée par Hermann Becker). Parmi les principaux membres présents de la *Ligue* : Joseph Weydemeyer (délégué de Hamm), Ferdinand Freiligrath (de Düsseldorf), Joseph Moll, Friedrich Anneke et Heinrich Bürgers (de Cologne), Karl Schapper (de Wiesbaden) et Adolf Cluss (de Mayence). Andreas Gottschalk y prononce un discours très remarqué en faveur de la république⁵. Il échoue toutefois à se faire élire à la Commission centrale.
- 14.06.48 **Prise de l'arsenal à Berlin.** L'évènement intervient dans le contexte du rejet par l'Assemblée nationale de la motion déposée par le dé-
- Engels commente les conséquences de cette journée dans son article du 20 juin 48 en insistant sur l'absence de direction politique d'une

¹ Le 19 mai 1849, à l'occasion de sa visite à Francfort, Marx (qui est sous la menace d'un décret d'expulsion) rencontrera J. Weydemeyer et discutera de la poursuite par la *Neue Deutsche Zeitung* de la mission accomplie par la *Nouvelle Gazette Rhénane* (Karl Obermann, *Joseph Weydemeyer, Pioneer of American Socialism*, International Publishers, New York, 1947, p. 22).

² « Programme du parti radical-démocrate et de la gauche à Francfort », NGR, t. 1, pp. 65-69.

³ Oscar J. Hammen, *The red'48ers*, op.cit., p. 224.

⁴ Ce qui explique le peu d'estime de Marx et d'Engels pour cette instance.

⁵ J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*. J. Droz note : « Il ne fut pas possible au Congrès de Francfort d'établir une entente effective entre la gauche du Parlement et la démocratie « clubiste » : seuls en effet assistèrent aux débats deux députés d'extrême-gauche, Zitz de Mayence et Ch. Kapp de Hamm, encore qu'à titre individuel; l'immense majorité de la représentation nationale fut effrayée par le radicalisme des congressistes. » (op.cit., p. 548).

- puté Julius Berends visant à déclarer que les insurgés des 18 et 19 mars « avaient bien mérité de la patrie ». L'enjeu éminemment politique de cette déclaration était de faire admettre par le gouvernement qu'il devait son existence à une rupture révolutionnaire, ce que le ministère libéral de Camphausen s'employait précisément à récuser au nom d'une prétendue continuité institutionnelle en collaboration avec le pouvoir royal¹. Des manifestations, spontanées semble-t-il, éclatent ce jour-là autour de l'arsenal et aboutissent à son pillage. L'intervention de l'armée ne tardera pas à mettre fin à ces troubles qui précipiteront toutefois la démission du ministère de Camphausen dès le 20 juin (et son remplacement, le 26 juin, par le cabinet Auerswald, dit « le ministère de l'action² »).
- 17.06.48 Des incidents éclatent à Cologne sur la place du vieux marché. La police et la gendarmerie sont accueillies par des jets de pierre et des tracts sont distribués appelant à la mobilisation. La garde civique reste passive⁴.
- 23-26 /06 **Journées de juin à Paris.** L'écrasement de l'insurrection ouvrière fera l'objet, à partir du 25 juin, d'un compte rendu suivi, principalement par Engels, dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*⁵.
- Le soutien appuyé aux révolutionnaires français achèvera de détourner du journal les possibles souscripteurs bourgeois.
- 24.06.48 Marx participe à une commission des trois organisations démocratiques de Cologne. On est au lendemain du congrès de Francfort mais au contraire de fusionner, comme le proposait Got-
- initiative populaire sans lendemain³.
- Les troubles vont se multiplier jusque la fin du mois et entraîneront l'arrestation, le 3 juillet 48, des dirigeants de l'*Union ouvrière* de Cologne, Andreas Gottschalk, Fritz Anneke et Christian Joseph Esser.
- La première contribution de Marx sur le sujet date de l'édition du 29 juin (« La révolution de Juin »). Elle débute ainsi : « Les ouvriers de Paris ont été écrasés par des forces supérieures; ils n'ont pas succombé. Ils sont battus mais leurs adversaires sont vaincus. Le triomphe momentané de la force brutale est payé par l'anéantissement de toutes les illusions et chimères de la révolution de février, par la désagrégation de tout le parti des vieux républicains, par la scission de la nation française en deux nations, la nation des possédants et la nation de travailleurs. La république tricolore n'arbore plus qu'une seule couleur, la couleur des vaincus, la couleur du sang, elle est devenue la république rouge. ».
- Sa conclusion est un vibrant hommage aux insurgés : « Quant aux plébéiens, déchirés par la faim, vilipendés par la presse, abandonnés par les médecins, traités par les « gens bien » de voleurs, d'incendiaires, de galériens, leurs femmes et leurs enfants précipités dans une misère encore plus incommensurable, les meilleurs des survivants déportés outre-mer, c'est le privilège, c'est le droit de la presse démocratique de tresser des lauriers sur leur front assombri de menaces⁶. ».
- Plus fondamentalement, les événements parisiens vont contribuer à remettre en cause la stratégie d'alliance de la Ligue avec la composante démocratique de la bourgeoisie.
- Pour rappel, il existe à cette époque trois organisations ouvrières à Cologne : l'*Union ouvrière* (l'*Arbeiterverein*) de Gottschalk, l'*Association démocratique* (la *Kölner Demokratische Gesel-*

¹ Engels rend compte des débats devant la Chambre dans une série d'articles parus entre le 14 et le 17 juin 48 sous le titre général de « Débat sur la révolution à Berlin » (NGR, t. 1, pp. 95-11).

² Dont le véritable chef sera le ministre des finances Hansemann.

³ Fr. Engels, « La séance ententiste du 17 juin », NGR, t. 1, pp. 123-128.

⁴ Karl Stommel, « Der Armenartz D. Andreas Gottschalk », p. 90.

⁵ NGR, t. 1. pp. 153-179 et pp. 187-203.

⁶ NGR, t. 1, pp. 180-185.

⁷ Elle disposait d'un organe de presse, le *Wächter am Rhein*. (J. Droz, *La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848*, op.cit., p. 189)

tschalk (lequel espérait englober ainsi l'Association démocratique), la réunion aboutit à la formation d'un Comité central commun au sein duquel Marx se trouve élu.

Ischaft⁷), que Marx avait rejointe et l'Association des Ouvriers et des Employeurs (Verein für Arbeiter und Arbeitgeber) dirigée par Hermann Becker.

29.06.48

Nomination à Francfort de l'archiduc Jean d'Autriche comme vicaire¹ d'Empire. Cette élection résulte d'un compromis ambigu : le personnage est certes populaire, mais il appartient à la dynastie des Habsbourg² et, à ce titre, il offre à coup sûr un gage de réussite aux partisans d'une monarchie constitutionnelle. La gauche républicaine modérée s'est ralliée à sa candidature au motif qu'elle émanait, à ses yeux, de la seule souveraineté nationale. L'extrême-gauche s'est abstenue. Le vote est obtenu par 436 voix sur 573 élus³. Une délégation de 8 députés est aussitôt envoyée à Vienne⁴.

03.07.48

Andreas Gottschalk, Fritz Anneke et Christian Joseph Esser sont arrêtés pour haute trahison en raison des discours tenus à la réunion du 25 juin à l'Union ouvrière de Cologne en faveur notamment des insurgés français et des manifestations populaires qui en avaient résulté les 28 et 29 juin.

Leur procès ne s'ouvrira qu'en décembre, au terme duquel les jurés prononceront, le 23 décembre 1848, un verdict d'acquiescement⁵.

Marx sera pressenti le 16 octobre 48 pour assumer provisoirement la présidence de l'Union ouvrière.

Ce même 3 juillet 48, La *Nouvelle Gazette Rhénane* commet l'imprudence de publier un entrefilet calomnieux **dénonçant Bakounine comme un agent du tsar**. Le texte affirme : « On suit ici d'un œil attentif, malgré tous nos troubles intérieurs, les luttes des Slaves, en Bohême, Hongrie et Pologne. A propos de la propagande slave on nous communiquait hier que

L'article « Arrestations » paru le 5 juillet 48 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* fournit une relation très précise des événements, notamment de l'arrestation particulièrement brutale d'Anneke (et de son épouse Mathilde qui est enceinte)⁶. Il se termine par cet avertissement : « Les travailleurs seront assez intelligents pour ne pas se laisser entraîner dans une émeute par une provocation. ».

Cet article⁷ vaudra à Marx et à Engels de multiples ennuis avec la justice, dont leur convocation dès le 7 juillet devant le juge d'instruction pour injure à l'égard du procureur général Zweifel et offenses envers les gendarmes qui ont procédé à l'arrestation⁸.

Il acceptera la responsabilité malgré, déclare-t-il en prenant ses fonctions, la charge de travail que réclame la *Nouvelle Gazette Rhénane* et surtout la précarité de sa situation après le refus que venait de lui signifier, le 12 septembre, le ministre Kühlwetter, de lui rendre sa nationalité prussienne, ce qui l'exposait à subir à tout moment un arrêté d'expulsion. Et de déclarer : « Le gouvernement et la bourgeoisie devraient se persuader que malgré leurs poursuites, il se trouvera toujours des hommes pour se mettre à la disposition des ouvriers⁹. ».

Bakounine réagira dès le 16 juillet et, le 20 juillet, Marx recevra un ferme démenti de la part de George Sand qui lui écrit : « Les faits que vous communiquait votre correspondant sont absolument faux et n'ont même pas l'ombre de la vérité. Je n'ai jamais eu la moindre preuve à l'appui des insinuations que vous avez tâché de faire accréditer contre M. Bakounine,

¹ Ou, si l'on préfère, régent d'Empire : le titre de Vicaire désignait dans le Saint Empire la personne chargée d'assurer la continuité du pouvoir, notamment en cas de décès. C'est le 12 juillet 48 qu'il reçoit son investiture à Francfort, l'ancienne Diète fédérale se trouvant ainsi supprimée au profit d'un ministère d'Empire.

² Il est le frère de l'empereur François II.

³ *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, Gottingue, 1855, t. 3, p. 293.

⁴ La réponse positive de l'Archiduc parviendra à Francfort le 6 juillet et son établissement solennel aura lieu le 12 juillet 48.

⁵ Andreas Gottschalk publiera en 1849 le texte de sa plaidoirie (« Meine Rede vor dem Geschworenengerichte zu Köln am 23 déc. 1848 »). Pour sa part, Marx rendra compte longuement du procès dans l'édition du 23 décembre 48 de la *Nouvelle Gazette Rhénane* (« Procès contre Gottschalk et ses compagnons, t. 2, pp. 255-367).

⁶ NGR, t. 1, pp. 217-220.

⁷ Un article non signé, ce qui obligera la justice à multiplier les enquêtes au sein du journal pour en découvrir l'auteur. Le 9 juillet 48, elle convoquera à cet effet l'imprimeur M. Clouth et s'appliquera à interroger les typographes.

⁸ « Action judiciaire contre La *Nouvelle Gazette Rhénane* » » NGR, t. 3, pp. 465-467. Marx insiste sur le caractère purement procédurier de la plainte. Elle ne le conduira pas moins devant les tribunaux.

⁹ Le compte rendu de la réunion de l'Union ouvrière se trouve aux pages 854-855 de BDK1.

George Sand aurait acquis des papiers très compromettants pour le Russe exilé ici, Michel Bakounine, en laissant constater que c'était un outil ou un agent nouvellement acquis par la Russie, auquel incombaient la plupart des arrestations des malheureux patriotes polonais survenues ces derniers jours. George Sand avait montré ces papiers à quelques intimes. Nous n'avons rien à objecter contre un royaume slave, mais il ne sera jamais créé par la trahison contre des patriotes polonais¹. ».

banni de France par la monarchie déchue. Je n'ai jamais été autorisée à émettre le moindre doute sur la loyauté de son caractère et la générosité de ses opinions.», avec en post-scriptum : « J'en appelle à votre honneur et à votre conscience pour faire immédiatement publier cette lettre dans votre journal. ».

Marx publiera la lettre de G. Sand dès le 3 août 1848 avec ce commentaire : « Nous avons communiqué dans le numéro 36 de notre gazette le bruit qui avait circulé à Paris, selon lequel George Sand aurait possédé des papiers qui auraient permis de prendre l'émigré russe Bakounine pour un agent de Nicolas 1^{er}. Nous avons communiqué ce bruit tel qu'il nous parvint de la part de deux correspondants qui ne se connaissaient pas respectivement. Nous remplissons ainsi le devoir de la presse qui est d'observer sévèrement les caractères des personnages en vue et nous avons par là même donné l'occasion à M. Bakounine de réfuter un soupçon qui fut en tout cas répandu sur son compte dans beaucoup de cercles à Paris². ».

Marx reviendra à plusieurs reprises sur cette affaire, en particulier longuement dans une lettre du 30 août 1853 au rédacteur en chef du *Morning advertiser*³ et dans sa lettre à Ferdinand Lassalle du 3 mars 1860⁴.

06.07.48 Dès le 6 juillet, ce sont **Joseph Moll** et **Karl Schapper** qui assument l'intérim à *l'Union ouvrière*. Le premier en devient le président. Le second en devient le vice-président

Cette prise en main par les partisans de Marx entraînera une inflexion de la ligne du journal de l'organisation vers des objectifs politiques plus généraux, différents d'une défense strictement corporatiste des intérêts des artisans et des ouvriers.

20.07.48 Engels dénonce dans son éditorial de la *Nouvelle Gazette Rhénane* l'interdiction par le gouvernement wurtembergeois de *l'Association démocratique* de l'arrondissement de Stuttgart. Dans le Bade, à Heidelberg, c'est *l'Association des étudiants* qui a été interdite. Il s'agit clairement, souligne Engels, d'une atteinte aux libertés conquises en mars.

Il écrit : « Et ceci, brave Allemand est une fois de plus ton destin. Tu crois avoir fait une révolution ? Illusion ! Tu crois en avoir fini avec l'État policier ? Illusion ! Tu crois posséder le droit de libre réunion, la liberté de la presse, l'armement du peuple et autres belles paroles que l'on t'a criées par-dessus les barricades de mars ? Illusion rien qu'illusion ! ».

L'article met expressément en cause l'inertie du parlement de Francfort et sa complicité avec ces décisions réactionnaires : « (...) si nous avons une Assemblée nationale à Francfort, c'est pour que les gouvernements puissent prendre de telles mesures avec une pleine assurance sans devenir odieux à l'opinion publique. Naturellement cette Assemblée passera à l'ordre du jour sur de telles mesures policières d'un pas aussi léger que sur la révolution de Mayence. ».

Il termine en exigeant que « pour obliger (...) la majorité de l'Assemblée à proclamer devant

¹ Le texte de cet entrefilet est absent du recueil des articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane* qui nous sert de référence. Nous citons à partir de la lettre du 20 juillet 1848 de George Sand à Marx, in *George Sand, Correspondance*, tome VIII, Editions de Georges Lubin, Editions Garnier Frères, Paris 1971, pp. 546-547.

² George Sand, *Correspondance*, op.cit., p. 547. Il semble bien que cette rumeur ait été diffusée à Paris par l'ambassade russe elle-même qui avait obtenu l'expulsion de Bakounine de France après qu'il eut pris la parole le 29 novembre 1847 lors d'un meeting à l'occasion du 17^e anniversaire de la révolution polonaise de 1830.

³ C4, pp. 10-11. Cette lettre offre assurément l'exposé le plus complet sur l'affaire et sur les relations de Marx avec Bakounine à cette époque. Pour sa part, Bakounine évoque l'affaire dans le texte intitulé « Rapports personnels avec Marx. Pièces justificatives N° 2 » que publie, aux pages 121-130, le tome de ses *Œuvres complètes, Michel Bakounine et l'Italie 1871-1872, Deuxième partie*, aux Editions Champ libre, Paris 1963, (avec une introduction et des annotations d'Arthur Lehning).

⁴ C6, pp. 109-110.

toute l'Europe son alliance avec la réaction, l'extrême-gauche de Francfort propose que « les auteurs de ces mesures (...) soient mis en état d'arrestation pour violation des « droits fondamentaux du peuple allemand¹ » ».

- 21.07.48 La *Nouvelle Gazette Rhénane* prend pour cible les projets de réforme de la milice civique. Cette réorganisation conduit en vérité à une dissolution de toute forme de « garde nationale » issue des soulèvements de mars. Les milices seront désormais encadrées par le ministère de l'Intérieur et soumises à de strictes fonctions policières².
- 21.07.48 Assemblée générale de l'*Association démocratique de Cologne*. Marx se trouve confirmé (avec l'avocat Schneider II) comme représentant au Comité central des trois associations démocratiques de la ville.
- 03.08.48 Le directeur de la police Geiger signifie à Marx qu'il ne dispose d'aucun droit de sa « qualité de sujet de Prussien ». Il reste donc un apatride et c'est à ce titre qu'il sera expulsé en mai 1849.
- 04.08.48 Important débat au sein de l'assemblée générale de l'*Association démocratique* de Cologne sur les positions que Wilhelm Weitling avait exposées lors de la précédente réunion du 21 juillet. Marx défend la thèse d'une intervention des masses dans la lutte dans le cadre d'un front populaire et sous la direction des éléments démocratiques les plus actifs et les plus organisés⁶.
- 11.08.48 Assemblée générale de l'*Association démocratique* de Cologne sous la présidence de Marx. On y vote une protestation contre l'**incorporation de la Posnanie à la confédération germanique**, une décision votée le 27 juillet 48 par le
- « Qu'est devenu notre *citoyen* ? », s'interroge le journal: « Une chose hybride tenant du gendarme prussien et du *constable* anglais. Mais le *règlement militaire* et la conscience d'obéir à la consigne le consolent de tout ce qu'il a perdu. A lieu de fondre l'armée dans le peuple, n'était-il pas plus original de fondre le peuple dans l'armée ? (...) Vous avez réclamé *une milice populaire* ? Vous aurez un règlement militaire. Vous serez mis à la disposition des autorités, vous serez entraînés militairement et éduqués dans l'obéissance passive, à en pleurer³. ».
- C'est au cours de cette réunion que **Wilhelm Weitling** (qui avait été invité par Herman Becker malgré l'avis défavorable de Marx) prend la parole au nom des démocrates nord-américains pour exposer ses vues sur la situation politique et défendre, semble-t-il, des positions à la fois de type putschiste (avec établissement d'un gouvernement provisoire) et élitiste (en plaidant en faveur d'une « dictature de l'intelligence »)⁴. Marx donnera sa réplique lors de la prochaine réunion du 4 août 48.
- Marx publiera dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 4 septembre 48 la lettre de protestation qu'il adresse au Ministre de l'Intérieur Hubert von Kühlwetter⁵.
- Après une période de véritable enthousiasme populaire à Berlin pour la restauration d'une Pologne souveraine², les relations entre les nationalistes polonais et les populations allemandes établies dans la province de Posen avaient

¹ NGR, t. 1, p. 299-301, « Interdiction des clubs à Stuttgart et à Heidelberg ».

² L'obligation de surcroît pour chaque milicien de fournir lui-même son équipement excluait les couches populaires.

³ NGR, t. 1, p. 307. Le journal reviendra à plusieurs reprises sur cette question importante dans ses numéros 51, 52 et 54. Le projet sera finalement adopté par l'Assemblée nationale prussienne le 13 octobre 1848.

⁴ Nicholaïeski, op.cit., p. 199. J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, PUF, Paris, 1957, p. 536.

⁵ NGR, t. 1, pp. 461-464 « Le conflit entre Marx et la qualité de sujet prussien ». La décision du gouvernement prussien contrevient, fait-il remarquer, aux décrets du 30 mars 48 du pré-parlement de Francfort qui donnait le droit aux réfugiés allemands rentrés en Allemagne de recouvrer leur citoyenneté ainsi que d'être électeurs et éligibles : « La décision du Parlement préparatoire (...) n'est certes pas une disposition légale directe, mais (...) fait autorité quant aux perspectives et promesses faites au peuple allemand immédiatement après la révolution. ».

⁶ Le compte rendu de la réunion sera publié dans le journal de la *Société démocratique*, le *Wächter am Rhein*. (J. Droz, « La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848 », article cité, p. 189). Notons que Marx maintient sa ligne unitaire malgré ce que les événements de juin en France ont démontré. Cf. aussi BDK1, p. 827, et *Marx Engels Collected Works*, vol. 7, pp. 556-557.

parlement de Berlin et aussitôt confirmée par le parlement de Francfort. Après avoir rappelé que la liberté de la Pologne est une question vitale pour l'Allemagne », on y déclare notamment : « la partie saine du peuple allemand ne veut et ne peut avoir aucune part à la destruction de la nationalité polonaise en faveur de la réaction et de l'intérêt d'une quantité de bureaucrates, de propriétaires fonciers et trafiquants prussiens¹ ».

Cette fois, c'est **Karl Schapper**, citoyen du grand duché de Nassau, qui se trouve considéré comme un étranger par les autorités prussiennes et à ce titre, invité par le directeur de la police Geiger à quitter la ville. La *Nouvelle Gazette Rhénane* dénonce la décision en invoquant le premier paragraphe des *Droits fondamentaux du peuple allemand*, que le parlement de Francfort venait d'adopter, le 21 juillet 48, sous cette forme: « Tout Allemand jouit des droits civiques allemands. Il peut les exercer dans tout pays allemand⁴. » .

très vite pris une tournure conflictuelle. Après l'échec d'une commission mixte en vue de réorganiser la province et d'une tentative de conciliation, en avril 48, sous la responsabilité de Wilhelm von Willisen, le pays entre en insurrection, mais le soulèvement sera bientôt réduit par l'armée prussienne commandée par le général Ernst von Pfuël³.

« M. Schapper, écrit le journal, est non seulement allemand, mais en outre citoyen de Nassau et pourvu d'un passeport de *Nassau in optima forma*. M. Schapper habite Cologne avec sa femme et ses trois enfants. Son crime, c'est d'être membre de la *Société démocratique* et de l'*Union ouvrière*, et d'être correcteur à la *Nouvelle Gazette Rhénane*, soit trois crimes en un. ».

13/14.08. Après celui de Francfort en juin, se tient à Cologne, à l'invitation des trois associations de la ville, le premier **congrès des associations démocratiques de Rhénanie et de Westphalie**⁵.

On y prend la décision de confier au Comité Central de Cologne⁶ la direction régionale des organisations de Rhénanie.

23.08.48 Marx quitte Cologne et, du 23 août au 11 septembre environ, entreprend un **voyage à Berlin et à Vienne**. Il est à la recherche de nouveaux commanditaires pour la *Nouvelle Gazette Rhénane* qui connaît de grandes difficultés financières⁷.

La direction du journal est prise en charge par Engels.

25.08.48 Du 23 août au 3 septembre se tient à Berlin le congrès fondateur de l'**Allgemeine Deutsche Arbeiterverbrüderung**. Les 25 et 26 août, Marx qui est de passage dans la ville, rencontre plusieurs députés de l'aile gauche de l'Assemblée nationale ainsi que Michel Bakounine en vue d'une réconciliation⁸.

Il convient de souligner le rôle de **Stephan Born** dans la création de cette organisation. Depuis son arrivée à Berlin en avril 1848, S. Born va donner toute la mesure de ses qualités de dirigeant politique. Le 11 avril 1848, il fonde le *Comité Central des Travailleurs* (das Zentralkomitee der Arbeiter) qui va devenir le noyau de l'ADA dont il occupe la présidence⁹.

¹ NGR, t. 3, pp. 470-471. Le débat sur la Pologne à Francfort fera l'objet au cours du mois d'août 48 d'une imposante série d'articles signés par Engels dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* : pas moins de 53 pages (pp. 389-441) dans le recueil qui est notre référence.

² Ludwig Mieroslawski et ses compagnons de détention sont libérés le 20 mars. Il se trouvait en prison depuis mars 1846, condamné à mort puis à perpétuité.

³ La capitulation des insurgés polonais le 9.5.48 donnera lieu à des brutalités répressives qu'Engels dénoncera encore dans son article du 21 juin « Nouvelle politique en Posnanie » (NGR, t. 1, pp. 133-134)

⁴ « Le droit de citoyenneté dans l'empire allemand et la police prussienne » (NGR, t. 1, p. 113).

⁵ Le congrès se tient expressément au même moment des festivités autour de la cathédrale de Cologne qui réunit nombre de personnalités dont l'archiduc Jean et le roi de Prusse lui-même. (J. Sperber, *Rhineland Radicals*, op.cit., p. 311)

⁶ Composé, pour rappel, de Marx et Schneider II pour la *Société démocratique*, de Moll et Schapper pour l'*Union ouvrière*, de Becker et Schutzendorf pour l'*Association des travailleurs et patrons* (NGR, t. 3, p. 467).

⁷ Avec pour seul résultat connu, une contribution (non négligeable) de quelque 2.000 thalers reçue des organisations polonaises (Marx le mentionne dans sa lettre à Engels de la mi-novembre 1848. C1, p. 553).

⁸ Bakounine évoque l'entrevue dans le texte précité (de ses *Rapports personnels avec Marx*) où après avoir rappelé l'affaire de l'entrefilet paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, il écrit : « Je le rencontrai quelques mois plus tard à Berlin. Des amis communs nous forcèrent de nous embrasser (...) Après cette conversation, nous ne nous revîmes plus jusqu'en 1864. » (Op.cit., p. 127).

⁹ Engels prononcera dans sa *Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes* de 1885 un jugement (rétrospectif) plutôt sévère sur l'activité de Stephan Born. (« Born, écrit-il, jeune homme de très grand talent, mais trop pressé de se muer en sommité politique, "fraternisa" avec le tiers et le quart, uniquement pour constituer un groupe ; ce n'était nullement l'homme capable de mettre de l'unité dans les tendances opposées, ni de la clarté dans le chaos. »).

- 28.08.48 **Marx se trouve à Vienne**, où il va prononcer plusieurs conférences, notamment, le 2 septembre, sur *Travail salarié et Capital*¹.
- Les comptes rendus dans la presse viennoise ne manqueront pas de signaler les points de divergence entre Marx et certains de ses interlocuteurs, notamment Julius Fröbel et le jeune Hermann Jellinek qui reproche à Marx une conception trop théorique de la stratégie révolutionnaire².
- Le climat social est particulièrement tendu dans la ville** : le 23 août 48, en effet, des combats de rue mortels (une vingtaine de victimes) ont eu lieu entre la garde nationale bourgeoise et des ouvriers qui protestaient contre des réductions de salaires décidées par le ministre des travaux publics E. von Schwarzer aux dépens des chômeurs occupés à des emplois d'utilité générale (sur le modèle des ateliers nationaux français). Cette répression marque une rupture entre les composantes bourgeoises et ouvrières des forces révolutionnaires viennoises³.

- 04.09.48 La *Nouvelle Gazette Rhénane* publie « Le conflit entre Marx et la qualité de sujet prussien » sur le refus des autorités de lui rendre sa nationalité prussienne⁴. L'article reproduit longuement la lettre que Marx adresse le 22 août au ministre de l'Intérieur de Prusse Friedrich Christian Hubert von Kühlwetter après que sa demande lui a été refusée, le 3 août, par l'intermédiaire du directeur de la police, Wilhelm Geiger.
- Le même jour, Engels est convoqué devant le juge d'instruction et poursuivi dans le cadre de l'enquête sur l'article « Arrestations » qui décide ment perdue et manifeste l'acharnement des autorités judiciaires⁵.
- 07.09.48 Meeting à Cologne de *l'Association démocratique* sur la question de **l'armistice avec le Danemark** que vient de signer à Malmö, le 26 août, le gouvernement Prussien. L'assemblée vote une proclamation à l'adresse de l'Assemblée de Francfort pour l'inviter à rejeter ce qu'elle considère comme une retraite ignominieuse et un déshonneur pour l'Allemagne. Elle réclame que l'Assemblée sache « défendre la révolution en Schleswig-Holstein, même au risque d'une guerre européenne⁶ ».
- 08.09.48 Engels va aussitôt enchaîner une série d'articles dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* sur l'affaire danoise.
- Il termine son premier article du 8 septembre par cette remarque en forme de prédiction : « Mais les représentants de la bourgeoisie à Francfort ne préféreront-ils pas accepter tous les affronts, se soumettre à l'esclavage de la Prusse plutôt que d'oser déclencher une guerre révolutionnaire européenne, plutôt que de s'exposer à de nouvelles tempêtes, plutôt que de faire courir des risques à sa propre domination en Allemagne ? C'est ce que nous croyons. La lâcheté naturelle de la bourgeoisie est trop puissante. Nous ne faisons pas confiance à l'Assemblée de Francfort pour qu'elle rachète au Schleswig-Holstein l'honneur de l'Allemagne,

¹ Les rapports des diverses interventions de Marx paraîtront dans plusieurs journaux viennois et bien sûr, dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (NGR, t. 3 pp. 472-475). Le texte lui-même de *Travail salarié et Capital* sera publié dans les premières éditions d'avril 1849 du journal. (NGR, t. 3, pp. 225-254)

² J. Droz, op.cit., p. 327. Ce jeune intellectuel d'inspiration feuerbachienne (en 48, il a 26 ans) comptera parmi les derniers combattants dans Vienne insurgée en octobre 48 et sera condamné à mort, pendu le 23 novembre 48 avec Julius Becher, un autre journaliste.

³ Commentant les événements, Jacques Droz n'hésite pas à évoquer un parallélisme avec les journées de juin à Paris « sinon par leur violence, du moins par leurs conséquences sociales » (J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 326). Dans « Révolution et contre-révolution en Allemagne », Engels écrit : « Ainsi furent détruites l'unité et la vigueur de la force révolutionnaire; la lutte de classes entre bourgeois et prolétaires avait abouti, à Vienne aussi, à une catastrophe sanguinaire, et la Camarilla contre-révolutionnaire vit approcher le jour où il lui serait possible de frapper son maître coup. » (*La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Editions sociales, Paris 1951, p. 259.)

⁴ NGR, t. 1, p. 461-464.

⁵ NGR du 6 septembre : « La Chambre du conseil aura sous peu à décider si Marx, Engels et Korff doivent comparaitre devant les Assises, respectivement pour avoir offensé et diffamé M. le procureur général Zweiffel et MM. les six gendarmes. » (t. 3, p. 476).

⁶ MECW, vol. 7, p. 577.

déjà sacrifié en Pologne¹. ».

- 10.09.48 Un nouveau journal vient renforcer la presse de gauche à Cologne. Il s'agit de La *Neue Kölnische Zeitung für Bürger, Bauern und Soldaten*, sous la direction de Fritz Anneke² et Friedrich Beust, un officier sorti de l'armée comme lui. Ainsi que l'indique son titre³, ce quotidien s'adressera au public des paysans pauvres et des journaliers et tout particulièrement aux soldats, en introduisant une intense propagande au sein même des casernes.
- 11.09.48 Marx est de retour à Cologne.
- 12.09.48 Le ministre de l'Intérieur Hubert von Kühlwetter signifie à Marx sa réponse définitive et confirme la légalité de la décision du directeur de la police de Cologne Wilhelm Geiger de ne pas lui restituer sa nationalité prussienne⁶.
- 13.09.48 **Meeting de masse sur la Frankenplatz au centre de Cologne.**
- Il survient après que des incidents brutaux ont éclaté le 11 septembre entre le 27^e régiment d'infanterie de l'armée prussienne et la population ouvrière de Cologne dans un climat de mécontentement en raison de l'armistice de Malmö entre la Prusse et le Danemark. L'assemblée, forte de 5 à 6.000 personnes, a été convoquée à l'initiative de Wilhelm Wolff et sous la présidence de Heinrich Bürgers⁷, elle aboutit à la formation d'un « Comité de salut public » chargé de « représenter les couches de la population qui à Cologne ne le sont pas dans les institutions légales existantes⁸ ».
- Cette publication accompagne de près la ligne politique la *Nouvelle Gazette Rhénane* en soutenant par exemple la nécessité pour les masses laborieuses de participer aux élections. Sur la question des alliances, on peut ainsi lire dans son édition du 7 janvier 49, parlant des « démocrates blancs » qui n'ont d'autre idéal que les libertés politiques fondamentales : « C'est avec l'aide de ces démocrates « blancs » dont d'ailleurs beaucoup avec le temps deviendront « rouges » que nous serons assez forts pour aborder les élections de la seconde Chambre prussienne avec quelque espoir de succès⁴. ».
- Il va aussitôt entreprendre la publication d'une série de quatre articles intitulée « La crise et la contre-révolution ». Les analyses qu'ils proposent montrent une indéniable **radicalisation de la ligne politique du journal**⁵.
- On y vote par ailleurs, à l'initiative d'Engels, une adresse à l'Assemblée nationale de Berlin, l'invitant à résister, « même face aux baïonnettes », à sa dissolution par le roi.
- A Berlin, la crise trouvait son origine dans le vote récent, le 7 septembre 48, de la motion déposée par le député Julius Stein exigeant que fût imposée aux officiers « réactionnaires » une obligation de réserve à l'égard des conflits politiques entre civils et même qu'ils fussent invités « par devoir d'honneur » à quitter l'armée si cette disposition ne leur convenait pas¹. Le refus par Hansemann d'appliquer ce décret avait entraîné la chute de son cabinet le 9 septembre 48².

¹ « L'armistice avec le Danemark », NGR, t. 2, p.11

² Fritz Anneke se trouve à cette date encore incarcéré (il été arrêté le 3 juillet 48 avec Gottschalk) et c'est en vérité son épouse, Mathilde Franziska, qui va assumer la responsabilité de la publication. (J. Sperber, *Rhineland Radicals*, op.cit., p. 213). L'occasion se présente ici de signaler la forte personnalité de Mathilde Franziska Anneke qui éditera conjointement en 1848 un journal féministe, la *Frauen-Zeitung* (une publication qu'elle poursuivra en créant plus tard, en 1852, la *Deutsche Frauen-Zeitung*, la première revue féministe aux Etats-Unis où elle s'est alors réfugiée).

³ Un titre manifestement provocateur à l'adresse de la très libérale et très réactionnaire *Kölnische Zeitung*.

⁴ J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, op.cit., pp. 535-536. Le journal paraîtra jusqu'au 14 juin 1849.

⁵ Un signe : c'est à cette date, plutôt tardive, que les « Revendications du Parti communiste d'Allemagne » sont diffusées à Cologne sous forme de tracts. Sur ce point, nous renvoyons au chapitre « 2.1. Stratégies » de notre fascicule 18.

⁶ Il rappelle à Marx son propre courrier des 17 octobre et 10 novembre 1845 par lequel il signifiait au bourgeois de Trèves sa volonté d'être libéré de la nationalité prussienne au motif de vouloir émigrer aux Etats-Unis. Marx avait officiellement perdu sa nationalité le 1^{er} décembre 1845. (MECW, vol. 7, p. 581).

⁷ C'est dire si les militants de la *Ligue* sont à l'initiative de cette réunion. Parmi les 30 membres élus de ce comité figurent la plupart des rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, dont Marx et Engels, ainsi que les dirigeants de l'*Union ouvrière*.

⁸ NGR, t. 3, « Assemblée et Comité de salut public », pp. 476-480. La bourgeoisie de Cologne s'étant émue de la constitution de ce Comité de salut public, un tract issu des imprimeries de la *Kölnische Zeitung* dénoncera dans la soirée au nom de l'*Association civique de Cologne* une entreprise séditieuse ne visant rien de moins que la révolution et l'instauration d'une « république rouge ». La *Nouvelle Gazette Rhénane* répondra à ce tract dans son édition du 15 septembre en insistant sur le caractère très légal de la constitution du Comité de salut public en cause.

Dans son article du 16 septembre 49, « La liberté des délibérations à Berlin », Marx défendra le droit des « masses populaires démocratiques » à faire pression sur les assemblées élues : « Le droit des masses populaires démocratiques d'agir moralement, par leur présence, sur le comportement d'assemblées constituantes est un vieux droit révolutionnaire des peuples dont on ne peut se passer dans aucune période agitée depuis la Révolution anglaise et la Révolution française³ ». Un développement important sur les limites du « parlementarisme formel ».

- 16.09.48 Incapable de continuer seul la guerre contre le Danemark, le parlement de Francfort est finalement contraint d'entériner par une courte majorité de 21 voix (257 contre 236) l'**armistice de Malmö** du 26 août. Même Dahlmann et les députés du Slesvig-Holstein votent cette fois-ci pour la paix⁴.
- 17.09.48 **Mobilisation populaire à Francfort**⁵ à l'initiative notamment de l'*Arbeiterverein* de la ville : le parlement est accusé d'avoir trahi et la gauche parlementaire est invitée à prendre d'autorité la direction d'une nouvelle Assemblée sous la forme d'une Convention révolutionnaire. Un appel vain : les députés démocrates se garderont bien de toute intervention pendant les événements.

Le parlement manifeste ainsi l'impuissance des institutions issues de la révolution de mars devant les pouvoirs d'Etat d'ancien régime.

L'Archiduc Jean pour sa part n'hésite pas à faire venir de Mayence dans la nuit du 17 au 18 septembre quelque 2.000 hommes de troupes, Prussiens et Autrichiens, qui prennent place devant l'église Saint Paul.

Devant ce déploiement de forces, la foule appelle aux armes dès le lendemain **18 septembre** et dresse des **barricades** mais sans véritable direction ni organisation politiques. Même si l'insurrection gagne les villes voisines de Sachsenhausen et de Hanau, le rapport des forces est défavorable aux insurgés et l'armée parviendra à rétablir l'ordre dans la soirée même. La ville est mise en état de siège et la loi martiale est proclamée.

Ces journées constituent la plaque tournante de la révolution en Allemagne. La bourgeoisie choisit entre le radicalisme et le compromis avec l'ancien régime. Les événements vont avoir des répercussions dans toute l'Allemagne. Mais la rapidité même de la répression empêchera toute action organisée, sauf sous forme de manifestations de rue et de déclarations de soutien⁶.

C'est au cours de cette émeute que vont être lynchés deux députés de l'extrême-droite du

¹ Cette motion avait déjà été déposée (et votée) une première fois le 9 août 1848 après les incidents sanglants de Schweidnitz en Silésie où, le 31 juillet 48, la troupe casernée dans la forteresse de la ville avait ouvert le feu sur la garde civique (la Bürgerwehr). Il y avait eu 14 victimes.

² Le 10 septembre, Frédéric Guillaume IV avait publié une déclaration approuvant la démission du ministère, estimant que le vote du 7 septembre était une violation du principe même de la monarchie constitutionnelle. Engels commente cette actualité politique dans son article du 10 septembre 48 intitulé « Chute du ministère d'action », NGR, t. 2, pp. 11-14.

³ NGR, t. 2, pp. 32-33.

⁴ *L'Almanach de Gotha* pour l'année 1850, « Chronique », p. 28.

⁵ Plus précisément dans les environs de la ville, à Pflingstweide, si l'on suit les indications de la « Chronique » de *l'Almanach de Gotha* pour l'année 1850, p. 29.

⁶ C'est Engels qui va couvrir les événements dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* des 20 et 21 septembre 48 (NGR, t. 2, pp 34-41) et qui s'expose lors du meeting de Worringen. La mise en retrait toute relative de Marx s'explique par la précarité de sa situation compte tenu de son statut d'étranger.

- Parlement de Francfort, le prince Lichnowsky et le colonel von Auerswald, deux élus connus pour leurs positions réactionnaires.
- 17.09.48 Un meeting à **Worringen**, sur les bords du Rhin au nord de Cologne, réunit plusieurs milliers de manifestants sous la présidence de Karl Schapper, avec Engels comme secrétaire¹. On s’y prononce pour « la république sociale et démocratique, pour la *république rouge* ». On y confirme le *Comité de salut public* récemment constitué et l’on dénonce le tract diffusé par la *Kölnische Zeitung*. Le meeting vote également une mise en garde à l’adresse des autorités militaires accusées de multiplier les provocations et de vouloir ainsi mettre la ville en état de siège.
- 20.09.48 Assemblée populaire à Cologne à l’appel de l’*Association démocratique*, du *Comité de salut public* et de l’*Union ouvrière*. Elle vote une motion de solidarité avec les insurgés de Francfort et lance une collecte pour leur venir en aide³.
- 21.09.48 A Berlin, le roi fait appel **au général Ernst von Pfuel** pour former le nouveau cabinet constitué sur une base largement extra-parlementaire.
- 21.09.48 **Deuxième soulèvement républicain ba-**
dois : à l’annonce de l’insurrection de Francfort, Gustav Struve proclame à **Lörrach** la république allemande et se met à la tête d’un gouvernement provisoire, avec Karl Blind pour secrétaire.
- 25.09.48 Ce jour-là doit se tenir le 2^e congrès des démocrates rhénans et de Westphalie⁴. Or, dès le matin, la police arrête Karl Schapper et Hermann Becker⁵. La réunion est empêchée.
- 26.09.48 **L’état de siège est déclaré à Cologne** dès le 26 septembre. La garde civique est désarmée, les associations et la presse de gauche sont interdites. La *Nouvelle Gazette rhénane* ne sera autorisée à reparaitre que le 12 octobre 48.
- Le discours qu’y prononce Engels² lui vaudra d’être aussitôt poursuivi par la justice, ainsi que Karl Schapper, Wilhelm Wolff et Ernst Dronke.
- La publication de cette proclamation dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* fournira bientôt, dès le 24 septembre, un motif d’inculpation des rédacteurs du journal, dont Engels, Wolff et Bürgers, accusés de complot contre la sécurité de l’Etat.
- Les insurgés seront très vite vaincus dès le 24 septembre à **Staufen** par l’armée régulière venue de Fribourg. Struve et Blind seront condamnés à 8 ans de prison.
- L’*Union ouvrière* se réunit à l’hôtel « Im Kranz » où Marx plaide contre l’idée d’une insurrection armée dont il estime qu’elle serait prématurée. Il reviendra sur les événements dans son article du 13 octobre 48 intitulé « La *révolution de Cologne*⁶ » où il rappelle comment les ouvriers sont parvenus à soustraire Joseph Moll à une arrestation certaine.
- Quatre rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Fr. Engels, Ernst Dronke, Wilhelm Wolff et Ferdinand Wolff vont devoir quitter Cologne, sous le coup de poursuites judiciaires. Marx se retrouve avec les seuls Georg Weerth et Ferdinand Freiligrath pour assurer la publication du journal dont les finances sont dans un état déplorable.

¹ La *Nouvelle Gazette Rhénane* rapporte : « Cinq à six grands bateaux, chargés chacun de quelques centaines de personnes, drapeau rouge en tête, avaient descendu le Rhin depuis Cologne. Des délégations plus ou moins nombreuses de Neuss, Düsseldorf, Krefeld, Hitdorf étaient présentes. La réunion qui s’est tenue sur un pré au nord du Rhin rassemblait au moins 6 à 8.000 personnes. » (NGR, t. 3, p. 481). Notons pour l’anecdote que c’est à l’occasion de ce meeting qu’Engels rencontrera Ferdinand Lassalle pour la première fois.

² Il fait voter la motion suivante qui fera l’objet d’une accusation de haute trahison : « Les citoyens de l’Empire allemand rassemblés ici déclarent par la présente qu’ils prendront parti corps et biens pour l’Allemagne si, par les actes illégaux du gouvernement prussien contre les décisions de l’Assemblée nationale et le pouvoir central, un conflit devait surgir entre la Prusse et l’Allemagne. » (NGR, t. 3, p. 481).

³ Cf. les deux articles d’Engels des 20 et 21 septembre sur « Le soulèvement à Francfort » (NGR, t. 2, p. 37-38 et pp. 39-41).

⁴ Selon Jacques Droz, cette réunion « devait être le signal d’une insurrection armée ». (*Les Révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 537)

⁵ Ils ne seront libérés que le 15 novembre 48.

⁶ NGR, t. 2, pp. 48-51.

Cette **crise de septembre**¹ marque une étape importante dans le processus démocratique et révolutionnaire en Allemagne. C'est à partir de ces événements que les forces de la réaction vont entreprendre de réagir méthodiquement. L'échec de la deuxième insurrection républicaine de Struve dans le duché de Bade, le 24 septembre 48 à Staufen², pousse l'opinion de la petite et moyenne bourgeoisie dans le camp des forces de l'ordre.

- 04.10.48 La *Kölnische Zeitung* publie la **lettre de cachet** émise la veille par les autorités judiciaires **contre Fr. Engels et Heinrich Bürgers** avec leur signalement³. Engels a pris la fuite vers la Belgique.
- Il se trouve que la mère d'Engels découvrira dans la presse cet avis de signalement et ne manquera pas de s'en émouvoir dans une lettre à son fils : « Cette fois, *lui écrit-elle*, tu as vraiment dépassé les bornes. Combien de fois t'ai-je imploré de t'arrêter avant qu'il ne soit trop tard, mais tu as préféré écouter d'autres gens, des étrangers, sans tenir aucun compte des suppliques de ta mère. (...) Mes pensées me ramènent sans cesse vers toi et souvent je me souviens du petit garçon que tu étais et qui jouais à mes côtés (...) Cher Friedrich, si les mots d'une pauvre mère affligée ont encore quelque sens pour toi, alors écoute le conseil de ton père, abandonne la voie que tu as suivie jusqu'à présent et pars en Amérique. Avec toute ton expérience, tu réussiras sûrement à te faire une situation dans une entreprise comme il faut⁴. ».
- 04.10.48 Engels et Ernst Dronke sont arrêtés à Bruxelles, jetés en prison et refoulés vers la France⁵.
- La *Nouvelle Gazette Rhénane* du 14 octobre accusera le commissaire directeur de la police Geiger d'avoir fourni des listes noires aux autorités belges⁶.
- Engels va entreprendre de se rendre à pied en Suisse. Il traverse toute la France⁷, ce qui donnera lieu au récit intitulé « **De Paris à Berne**⁸ ». Il arrive vers le 9 novembre à Berne où il demande et obtient l'asile politique. Il survit grâce à l'argent que sa mère lui envoie en cachette⁹. Il ne reviendra à Cologne que vers la mi-janvier 1849, une fois assuré que les poursuites à son égard ont été abandonnées¹⁰.
- Le 28 décembre 48, il s'impatiente, écrivant à Marx : « Que se passe-t-il ? Ne puis-je pas rentrer bientôt, après la mise en liberté de Gottschalk et de Anneke ? (...) Comme je te l'ai dit, s'il existe des raisons suffisantes de ne pas craindre d'être arrêté préventivement, j'accours¹¹. ».
- 06.10.48 Déclenchement de la **deuxième révolution de Vienne**. Les ouvriers des faubourgs s'opposent
- La capitale est toutefois isolée et ne pourra résister aux assauts des armées d'Auersperg,

¹ C'est ainsi qu'elle est généralement nommée dans l'historiographie de la révolution allemande de 1848/1849.

² Le 11 septembre 1848, Struve franchit la frontière suisse et proclame la république à Lörrach. Ses troupes ne tarderont pas à être dispersées par l'armée du général Hoffmann le 24 septembre, à Stauffen.

³ NGR, t. 3, p. 486.

⁴ MECW vol. 38, p. 540-541. Nous citons à partir de la version française de Tristram Hunt, *Engels, le gentleman révolutionnaire*, Flammarion, Paris 2009, pp. 221-222.

⁵ MECW, vol. 7, p. 594. Engels évoque l'événement dans sa lettre à Daniel Fenner von Fenneberg, du 1^{er} mars 1849 (C2, p. 9).

⁶ NGR, t. 3, pp. 486-487. L'article s'appuie sur une correspondance envoyée au journal par « un ami de Bruxelles très bien informé ». Philippe Gigot, vraisemblablement.

⁷ Un trajet de quelque cinq cents kilomètres. On trouve le détail de l'itinéraire aux pages 226-228 du recueil de Manfred Kliem, *Friedrich Engels, Dokumente seines Lebens*.

⁸ Le texte se trouve aux pages 438-460 de NGR, t. 3. On retiendra pour l'anecdote cette observation après son séjour en Bourgogne : « On me croira donc volontiers si je dis que je passai la plus grande partie de mon temps non pas à escalader des montagnes, mais allongé dans l'herbe à manger des raisins, avec les vigneronnes et les vigneronnes, buvant du vin, en riant et en bavardant (...). » (p. 459).

⁹ Elisabeth Engels a toujours été pour son fils aîné une mère aimante. La mère de Marx a été absente de la vie de son fils, sinon pour de sombres affaires d'héritage. Cela dit, le père d'Engels ne s'est pas moins soucieux des besoins de son fils en ces circonstances. Dans sa lettre du 26 octobre 48, Marx confie à Engels : « Par ailleurs, ton vieux a écrit à Gigot pour savoir où tu étais. Il veut, dit-il, t'expédier de l'argent. Je lui ai envoyé ton adresse. » (C1, p. 551).

¹⁰ Engels fournira à la *Nouvelle Gazette Rhénane* plusieurs contributions sur la situation en Suisse au cours des mois de novembre et décembre 1848 mais elles paraîtront en net décalage par rapport à l'actualité politique en Prusse au cours de cette période.

¹¹ C1, p. 561.

au départ des troupes mobilisées pour combattre les Hongrois. Les insurgés s'emparent du ministre de la Guerre, le comte Theodor Baillet de Latour et le pendent à un poteau de réverbère. L'arsenal est pillé et les armes sont distribuées.

de Windischgrätz et de Jelačić.

11.10.48 Levée de l'état de siège à Cologne. **La Nouvelle Gazette Rhénane** reparait le lendemain 12 octobre, mais dans des conditions difficiles en raison notamment de l'absence d'Engels. Freiligrath fait désormais partie de la rédaction. Marx doit mettre en jeu ses ressources personnelles pour sauver le journal.

L'entrée de **Ferdinand Freiligrath** dans l'équipe rédactionnelle survient après l'inculpation que lui avait valu la diffusion sous forme de tract¹, en juillet 48, de son poème *Die Toten an die Lebenden* (*Les morts s'adressent aux vivants*). Arrêté le 28 août 48 pour « incitation au renversement de la Constitution de l'Etat », Freiligrath avait été traduit le 3 octobre 48 devant un jury d'assises de Düsseldorf qui l'avait acquitté².

13.10.48 Marx fait paraître un article rétrospectif qu'il intitule « La « révolution de Cologne » », les pinnettes ayant leur importance : *une mascarade*, écrit-il d'emblée, avant de décrire dans le détail les provocations de la police et d'insister sur le sang-froid dont les travailleurs ont su faire preuve³.

16.10.48 Marx accepte la présidence provisoire de *l'Union ouvrière* de Cologne : Gottschalk est toujours en prison et Joseph Moll, président par intérim depuis le 6 juillet, a dû s'enfuir en Angleterre.

Le procès-verbal de la réunion précise : « Le président provisoire, le citoyen Röser, déclare que le Dr. Marx a accédé à la demande de la délégation, le priant de se mettre à la tête de notre *Union* et elle l'invite donc à prendre place. Le Dr Marx dit alors que sa situation à Cologne est précaire. La réponse qu'il a reçue de l'ex-ministre Kuhlwetter à sa demande de renaturalisation ressemble à un ordre d'expulsion déguisé. Il déposera néanmoins de toutes façons une protestation auprès de l'Assemblée nationale. D'autre part, il est envoyé devant les Assises pour un prétendu délit de presse. En outre, il est accablé de tâches du fait de l'éclatement du comité de rédaction de la *Nouvelle Gazette rhénane* qui a eu lieu précédemment. Il n'est pas moins prêt à céder provisoirement aux vœux des travailleurs, jusqu'à la libération du Dr Gottschalk. Le gouvernement et la bourgeoisie devraient se convaincre qu'en dépit de leurs poursuites, il se trouve toujours des gens prêts à se mettre à la disposition des travailleurs⁴. ».

22.10.48 Assemblée générale de *l'Union ouvrière* de Cologne. Marx est confirmé comme président. Il le restera jusqu'en février 1849⁵.

Peter Gerhard Röser⁶ est élu à la vice-présidence et Friedrich Beust⁷ se voit désigné comme délégué au prochain congrès des démocrates prévu à Berlin pour le 26 octobre prochain.

24/25.10 Le pouvoir instruit un procès contre le journal de *l'Arbeiterverein* de Cologne, la *Zeitung der Arbeitervereins zu Köln*, qui se voit condamné à une lourde amende pour la publication d'articles sur l'arrestation d'Andreas Gottschalk et de Fritz Anneke, des articles jugés offensants pour « l'honneur et la délicatesse » des gendarmes et du procureur Zweifel. Le journal devra reparaitre le 26 octobre sous un autre nom : *Frei-*

C'est au prétexte du même délit que Marx et Engels seront bientôt traduits, en février 49, devant les Assises de Cologne.

¹ Un tirage de 9.000 exemplaires qui avait assuré le succès populaire du poème.

² Pour le détail, nous revoyons au document « Stenographischer Bericht des Processes gegen den Dichter Ferdinand Freiligrath » disponible sur Wikisource.org. Freiligrath devient non moins membre de la *Ligue des communistes*.

³ NGR, t. 2, pp. 48-51.

⁴ NGR, t. 3, p. 487. BDK 1, p. 854.

⁵ NGR, t. 3, pp. 488-489.

⁶ Peter Gerhard Röser sera l'un des principaux accusés du procès intenté à Cologne, en 1852, aux militants de la *Ligue des Communistes*.

⁷ Friedrich Beust, un ancien officier sorti de l'armée, était avec Fr. Anneke l'un des rédacteurs de la *Neue Kölnische Zeitung*, un journal destiné à porter la propagande au sein des casernes. Il jouera un rôle important au cours de ce congrès en y défendant les thèses du *Manifeste* et les propositions des *17 revendications du Parti communiste*. (J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 550)

heit, Brüderlichkeit, Arbeit¹.

- 26.10.48 Ouverture à Berlin, du 26 au 30 octobre, du **second congrès des associations démocratiques allemandes**². Cette assemblée composite va donner lieu à des débats confus, marqués par les divergences politiques entre les composantes ouvrières et bourgeoises du mouvement. Ce Congrès se terminera sur une déclaration solennelle « Au peuple allemand » que Marx reproduira dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 3 novembre 48, la qualifiant sévèrement de « sermon pathétique et tonitruant derrière lequel se cache la pauvreté de pensée et de passion la plus patente³. ».
- 31.10.48 Manifestation ouvrière à Berlin en faveur de Vienne à l'initiative du Congrès des démocrates⁷. Le but était de soutenir le dépôt devant l'Assemblée nationale par le député Benedikt Waldeck d'une motion en faveur des insurgés viennois. Le rejet de cette motion provoquera une vive indignation parmi les manifestants. Les organisateurs perdent le contrôle de la manifestation qui dégénère en violences diverses et finit par être durement réprimée⁸.
- Jacques Droz insiste sur le rôle important joué au cours de ces journées par Arnold Ruge dont il rappelle l'anticommunisme foncier⁴. Hermann Kriege⁵ pour sa part, de retour d'Amérique, intervient dans les débats pour dénoncer les dangers d'une « république rouge », les classes populaires étant, à ses yeux, « trop incultes et trop inexpérimentées » pour participer au renouveau démocratique : « le temps de la révolution sociale n'est pas encore venu », affirme-t-il dans un article du 29 octobre 48 de la *Zeitungshalle*⁶.
- L'échec de cette manifestation « sonna le glas de la démocratie prussienne », écrit J. Droz⁹.

01.11.48 **Défaite militaire de la révolution viennoise** dans un bain de sang. Les combats ont duré du 23 au 31 octobre.

01.11.48 Dissolution de la Chambre par le roi de Prusse. C'est un **coup d'Etat**. Le Lieutenant Général Comte de Brandenburg annonce au président de l'Assemblée nationale que le roi l'a chargé de la formation d'un nouveau ministère. Pfuel donne sa démission. Ce ministère sera mis en place le 8 novembre avec, à sa tête, le baron

Dans son article du 9 novembre 48 intitulé « La crise de Berlin », Marx commentera la situation en insistant sur la rupture du consensus constitutionnel entre le roi et l'Assemblée : « L'exigence du roi de former, malgré la majorité de la Chambre, un ministère Brandenburg qui lui agrée, est une exigence de *roi absolu*. La pré-

¹ Gérard Becker, « Journaux de l'Union ouvrière de Cologne », in *La presse ouvrière (1819-1850)*, op.cit., p. 274.

² Pour rappel : le premier Congrès s'était tenu du 14 au 17 juin 48 à Francfort. Il avait donné lieu à la constitution d'une *Commission centrale des démocrates allemands* sous la direction de Julius Fröbel.

³ Marx poursuit en dénonçant tout particulièrement l'appel lancé par le congrès aux gouvernements allemands pour venir au secours de Vienne. « C'est incroyable ! », s'exclame-t-il : « Le gouvernement prussien doit-il envoyer Wrangel ou Colomb ou le prince de Prusse contre Auersperg, Jelačić et Windischgrätz ? Le « Congrès démocratique » avait-il le droit d'adopter cette position infantine et conservatrice vis-à-vis des gouvernements allemands ? (...) Les gouvernements accueilleront avec un sourire plein de suffisance ces rêveries de jouvencelle ». NGR, t. 2, pp. 82 et 83.

⁴ J. Droz cite un article de Ruge du 6 mai 1848 dans le journal *Die Reform* où il écrivait : « La liberté est action, moralité, conscience du devoir; elle ne se laisse pas commander par décret, elle s'exprime tout au plus dans des lois (...) Le communisme n'est encore qu'un projet; il est la réalisation du Ciel sur la terre par la suppression de l'égoïsme et par le renoncement à soi-même dans la communauté des biens. C'est un christianisme économique, dont les nouveaux Papes auront plus de peine à s'imposer que ceux de la Rome spirituelle (...) Pour nous, nous disons qu'il n'y a pas de norme universelle qui puisse d'un seul coup transformer l'humanité. Traitez moi d'hérétique, mes amis, Marx, Hess, Engels, Püttmann et Grün ! Je vois en vous des supports de la tyrannie. Vous tous, tant que vous êtes, vous vous représentez un Etat paradisiaque, qui est théoriquement fondé, mais auquel ne conduit aucune route, aucun pont, aucune transition », ajoutant : « Le peuple se décompose en individus, mais non en classes. » (*Les Révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 349)

⁵ Sur la personnalité d'Hermann Kriege et ses rapports avec Marx, nous renvoyons au chapitre 1.2 de notre fascicule 3.

⁶ J. Droz, op.cit., p. 550.

⁷ C'est Arnold Ruge qui, le 28 octobre, avait proposé l'organisation d'une grande manifestation populaire pour soutenir le dépôt de la motion de Benedikt Waldeck.

⁸ On lit dans *l'Almanach de Gotha* pour l'année 1850, à la date du 31 octobre : « Le local où l'Assemblée nationale constituante de Prusse tient ses séances est de nouveau et à différentes reprises assiégé par des rassemblements populaires; on menace, on terrorise les membres de l'Assemblée en toutes façons. » (« Chronique », p. 41).

⁹ J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 549.

Otto Manteuffel.

tention de la Chambre d'interdire au Roi, par l'envoi d'une délégation *directe*, de former un ministère Brandenburg est une prétention de *Chambre absolue*¹. ».

- 07.11.48 Marx commente dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* la « Victoire de la contre-révolution à Vienne ». L'article procède à une virulente dénonciation de la bourgeoisie comme telle, qu'il s'agisse de la bourgeoisie viennoise, de la bourgeoisie française, de la bourgeoisie prussienne et allemande accusées d'être en toutes les circonstances les agents de la trahison et de la contre-révolution.
- 09.11.48 A Berlin, le nouveau président du Conseil, le Comte de Brandenburg (il a été officiellement institué à ce poste la veille) se présente devant l'Assemblée pour lui annoncer que ses séances sont suspendues jusqu'au 27 novembre et qu'elle sera déplacée dans la ville de Brandebourg-sur-la-Havel sous prétexte de pouvoir délibérer librement à l'écart des manifestations de rue. Après le refus des députés de gauche de quitter les lieux (ils sont 263 à rester en séance), la garde civique désobéit à son tour lorsqu'on lui intime l'ordre d'intervenir par la force, prenant l'Assemblée sous sa protection³.
- 12.11.48 **Proclamation de l'état de siège à Berlin :** les troupes du général von Wrangel pénètrent dans la ville sans rencontrer de résistance. La garde civique est dissoute et tous les citoyens sont invités à rendre leurs armes. Les clubs et les assemblées politiques sont interdits.
- 12.11.48 Marx fournit avec « La contre-révolution à Berlin » un premier commentaire des événements. Il insiste sur le rôle dirigeant des forces féodales⁴ dans le processus contre-révolutionnaire qui est en cours. La bourgeoisie, note-il, ne s'est montrée capable que d'accomplir une demi-révolution : « Mais la royauté ne s'est pas laissé convaincre par les bavardage de la bourgeoisie. Elle répond à sa révolution par une contre-révolution intégrale⁵. ». Une bourgeoisie, observe-t-il encore sans trop d'illusion toutefois, ainsi « précipitée dans les bras de la révolution, dans les bras du peuple ». L'article de ce 12 novembre se termine par un appel vigoureux à l'action : « Il est possible que nous soyons encore mis à rude école, mais c'est l'école préparatoire à la révolution totale⁶. ».
- L'article se termine par un appel sans détour au **terrorisme révolutionnaire** : « Les massacres sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples que *pour abrégé*, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle société, il n'existe *qu'un moyen : le terrorisme révolutionnaire*². ».
- Dès le 11 novembre, un ordre du Cabinet Brandenburg déclare nulles et non avenues les délibérations prises par la fraction de l'Assemblée nationale qui continue à siéger.
- Le plus important dans cet ensemble de trois articles réside dans **l'initiative** que prend Marx de lancer **le mot d'ordre de refus de l'impôt**¹. Dans la deuxième édition de ce 12 novembre, il écrit en effet :
- « Et nous, qu'allons-nous faire ? *Nous refusons les impôts*. Un Wrangel, un Brandenburg comprendront (...) qu'ils portent une épée et touchent un uniforme et une solde. Mais *d'où* viennent l'épée, l'uniforme et la solde ? Cela ils ne le comprennent pas.
- Il n'y a plus qu'un moyen de vaincre la royauté* (...) La royauté ne brave pas seulement le peuple, elle brave la bourgeoisie.
- Il faut donc la vaincre sur le mode bourgeois.

¹ NGR, t. 2, p. 99. La « délégation directe » dont Marx parle avait été conduite par Johann Jacoby pour inviter le roi à revoir sa décision. Elle avait évidemment été très mal reçue.

² NGR, t. 2, pp. 97. Une déclaration singulière au regard des prises de position antérieures de Marx.

³ On lit dans *l'Almanach de Gotha* pour l'année 1850, à la date du 11 novembre 48 : « La garde nationale est désarmée à Berlin parce qu'au lieu de s'opposer aux réunions illégales de la fraction de l'Assemblée nationale qui est restée dans la capitale, elle les a protégées : les troupes occupent la ville. » (« Chronique » p. 45).

⁴ Des forces sociales d'Ancien régime dont Brandenburg et Wrangel sont les représentants types. Marx trace un portrait au vitriol de ces deux « traîneurs de sabre » sans cervelle : « rien que des moustaches », écrit-il de ces deux spécimens de la soldatesque prussienne, et « les plus bêtes de la Monarchie », des « cerveaux obtus (...) trop bêtes pour être déconcertés par les ordres qu'on leur donne. » (NGR, t. 2, pp. 205-106).

⁵ NGR, t. 2, p. 104.

⁶ Habilement, pour ne pas être accusé d'avoir lui-même lancé ce mot d'ordre, Marx reproduit en conclusion de son article du 14 novembre l'appel d'un député de Berlin : « La lutte semble donc inévitable et c'est le devoir de la Province rhénane de se précipiter avec des hommes et des armes au secours de l'Assemblée nationale. » (NGR, t. 2, p. 108).

Et comment peut-on vaincre la royauté sur le mode bourgeois ? En l'affamant. Et comment l'affame-t-on ? En lui refusant les impôts.

Pensez-y ! Tous les princes de Prusse, tous les Brandenburg et tous les Wrangel ne produisent pas de *pain de munition*. C'est vous qui produisez vous-mêmes le pain de munition². ».

Une initiative de Marx ? Tout l'indique. Ce n'est, en effet, que le 15 novembre 48 que l'Assemblée nationale berlinoise, ou plutôt les parlementaires de gauche qui résistent et continuent à siéger là où ils le peuvent, à l'hôtel Mielenz en l'occurrence, a voté « à l'unanimité de ses 226 voix » la résolution appelant le peuple à ne plus payer les impôts, déclarant : « Le ministère Brandenburg n'est pas habilité à disposer des fonds d'Etat ni à lever des impôts tant que l'Assemblée nationale ne peut continuer à tenir librement ses séances à Berlin. Cette résolution entre en vigueur le 17 novembre³. ».

- 13.11.48 Réunis dans le *Pavillon de chasse de Berlin*, les parlementaires en résistance décrètent la mise en accusation « pour haute trahison » du ministre de Brandenburg. La *Nouvelle Gazette Rhénane* reproduit dans son édition du 14 novembre, la déclaration suivante : « À l'unanimité (242 membres) l'Assemblée nationale a déclaré que par cette mesure (la dissolution de la milice civique) Brandenburg s'est rendu coupable de haute trahison et quiconque contribue activement ou passivement à l'exécution de cette mesure doit être considéré comme coupable de haute trahison⁴. ».
- Marx saisit aussitôt l'opportunité de cette déclaration pour assurer une base légale à sa proposition relative à la grève des impôts : « Du moment que l'Assemblée nationale déclare Brandenburg coupable de haute trahison, *écrit-il*, l'obligation de payer les impôts cesse d'elle-même. On ne doit pas payer d'impôt à un gouvernement coupable de haute trahison⁵. ».
- 13.11.48 Marx transmet à Ferdinand Lassalle les instructions pour l'organisation à Düsseldorf de la grève des impôts⁶. *Privatim*, il lui annonce : « J'ai reçu aujourd'hui une sommation à comparaître et, de l'avis général, je serai demain en état d'arrestation⁷. ».
- 14.11.48 Marx est interrogé par le juge d'instruction dans le cadre d'une plainte pour outrage au procureur public Hecker. En cause, un article de la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 14 octobre dans lequel Marx s'était amusé à jouer de l'homonymie entre le patronyme de Friedrich Hecker, le révolutionnaire républicain réfugié en Amérique après l'échec du soulèvement badois d'avril 48, et celui de Hecker, le procureur général de Cologne⁸. Marx a fourni un compte rendu complet de cette affaire dans son article du 29 octobre 48 « Le procureur général Hecker et la *Nouvelle Gazette Rhénane* ». Outre l'ironie du propos et les aspects anecdotiques de l'affaire, ce texte exploite l'occasion pour rappeler avec une grande clarté les divergences entre le républicain Hecker (qui attendait « tout de l'action magique de quelques *personnalités* isolées ») et la ligne politique du journal (qui attend « tout des conflits naissants des rapports économiques⁹ »).

¹ Cette antériorité est soulignée par Marx au détour d'une observation ironique à l'adresse du pouvoir judiciaire dans son article du 22 novembre 1848. (NGR, t. 2, p. 146).

² NGR, t. 2, p. 106-107.

³ NGR, t. 2, p. 133.

⁴ NGR, t. 2, p. 108.

⁵ NGR, t. 2, p. 108.

⁶ Il intervient au nom du *Comité fédéral des Associations démocratiques rhénanes* qui s'était constitué en juillet 1848 et dont il est président.

⁷ C1, p. 552.

⁸ L'édition du 15 novembre 48, rapporte le soutien « d'une foule considérable massée dans la cour d'Appel pour manifester sa sympathie et attendre le résultat. » (NGR, t. 3, p. 489).

⁹ Le texte poursuit : « Friedrich Hecker part aux États-Unis pour étudier la « République ». La *Nouvelle Gazette rhénane* trouve dans les luttes de classe grandioses qui se déroulent à l'intérieur de la *République française* des sujets plus intéressants d'étude que dans une république où les luttes de classe n'existent pas à l'ouest et où elles ne se produisent à l'est que sous la vieille forme anglaise, en silence. Pour Friedrich Hecker, les questions

mi-novembre Marx écrit à Engels qui est à Lausanne¹. Les deux amis sont préoccupés par des problèmes d'argent. S'agissant des finances de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Marx se laisse aller à cette confiance : « Raisonnablement, j'aurais mieux fait de ne pas avancer tout cet argent pour le journal, car je peux me retrouver avec trois ou quatre procès de presse sur les bras, du jour au lendemain et pleurer alors après l'argent comme le cerf brame après l'eau. Mais il s'agissait de tenir à tout prix cette *forteresse* et de ne pas abandonner cette position politique². ».

Par ailleurs, s'agissant de soucis financiers personnels, il semble bien qu'Engels se soit quelque peu énervé à l'adresse de Marx si l'on se reporte à cette même lettre qu'il termine en ces termes : « Penser que j'aurais pu te laisser tomber ne serait-ce qu'un instant est invention pure. Tu restes toujours mon ami intime, comme moi, j'espère, je reste le tien. ».

14.11.48 Au nom du Comité d'arrondissement des associations démocratiques de la province rhénane, Marx et Schneider II lancent un appel à toutes les associations pour qu'elles entreprennent sans délai la propagande en faveur de la grève des impôts, « moyen le plus approprié pour s'opposer aux actes de violence exercés par le gouvernement à l'égard de l'Assemblée des représentants du peuple prussien³. ».

15.11.48 Réunis dans la salle du restaurateur Mielenz, les députés de l'Assemblée de Berlin votent l'appel à ne plus payer l'impôt. Le ministère Brandebourg est interdit du droit de disposer des fonds d'Etat « jusqu'au moment où l'Assemblée, rappelée à Berlin, pourra poursuivre librement le cours de ses délibérations⁴. ».

19.11.48 La campagne contre les impôts fera l'objet d'incessants rappels dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* tout au long de ce mois de novembre 48. A la date du 17 novembre 48, le premier président de la province rhénane Eichmann émet un communiqué qui invite les autorités de la province à procéder au recouvrement des impôts « avec toute la vigueur que leur confèrent les lois. ».

La *Nouvelle Gazette Rhénane* réplique par un appel à la constitution de « Comités provisoires de salut public », avec pour mission de prononcer la révocation immédiate des fonctionnaires qui entreprendraient d'exécuter les ordres d'Eichmann. Le texte se termine sur **un mot d'ordre particulièrement radical** : « Là où les autorités contre-révolutionnaires veulent contrecarrer par la violence la formation et l'activité de ces comités de salut public, il faut *opposer à la violence la violence sous toutes ses formes*. La résistance passive doit avoir la résistance active pour support. Sinon elle ressemble aux ruades d'un veau qui se débat aux abattoirs contre les bouchers⁵. ».

La *Nouvelle Gazette rhénane* publie dans son édition du 19 novembre 48 le deuxième appel du *Comité démocratique de Rhénanie* à refuser les impôts. Ce texte (qui invite à l'action quasiment armée) va entraîner les poursuites judiciaires contre Marx et ses cosignataires.

Le texte, signé par Marx, Schapper et Schneider II, compte les trois paragraphes suivants :

1. Après que l'Assemblée nationale prussienne elle-même ait décidé le refus des impôts, il faut empêcher partout et de toutes les manières leur recouvrement par la force.

2. Il faut organiser partout la réserve de l'armée territoriale pour repousser l'ennemi. On procurera armes et munitions aux gens démunis de moyens, aux frais de la commune ou grâce à des contributions volontaires.

3. Il faut partout sommer les autorités de déclarer publiquement si elles reconnaissent les

sociales sont des conséquences des luttes politiques, pour la *Nouvelle Gazette rhénane* les luttes politiques ne sont que les formes dans lesquelles se manifestent les conflits sociaux. » (NGR, t. 2, pp. 78).

¹ Le 15 novembre 1848, Engels a sollicité l'autorisation de s'établir à Berne au titre de réfugié politique, affirmant qu'il est en mesure de prouver ses moyens de subsistance. (NGR, t. 3, p. 491)

² C1, p. 554-555.

³ NGR, t. 2, pp. 121-121. Nous sommes la veille de l'appel officiel lancé par le parlement de Berlin.

⁴ *L'Almanach de Gotha* ajoute : « La troupe envahit la salle, les députés la quittent après avoir adopté cette résolution. » (op.cit., « Chronique », p. 47).

⁵ NGR, t. 2, p. 136. On notera que par prudence, cet article n'est pas signé.

résolutions de l'Assemblée nationale et veulent les appliquer. En cas de refus il faut nommer des comités de salut public et ce, si possible, avec l'accord des Conseillers municipaux. Il faut renouveler au moyen d'élections populaires générales les conseils municipaux qui s'opposeraient à l'Assemblée législative¹.

Le 21 novembre 48, le journal publiera un nouvel appel, à l'adresse cette fois du Conseil Communal de Cologne que l'on accuse d'avoir choisi le camp de l'autocratie royale : « En conséquence, *lit-on*, le Conseil municipal de Cologne doit être immédiatement renversé². ».

- 20.11.48 De son côté, l'Assemblée de Francfort vote par 276 voix contre 150 une motion déclarant contraire aux lois et non avenue la résolution de l'Assemblée de Berlin sur le refus de paiement des impôts. En guise de conciliation, elle insiste « sur la formation d'un ministère ayant la confiance du peuple³. ».
- Ce vote fera l'objet d'une vive dénonciation par Marx dans son article du 23 novembre 48. « La résolution d'avant-hier, *écrit-il*, a réduit à néant le Parlement de Francfort. Elle l'a jeté dans les bras de Brandenburg, coupable de haute trahison. Le Parlement de Francfort s'est rendu coupable de haute trahison et doit être jugé. Quand tout un peuple se dresse pour protester contre un acte arbitraire du roi, quand cette protestation s'exprime tout à fait légalement par le refus des impôts et qu'une assemblée de professeurs - sans aucun attribut - déclare que ce refus des impôts, ce soulèvement du peuple entier sont contraires à la loi, cette assemblée est en dehors de toute légalité. C'est une assemblée de haute trahison. » Puis il conclut rudement : « Pourtant non, nous lui faisons trop d'honneur; nous lui donnons une importance politique qu'il a perdue depuis longtemps. Le verdict le plus sévère lui a déjà été signifié - ses résolutions restent lettre morte - et il tombe dans l'oubli⁴. ».
- 21.11.48 Constitution du **Zentralmärzverein** (Association centrale du mouvement de mars) à l'initiative de la gauche du parlement de Francfort, et notamment de Julius Fröbel, Arnold Ruge et Karl Vogt. Elle se donne pour but de fédérer les diverses « associations de mars » (les Märzvereine) créées pour défendre les premiers acquis de la révolution.
- Marx prendra ses distances avec cette association dans un article du 11 mars 1849 précisément intitulé « l'Association de mars » en lui refusant le droit de recommander la lecture de la *Nouvelle Gazette rhénane* : « Nous déclarons de mars » de la *ci-devant* « Assemblée d'Empire » que la *Nouvelle Gazette rhénane* ne s'est jamais présentée comme l'organe d'un parti parlementaire, et surtout pas d'un parti du ridicule club impérial de Francfort, que nos colonnes n'ont jamais été ouvertes à la soi-disant « Association de mars » de ce club; que la *Nouvelle Gazette rhénane* ne connaît d'ailleurs aucune « Association de mars ». Si (...) l' « Association de mars » désigne aux feuilles dont les colonnes lui sont réellement ouvertes notre journal comme un de ses organes, c'est une simple calomnie contre la *Nouvelle Gazette rhénane* et une inepte vantardise de l' « Association de mars⁵ ».
- 22.11.48 Le comité des démocrates rhénans est cité à comparaître devant le procureur général Frie-

¹ NGR, t. 2, p. 137.

² NGR, t. 2, p. 142. En vérité, le Conseil Communal prendra bien l'initiative d'envoyer une délégation à Berlin. Sa demande d'être reçue par le roi sera repoussée par un Brandenburg menaçant. (NGR, t. 2, p.151)

³ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, op.cit., « Chronique », p. 48. Une invitation à laquelle Manteuffel opposera une fin de non recevoir au motif qu'il s'agissait là d'une affaire intérieure prussienne (« Manteuffel et le pouvoir central », NGR du 26 novembre 48, t. 2. p. 164).

⁴ NGR, t. 2, p. 150.

⁵ NGR, t. 3, p. 143.

drich von Zweiffel pour appel public à la rébellion et incitation à la désobéissance civile. L'annonce par la *Nouvelle Gazette rhénane* s'accompagne d'un appel au calme afin d'éviter toute provocation qui conduirait à l'état de siège. Les prévenus (Marx, Schapper et Schneider II) sont entendus mais laissés en liberté¹.

Le même jour, dès le matin, la ville de Düsseldorf a été déclarée en état de siège par le général Albrecht von Drigalski². Les attroupements sont interdits, la milice civique est dissoute et la justice passe sous le régime de la loi martiale.

F. Lassalle y est arrêté pour avoir participé la veille, à Neuss, à un meeting où il appelait à la mobilisation armée contre les forces royales. Il ne sera jugé que six mois plus tard, les 3 et 4 mai 1849 et finalement acquitté par le jury d'assise le 5 mai³.

29.11.48 Marx à Engels, qui est toujours en Suisse : « Notre journal se maintient au niveau de l'émeute, mais malgré toutes les citations à comparaître, il évite toujours les écueils du *code pénal*. Il est très *en vogue* maintenant. Nous éditons aussi tous les jours des affiches. La révolution marche. Ecris sans te lasser⁴. ».

02.12.48 Marx est cité devant le juge d'instruction pour répondre notamment de la publication dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du feuilleton de Georg Weerth intitulé « La vie et les actes du célèbre Chevalier Schnapphahnski⁵ ».

En **Autriche**, l'empereur Ferdinand Ier abdique et cède le trône à son neveu l'Archiduc François-Joseph, alors âgé de 18 ans. Celui-ci dispose à ses côtés de Félix von Schwarzenberg. Les forces d'Ancien régime, la noblesse foncière et l'armée, sont au pouvoir.

5.12.48 **Coup d'Etat à Berlin.** Le roi de Prusse prononce la dissolution de l'Assemblée nationale et promulgue d'autorité une Constitution⁶.

La manœuvre consiste à mettre un terme à une agitation qui devenait dangereuse et à s'imposer aux travaux constitutionnels en cours à Francfort. Il ne reste plus à vrai dire que l'Assemblée de Francfort terriblement discréditée comme « vestige » des conquêtes de la révolution de mars.

Commentaire de Marx dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 7 décembre 48 : « La révolution de mars est déclarée nulle et non avenue et le régime de « droit divin » triomphe. La camarilla, la noblesse terrienne, la bureaucratie et l'en-

Le lendemain 8 décembre, il écrit : « L'Assemblée nationale récolte maintenant les fruits de sa faiblesse et de sa lâcheté prolongées. Des mois durant, elle laissa tranquillement se traîner la conjuration contre le peuple, elle la lais-

¹ NGR, t. 3, p. 493.

² Marx en rend compte longuement dans un article intitulé « Drigalski, le législateur, le citoyen et le communiste », NGR du 26 novembre 48, t. 2, p. 166-172.

³ Il n'est pas pour autant libéré. Aussitôt cité, mais cette fois devant un tribunal correctionnel, pour un délit annexe (celui d'avoir dans son discours de Neuss appelé à la rébellion contre des fonctionnaires publics), il se voit derechef condamné le 5 juillet 49 (après deux mois de préventive) à six mois d'emprisonnement. (Source : *Correspondance Marx Lassalle, 1848-1864*, présentation par Sonia Dayan-Herzbrun, PUF, Paris 1977, pp. 12-14). La *Nouvelle Gazette Rhénane* accordera une attention soutenue au premier procès de F. Lassalle, soit sous la plume de Marx (les 11.2 et 4.03.1849, par exemple) soit sous la plume d'Engels (les 27.04 et 2.05.1849, par exemple).

⁴ C1, p. 555. Avec cette demande : « Ecris un article détaillé sur Proudhon et comme tu es bon géographe, un autre sur cette merde hongroise (cet essaim de peuples). Ne m'oublie pas dans le Proudhon, car nos articles passent maintenant dans un très grand nombre de journaux français ». Marx fait ici manifestement référence à son pamphlet anti-proudhonnien *Misère de la philosophie*.

⁵ NGR, t. 3, p. 494. Ces textes de G. Weerth avaient paru à partir du premier août 48 sans indication du nom d'auteur. G. Weerth y bocardait le prince Félix Maria de Lichnowsky, grand propriétaire silésien et député de l'Assemblée de Francfort, le même précisément qui, le 19 septembre 48, trouvera la mort au cours de l'insurrection de Francfort, lynché avec le général Auerswald par une foule qui les avait reconnus en rue.

⁶ Elle instituait deux Chambres élues au suffrage universel à deux degrés. Le pouvoir exécutif était exercé par le roi seul.

semble de la réaction, avec et sans uniforme, se réjouissent bruyamment de pouvoir faire enfin entrer à nouveau le peuple stupide dans l'écurie de l'État « chrétien-germanique¹ » ».

sa devenir plus forte et plus puissante, et elle en est la première victime.

Le peuple, lui aussi, expie les fautes commises en mars et aussi en avril et en mai par générosité, ou plus exactement par bêtise, par ce qu'on appelle la « résistance passive ». Il vient de recevoir une leçon dont il tirera sûrement profit. Sa prochaine victoire, ce sera de mettre un terme à l'« entente² » et à toutes les autres grandes phrases et hypocrisies³. ».

La situation politique nouvelle fera l'objet d'un important ensemble de quatre articles parus entre le 8 et le 31 décembre 48 sous le titre « **La bourgeoisie et la contre-révolution**⁴ ».

5.12.48 Lettre de la mère d'Engels à son fils à Berne⁵.

Marx écrit à son correspondant à Vienne, Eduard von Müller-Telling : « Notre journal se trouve pour le moment *sans le sou*. (...) Il m'est impossible de vous décrire quels sacrifices tant en argent qu'en patience j'ai dû faire pour maintenir le journal⁶. ».

Il convient de signaler la coloration haineusement antisémite des commentaires de Müller-Telling sur les événements viennois. Marx et Engels rompront du reste avec lui à Londres⁷. Emigré aux Etats-Unis, le personnage publiera en 1850 un violent pamphlet intitulé *Vorgeschmack auf die künftige deutsche Diktatur von Marx und Engels* (*Un avant-goût de la future dictature allemande de Marx et d'Engels*).

08.12.48 Engels reçoit de l'*Union ouvrière* de Lausanne un mandat pour participer en son nom à un congrès ouvrier de Berne⁸. Le 14 décembre, il sera élu au Comité central de l'Association des travailleurs allemands en Suisse.

Le texte précise d'assez près les positions qu'Engels est invité à défendre⁹.

13.12.48 La *Nouvelle Gazette Rhénane* annonce que Marx, Engels et le gérant Hermann Korff sont cités à comparaître devant les assises le 20 décembre pour répondre de l'article « Arrestations » paru le 4 juillet 48¹⁰.

21.12.48 La *Nouvelle Gazette Rhénane* rend compte de l'ouverture du **procès de Gottschalk et de ses compagnons**¹¹ (Fritz Anneke et Christian Joseph Esser). Les trois militants ont été arrêtés le 3 juillet sur base de leurs discours tenus lors d'une réunion à l'*Union ouvrière* de Cologne et ont été maintenus pendant 6 mois en déten-

Le procès se terminera le 23 décembre **sur un verdict d'acquittement** des trois accusés. Gottschalk tentera de reprendre en main l'*Union ouvrière*, mais en vain¹².

¹ NGR, t. 2, pp. 201-202.

² Pour rappel, ce terme caractérisait la politique de collaboration des premiers ministères libéraux avec le pouvoir royal.

³ « Le coup d'Etat de la contre-révolution ». NGR, t. 2, p. 221.

⁴ NGR, t. 2, pp. 222-250.

⁵ MECW, vol. 38, p. 543-546. Outre la complicité dont elle témoigne entre eux, cette lettre fournit des détails vécus sur la fuite d'Engels en octobre 48 et sur ses difficultés à prendre contact avec ses parents, et avec Marx, pour obtenir de l'aide.

⁶ Un correspondant que Marx ne peut rémunérer. Il ajoute : « si le gouvernement ne nous interdit pas, nous serons à flot au début de janvier et je ferai alors tout pour vous verser des honoraires à la hauteur des services que vous nous avez rendus. » (C1, p. 556).

⁷ Marx lui adresse, le 12 mars 1850, cette lettre de rupture : « Votre lettre d'hier à l'*Association ouvrière* m'aurait fait vous envoyer mes témoins si vous étiez encore homme d'honneur après vos calomnies infâmes contre Engels (...) Je vous attends sur un autre terrain pour vous arracher le masque hypocrite de fanatisme révolutionnaire sous lequel vous avez habilement réussi à masquer vos intérêts mesquins, votre jalousie, votre vanité inassouvie, et le dépit que vous éprouvez de voir le monde méconnaître l'ampleur de votre génie (...). » (C2, pp. 52-53)

⁸ Manfred Kliem, *F. Engels, Dokumente seines Lebens*, op.cit., pp. 232-233.

⁹ NGR, t. 3, pp. 495-497.

¹⁰ NGR, t. 2, p. 254.

¹¹ Tel est le titre des deux articles de Marx parus les 21 et 22 décembre dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (NGR, t. 2, pp. 255-267).

¹² Pour le détail, nous renvoyons à la note 2.4 de notre fascicule 18, spécialement consacrée à l'action d'Andreas Gottschalk.

tion préventive par le pouvoir qui espérait découvrir entre-temps d'autres délits à leur reprocher.

27.12.48 Le parlement de Francfort publie la **Charte des Droits fondamentaux** du peuple allemand. Aucune des prescriptions de ce texte ne sera mise en œuvre.

28.12.48 Engels interroge Marx sur son possible retour à Cologne après la récente mise en liberté d'Andreas Gottschalk et de Fritz Anneke : « s'il existe des raisons suffisantes, *écrit-il*, de ne pas craindre d'être arrêté préventivement¹, j'accours². ».

Engels ne reviendra à Cologne que vers la mi-janvier 1849.

1849

01.01.49 Mot d'ordre de la *Nouvelle Gazette Rhénane* pour le jour de l'an : « **Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale : tel est le programme pour l'année 1849** ».

Le mot d'ordre vient en conclusion d'un article intitulé « Le mouvement révolutionnaire » dans lequel Marx fait le bilan de l'année 1848 après la défaite de la classe ouvrière française et ses conséquences partout en Europe. L'Angleterre, souligne-t-il, domine le marché mondial. Or « Un bouleversement de la situation économique et nationale dans chacun des pays du continent européen, dans l'ensemble du continent européen sans l'Angleterre, c'est une tempête dans un verre d'eau. La situation de l'industrie et du commerce à l'intérieur de chaque nation est dominée par ses relations avec d'autres nations, est conditionnée par ses rapports avec le marché mondial. Mais l'Angleterre domine le marché mondial et la bourgeoisie domine l'Angleterre. ». Et d'appeler à une guerre mondiale qui, à ses yeux, peut seule offrir au parti chartiste « les conditions d'un soulèvement victorieux contre ses oppresseurs gigantesques ». « Les chartistes à la tête du gouvernement anglais, *conclut-il*, c'est alors que la révolution sociale passera du royaume de l'utopie à celui de la réalité³. ».

02.01.49 Marx fait partie d'une délégation auprès du procureur général Nicolovius porteuse d'une pétition de 2.800 signatures réclamant l'accélération de la procédure pénale concernant Ferdinand Lassalle qui se trouve emprisonné à Düsseldorf depuis le 22 novembre 1848 pour un discours jugé séditieux tenu la veille lors d'un meeting à Neuss.⁴

¹ La technique du pouvoir consistait précisément à imposer aux personnes citées de subir avant jugement (et souvent avant acquittement) une longue période de prison préventive.

² C1, p. 561.

³ NGR, t. 2, p. 282-283.

⁴ Une seconde délégation comprenant Marx, Engels et Schapper répétera la démarche le 3 mars 49. Source : *Correspondance Marx Lassalle (1848-1864)*, traduction et annotation par Sonia Dayan-Herzbrun, PUF, Paris 1977, p. 50). L'auteure signale erronément la présence d'Engels dans cette délégation : à cette date, Engels

- 05.01.49 Marx commente dans cette édition de la *Nouvelle Gazette Rhénane* le règlement de travail imposé aux ouvriers des travaux municipaux de Cologne. Sous le titre « Un document bourgeois », il dénonce le brutalité de ces dispositions règlementaires.
- 07.01.49 Engels écrit à Marx de Berne : « Ce séjour désœuvré à l'étranger où l'on ne peut rien faire de bien et où l'on se trouve tout à fait en-dehors du mouvement est affreusement insupportable. J'en arriverai bientôt à me dire qu'on est mieux en détention préventive à Cologne que dans la libre Helvétie². ».
- 9.01.49 Marx commente avec virulence dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* le message « A mon armée » adressé par le roi Frédéric-Guillaume IV à l'occasion du nouvel an⁴.
- 13.01.49 Victoire à Francfort des partisans de la *petite Allemagne* par 261 voix contre 224 : l'Autriche est désormais considérée comme un Etat étranger⁵.
- 15.01.49 Au comité de l'*Union ouvrière* de Cologne, Marx plaide pour la participation aux élections parlementaires (des 22 janvier et 5 février 49) aux côtés des forces libérales et dans le cadre d'un front démocratique.
- « Les écrits de l'autocrate de toutes les Russies à ses sujets, *observe-t-il*, peuvent-ils être rédigés sur un ton plus asiatique ?¹ »
- Il adresse par le même courrier son article sur *La lutte des Magyars* qui paraîtra sous ce titre dans l'édition du 13 janvier de la *Nouvelle Gazette rhénane*³.
- Après avoir rappelé le comportement de la soldatesque prussienne au Danemark, en Posnanie et dans le sud de l'Allemagne, il conclut en comparant ce discours avec le fameux manifeste du duc de Brunswick menaçant en juillet 1792 de détruire Paris.
- Le compte rendu de la réunion publié le 22 janvier dans *Freiheit, Arbeit* rapporte : « Le citoyen Marx est, lui aussi, d'avis qu'actuellement l'*Union ouvrière*, en tant que telle, ne peut faire triompher des candidats; il ne s'agit pas non plus, pour l'instant, d'agir sur le plan des principes, mais de faire opposition au gouvernement, à l'absolutisme, et au régime féodal, ce qui est également à la portée de simples démocrates, ceux qu'on appelle les libéraux qui, eux non plus, ne sont pas satisfaits du gouvernement actuel, il s'en faut de beaucoup. Il faut prendre les choses comme elles sont. Puisqu'en ce moment il importe de s'opposer le plus possible à l'absolutisme actuel et dès lors qu'on se rend compte qu'aux élections, on ne peut faire triompher sa propre position de principe, le bon sens exige qu'on s'unisse à un autre parti, également dans l'opposition, pour empêcher la victoire de notre ennemi commun, la royauté absolue⁶. ».

Cette ligne politique fera l'objet de vives attaques de la part de Gottschalk⁷ et de ses partisans hostiles par principe à la participation aux élections et en tout cas décidés à ne soutenir que des candidatures ouvrières.

n'est pas encore rentré de Suisse. Marx et Engels vont publier dans *La Nouvelle Gazette Rhénane*, entre février et mai 1849, une série d'articles, pas moins de cinq, consacrés au procès de Lassalle, lequel ne sera jugé et acquitté par les jurés des Assises que le 5 mai 49. Maintenu en prison pour divers autres chefs d'inculpation, il ne se sera libéré en fin de compte qu'en avril 1851.

¹ NGR, t. 2, pp. 284-288.

² C2, p. 3.

³ NGR, t. 2, pp. 299-312.

⁴ NGR, t. 2, pp. 297-298.

⁵ *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., t. II, p. 360.

⁶ NGR, t. 3, pp. 501-502.

⁷ En vérité, Gottschalk ne se trouve pas à Cologne à cette époque. Déçu de n'avoir pu reprendre la direction de l'*Union ouvrière*, il s'est exilé à Paris puis à Bruxelles. S'agissant de ces élections, il ne déposera pas moins sa propre candidature dans deux circonscriptions, à Bonn et dans ses environs, mais sans succès. (J. Droz, « La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848 », *Annalen des Historischen Vereins für den Niederrhein*, Düsseldorf, 1954, p. 190)

- 22.01.49 Entre le 22 janvier et le 5 février 49, ont lieu les **élections pour la nouvelle assemblée nationale de Prusse**. L'Etat de siège n'est pas pour autant levé à Berlin.
- Elles sont destinées à désigner les grands électeurs qui éliront ensuite la Chambre le 5 février. Les résultats seront très décevants pour le pouvoir. Dans la seconde chambre, la droite n'obtient, en effet, qu'une petite majorité de 184 sièges contre 160. On assiste à une campagne électorale tranchée avec une claire opposition entre le vote des villes, à gauche et le vote des campagnes, à droite. Il est clair que le suffrage universel même indirect empêche que se constitue une majorité réactionnaire homogène. « Le suffrage universel, c'est la négation pratique de Dieu » écrit, le 10 janvier 1948, un journal des orthodoxes protestants¹. Cette seconde chambre sera bientôt dissoute après deux mois, le 27 avril 49. C'est contre le suffrage universel que le pouvoir devra désormais agir en priorité.
- 26.01.49 Engels qui est de retour à Cologne depuis la mi-janvier est brièvement interrogé le 26 janvier 49 par la justice mais sans être inquiété. L'annonce en est faite dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 28 janvier qui le présente comme « l'un des réfugiés de Septembre² ».
- 29.01.49 Le Comité de l'*Union ouvrière* de Cologne décide de reprendre pour son journal l'ancien titre *Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit*³ en opposition à *Freiheit, Arbeit* qui est devenu l'organe des partisans de Gottschalk.

03.02.49 Marx à Ernst Dronke, à Paris : « Dans quelques jours, il faut que le journal sombre ou bien qu'il se consolide⁴. ».

07.02.49 Marx est trainé devant le tribunal à Cologne pour **délit de presse**. Il avait été inculpé, ainsi qu'Engels et le gérant du journal Hermann Korff, pour la publication, le 5 juillet 48, de l'article « Arrestations » qui relatait les interpellations à leur domicile d'Andreas Gottschalk et de Fritz Anneke. L'article avait été jugé offensant pour le procureur général Zweifel et pour les gendarmes qui avaient procédé. Assisté de l'avocat Schneider II (lui-même inculpé dans le procès du lendemain⁵), il assure avec succès sa défense⁶.

A coté des aspects strictement juridiques de sa plaidoirie, il faut relever l'argumentation de Marx sur la presse et sur son rôle politique. La presse ? « Elle est par profession la gardienne publique, l'infatigable accusatrice des tenants du pouvoir, l'œil omniprésent, la bouche omniprésente de l'esprit populaire veillant jalousement sur sa liberté. » (p. 16). Son rôle politique ? : « Qu'est-ce qui a provoqué l'échec de la révolution de mars ? Elle n'a réformé que le sommet de la structure politique, elle n'a pas touché à ses supports, à la vieille bureaucratie, à la vieille armée, aux vieux Parquets, aux vieux juges, nés, formés et blanchis au service de l'absolutisme. Le premier devoir de la presse est donc de miner toutes les bases du système politique actuel. » (p. 19).

Le plaidoyer d'Engels joue habilement pour sa part sur l'évolution de la situation politique en

¹ J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 472.

² MECW, vol. 8, p. 516.

³ Avec pour rédacteur en chef Christian Josef Esser (NGR, t. 3, p. 500). Pour le détail sur ces conflits au sein de la presse ouvrière associée à l'*Union ouvrière*, nous renvoyons aux pages 276-279 de l'étude de Gérard Becker « Journaux de l'Union ouvrière de Cologne » (*La presse ouvrière (1819-1850)*).

⁴ C2, p. 8.

⁵ Lequel Schneider II vient d'être élu député de Cologne aux élections du 5 février 1949.

⁶ Le texte de cette plaidoirie se trouve aux pages 7-19 de NGR, t. 3, ainsi que celle d'Engels, aux pages 20-26. Les deux discours feront l'objet d'une édition spéciale sous forme d'une brochure intitulée « Deux procès politiques » (Cf. la lettre de Marx à Joseph Weydemeyer du 5 mars 1852. C3, p. 80). L'acquiescement fait l'objet d'un bref commentaire dans l'édition du 9 février 49 de la *Nouvelle Gazette Rhénane* (NGR, t. 3, pp. 502-503).

Prusse à cette date de février 49 : il démontre que la *Nouvelle Gazette Rhénane* a été très lucide en juillet 48 en dénonçant des faits de brutalité policière qui annonçaient le coup d'Etat du 9 novembre 48 à Berlin avec la suspension des activités de l'Assemblée nationale et son déplacement hors de la ville.

- 08.02.49 Enchaînement d'un deuxième procès, cette fois pour **incitation à la violence armée**. Marx est cité en compagnie de Karl Schapper et de Schneider II pour répondre de l'appel publié le 18 novembre 1848 par le *Comité d'arrondissement des démocrates rhénans* sur le refus de impôts¹. Le procès se conclut par un nouvel acquittement².
- 11.02.49 Marx et Engels prennent la parole lors d'un « banquet démocratique » à Mühlheim am Rhein et y prononcent des toasts en hommage aux révolutions de février et de mars en France, en Allemagne et en Hongrie³.
- 15.02.49 Engels publie dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* un important article sur la question du panslavisme⁵. Il répond à la publication par Michel Bakounine de sa brochure intitulée « Appel aux slaves » : « Bakounine est notre ami, écrit-il. Cela ne nous empêche pas de soumettre sa brochure à la critique. ».
- 17.02.49 Le colonel Engels (sic), commandant de la place de Cologne s'adresse au premier président de la province du Rhin, Franz August Eichmann, pour se plaindre de l'arrogance et de l'audace de Marx depuis son acquittement et pour réclamer son expulsion de Prusse au titre d'étranger indésirable⁶.
- 25.02.49 Le journal des partisans de Gottschalk (édité sous le titre *Freiheit, Arbeit*) publie une **lettre ouverte anonyme** (mais assurément de la main de Gottschalk lui-même⁷) qui procède à une **violente attaque personnelle contre Marx** : elle met en cause non seulement ses positions politiques mais aussi la sincérité de son engagement auprès de la classe ouvrière. Ses positions politiques ? L'attaque vise tout particulièrement les analyses développées par Marx dans son article des 21 et 22 janvier 49 intitulé « Montesquieu LVI » sur la nécessité d'une révolution antiféodale accomplie par la bourgeoisie elle-même⁸ : « Pourquoi une révolution, lit-on, pourquoi devrions-nous, nous autres hommes du prolétariat, verser notre sang ? Devrions-nous vraiment, ainsi que vous, Monsieur le Prédicateur, nous l'annoncez, afin d'échapper à l'enfer du Moyen âge, nous préci-

¹ Nous renvoyons pour cette plaidoirie au chapitre 2.9 de notre fascicule 18.

² Cet acquittement fait l'objet du commentaire de Marx dans l'édition du 10 février de la *Nouvelle Gazette Rhénane* (NGR, t. 3, pp. 46-47).

³ La *Nouvelle Gazette Rhénane* rend compte de l'événement dans son édition du 18 février 1849, de même que le 28 février 49, d'un autre banquet qui s'était tenu le 24 février à la Salle Eiser à Cologne en l'honneur de la révolution de février et de juin en France. Marx avait été élu à la présidence du banquet par acclamation, un honneur qu'il avait décliné en faveur de Karl Schapper. (NGR, t. 3, pp. 504-505 et MECW, vol. 8, pp. 529-530).

⁴ NGR, t. 3, pp. 58-61. Lassalle avait été arrêté le 22 novembre 1848 à Düsseldorf pour avoir appelé à la résistance armée. Il ne sera jugé que les 3 et 4 mai 1849 et acquitté par le jury.

⁵ Fr. Engels, « Le panslavisme démocratique », NGR, t. 3, pp. 62-74 et 74-82. Sur cet article et la question délicate des « peuples sans histoire » selon Engels, nous renvoyons au chapitre 5.2 de notre fascicule 14.

⁶ MECW, vol. 8, pp. 527-528.

⁷ Témoin la lettre que ce dernier adresse à Moses Hess le 22 mars 1849 dans laquelle il mentionne la visite que Marx rend à son frère pour annoncer qu'il ne répondrait pas à la polémique (Karl Stommel, « Der Armenarzt Dr. Andreas Gottschalk, der erste Kölner Arbeiterführer, 1848, in *Annalen des Historischen Vereins für den Niederrhein, Heft 166, Verlag L. Schwann Düsseldorf, 1964, p. 102*).

⁸ A l'adresse des « ouvriers et des petits bourgeois », Marx écrivait dans ce texte : « plutôt que de revenir à une forme sociale périmée qui, sous prétexte de sauver vos classes replongera la nation tout entière dans la barbarie moyenâgeuse, il vaut mieux souffrir dans la société bourgeoise moderne dont l'industrie crée les moyens matériels nécessaires à la fondation d'une société nouvelle qui vous libèrera tous⁸. » (NGR, t. 2, p. 334)

piler volontairement dans le purgatoire d'un pouvoir capitaliste décrépît, pour parvenir de là aux cieus nébuleux de votre profession de foi communiste ?¹ ».

Sa sincérité elle-même ? « Vous ne prenez pas au sérieux, *lit-on*, la révolte de l'opprimé. La misère du travailleur, la faim du pauvre ne sont pour vous que l'objet d'un intérêt scientifique et doctrinaire (...) Le peuple doit savoir que vous ne pouvez être son ami, ni l'ami de la révolution². »

Marx choisira de ne pas répondre à l'attaque.

28.02.49 Le 28 février a eu lieu une Assemblée générale de l'*Union ouvrière* où l'on vote de nouveaux statuts. Karl Schapper est élu à la présidence (il succède à Marx, élu président le 16 octobre) et au sein de la nouvelle direction, 7 membres sur 9 appartiennent à la *Ligue*.

02.03.49 Marx fait l'objet d'une visite à son domicile privé de deux sergents de la garnison de Cologne qui se font menaçants en lui demandant des comptes sur la parution d'un article qui leur a déplu. Anecdote ou tentative d'intimidation ? Marx adresse aussitôt une mise au point au colonel Engels³.

La démarche intervient dans un contexte où le pouvoir s'affaire autour d'un projet d'expulsion de Marx. Le 10 mars 49, un rapport sera adressé en ce sens au ministre de l'intérieur Manteuffel par les autorités de Cologne qui insistent sur l'urgence de la mesure⁴. La réponse de Manteuffel parviendra le 7 avril conjointement à F.A. Eichmann, le président de la province du Rhin et aux autorités de Cologne : elle montre que le projet est en cours de réalisation et que l'on n'attend plus que l'occasion la plus propice⁵.

02.03.49 Vote au parlement de Francfort pour le suffrage universel direct et secret Le vote est acquis par 256 voix contre 194 après de vifs débats au cours desquels la droite du parlement a manifesté une vive résistance. Au cours d'une discussion qui a duré du 15 février au 2 mars, on a pu voir la bourgeoisie se rapprocher des forces féodales par crainte du scrutin populaire, le droit de vote devant nécessairement être associé, à leurs yeux, à la propriété et à la détention du savoir.

Ce vote est un succès pour la gauche mais la difficulté des débats et leur longueur ont décrédibilisé l'institution aux yeux du mouvement démocratique.

03.03.49 Marx et Engels font partie d'une délégation auprès du procureur de Düsseldorf Nicolovius pour qu'il accélère la procédure du procès intenté à Ferdinand Lassalle accusé d'avoir lancé des appels à la résistance armée lors d'un meeting à Neuss le 21 novembre 1848⁶.

En Autriche, Schwarzenberg provoque un coup d'Etat à la manière de Frédéric-Guillaume IV de Prusse. Il promulgue d'autorité une **nouvelle Constitution** destinée à intégrer la bourgeoisie dans le bloc politique dirigeant. L'opposition est dispersée, de nombreux journaux sont interdits. La Constitution autrichienne réaffirme le carac-

¹ Cité par B. Nicolaïeski et Otto Maenschen-Helfen, *La Vie de Karl Marx*, La Table Ronde, Coll. La petite Vermillon, Paris 1997, p. 217.

² Selon la traduction de J. Droz, op.cit., p. 539.

³ Les deux brouillons de cette correspondance se trouvent en C2, aux pages 10 et 11.

⁴ Voir MECW, vol. 9, pp. 487-488.

⁵ Voir MECW, vol. 9, pp. 492-493.

⁶ Ils répondent ainsi à la demande expresse de F. Lassalle dans sa lettre à Marx du 28 février 1849 (*Correspondance Marx Lassalle (1848-1864)*, PUF, Paris 1977, p. 49-51). Lassalle ne sortira finalement de prison que le 5 juillet 1849.

tère indivisible de l'Empire. Schwarzenberg se pose clairement en continuateur de Metternich dans la perspective d'une Autriche danubienne établie sur le patrimoine de Habsbourg.

- 19.03.49 La grande salle du Gürzenich à Cologne accueille sous la présidence de Karl Schapper un banquet en commémoration des barricades de Berlin en mars 1848. Plusieurs milliers de personnes se pressent pour entendre les toasts que prononcent nombre d'orateurs, dont Engels et la plupart des rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane*¹.
- 28.03.49 Le parlement de **Francfort** procède enfin au vote terminal de la **Constitution du Reich**. Une étroite minorité (de 290 voix contre 248 abstentions²) propose la dignité impériale au roi de Prusse qui la refusera bientôt³.

05.04.49 Marx publie dans la *Neue Rheinische Zeitung* le texte de ses conférences à l'*Association des travailleurs allemands* de Bruxelles sous le titre de « Travail salarié et capital⁴ ».

05.04.49 L'Autriche rappelle ses 121 députés au parlement de Francfort.

Le 8 avril, Félix von Schwarzenberg fera parvenir une note à son ambassadeur à Berlin lui signifiant qu'il ne reconnaît pas les décisions du parlement de Francfort : « L'Empereur d'Autriche ne se soumettra ni soi-même ni ses Etats à un pouvoir central exercé par un autre souverain⁵. ».

07.04.49 Le ministre de l'Intérieur Otto von Manteuffel adresse au premier président de la province du Rhin, Franz August Eichmann, une note l'informant qu'il a donné carte blanche aux autorités de Cologne pour procéder à l'expulsion de Marx dès que l'occasion se présentera⁶.

14.04.49 Marx, Wilhelm Wolff, Karl Schapper, Fritz Anneke et Hermann Becker démissionnent du *Comité régional des associations démocratiques rhénanes* en raison de sa composition trop hétérogène : « Nous estimons que l'organisation actuelle des associations démocratiques renferme en son sein beaucoup trop d'éléments hétérogènes pour que soit possible une activité profitable au but que s'est fixé la cause. Au contraire, nous sommes d'avis qu'une liaison plus étroite des associations ouvrières est préférable parce qu'elles sont composées d'éléments homogènes, et c'est pourquoi dès aujourd'hui nous démissionnons du comité régional rhénan des associations⁷. ». Cette décision participe

La même décision sera prise le 16 avril 49 par l'Assemblée générale de l'*Union ouvrière* qui prendra dès le lendemain l'initiative de convoquer « pour le premier dimanche de mai » un « congrès des représentants de toutes les Unions ouvrières de Rhénanie et de Westphalie¹ ».

¹ Voir NGR, t. 3, pp. 507-508. « Le banquet (...) se termina à onze heures par un vivat général à la république rouge ».

² *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 81. Parmi les opposants on compte la gauche républicaine, les députés autrichiens (qui ne tarderont pas à se retirer) et les députés des Etats du sud de l'Allemagne, de la Bavière en particulier.

³ Ce refus officiel ne sera signifié que le 28 avril 49 dans une note adressée par le président du Conseil von Brandenburg à Camphausen, plénipotentiaire prussien auprès du parlement de Francfort (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 93).

⁴ La publication se poursuit du 5 au 11 avril 1849 en 5 épisodes (NGR t. 3, pp. 225-254).

⁵ *Almanach de Gotha* pour l'année 1820, Chronique, p. 87.

⁶ Le 25 mars dernier, il s'était adressé au premier président de la province rhénane, Franz August Eichmann, pour lui demander son avis. Eichmann lui avait suggéré d'attendre que Marx commette quelque nouvelle infraction. Les divers courriers concernant cette expulsion se trouvent aux pages 492-493 et 496-497 du volume 9 des *Marx Engels Collected Works*.

⁷ NGR t. 3, p. 258.

clairement d'un recentrage stratégique sur les organisations ouvrières.

14.04.49 Du 14 avril au 9 mai 49, Marx entreprend **un voyage en Allemagne du Nord et en Westphalie** à la recherche de financements pour le journal qui se trouve en de grandes difficultés. Il sera de retour le 9 mai, sans rien avoir obtenu de consistant². Durant son absence, c'est Engels qui assure la direction du journal³.

22.04.49 La première filiale de l'*Union ouvrière* de Cologne vote **une résolution qui condamne sévèrement les déclarations de Gottschalk hostiles à Marx**. Le texte dénonce longuement les comportements de Gottschalk après son acquittement, aussi bien dans les manières que dans les contenus politiques. Le communiqué paraîtra dans l'édition du 29 avril 49 de *Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit*, le nouveau journal de l'*Union Ouvrière*⁴.

27.04.49 Frédéric-Guillaume IV impose la dissolution de la seconde chambre prussienne (qui venait de reconnaître, le 22 avril, la Constitution de Francfort).

C'est la fin de tous les engagements du roi envers la révolution de mars. On se prépare à changer la loi électorale⁵. Ce qui est en jeu c'est, en effet, le suffrage universel qui est présenté comme un vote communiste et destructeur de la société⁶.

03.05.49 **Soulèvement de Dresde**. Le refus par le roi de Saxe de sanctionner la Constitution de Francfort et son appel aux troupes prussiennes entraînent aussitôt l'insurrection de la ville sous la direction d'un triumvirat révolutionnaire. L'isolement de la ville et l'inégalité flagrante du rapport de force militaire ne permettront pas aux insurgés de tenir longtemps : l'insurrection est vaincue dès le 9 mai.

On assiste aux premiers **combats pour la Constitution de Francfort**. En vérité, le Palatinat bavarois avait pris l'initiative dès le 2 mai et c'est dans les provinces du Sud de l'Allemagne, dans le Bade-Palatinat, que se développera « la campagne pour la Constitution du Reich ».

08.05.49 A **Cologne**, se tient à l'invitation du Conseil Communal, dans la salle du casino, et cela malgré l'interdiction du gouvernement, une importante réunion de quelque 500 conseillers communaux venus de 300 communes de Rhénanie. L'assemblée se prononce en faveur de la Constitution. La Prusse est même menacée de sécession de la province rhénane en cas où elle refuserait de prendre en compte les injonctions du Congrès. Quoi qu'en dise Engels dans ses commentaires préalables à la tenue de cette réunion⁷, les résolutions qui seront votées le 8 mai seront, même si purement verbales, d'une grande fermeté⁸. Mais à cette date, l'insurrec-

Dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 4 mai 49, annonçant ces prochaines assises¹, Engels ne manque pas d'appeler les ouvriers à ne pas céder à la provocation. Il écrit : « Que dimanche prochain surtout les travailleurs de Cologne considèrent que toutes les provocations gouvernementales visent à entraîner un déchaînement tel qu'il produise à un moment défavorable pour nous mais favorable au gouvernement². ».

Il répétera ces conseils de prudence dans son article du 6 mai 49, plaidant pour que la bourgeoise prenne d'abord ses propres responsabili-

¹ NGR t. 3, pp. 508-509.

² A peine trois cents thalers si l'on se rapporte à Boris Nicolaïevski, op.cit., p. 226.

³ Le 23 avril 49, Marx lui adresse de Hambourg un bref courrier lui décrivant ses difficultés à trouver des donateurs. Il termine par cet encouragement : « Ne baisse pas les bras. Les choses marcheront. » (C2, p. 13).

⁴ NGR, t. 3, pp. 509-512.

⁵ La nouvelle loi électorale dite « des trois classes » sera votée le 30 mai 49 (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 107)

⁶ J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, p. 475.

⁷ Dans son article du 4 mai de la *Nouvelle Gazette Rhénane* (t. 3, p. 314).

⁸ Le texte de cette motion est reproduit par l'ouvrage d'Engels consacré à *La campagne pour la Constitution du Reich* (pp. 122-123 du volume publié par les Editions sociales). On trouve un exemple de cette radicalité quasi « abstraite » dans la quatrième résolution du Congrès qui « engage le pouvoir impérial à faire le plus rapidement possible prêter serment à la Constitution aux troupes du Reich et à ordonner un rassemblement de ces troupes ». Or comment parler, sinon vainement, de « pouvoir impérial » à propos d'un parlement démuné de tout pouvoir véritablement exécutif, qu'il soit administratif ou militaire ?

tion de Dresde est déjà sur le point d'être vaincue.

tés : « C'est la *bourgeoisie* qui est la première menacée par les derniers coups de force contre-révolutionnaires. La bourgeoisie a convoqué le Congrès des municipalités. Laissons à la bourgeoisie l'honneur de parler la première. (...) Nous sommes persuadés que plus d'un honnête homme de démocrate sera très déçu par les résultats de ce pompeux « jour des municipalités ». (...) Si les travailleurs se laissent entraîner demain à des échauffourées, ils tireront les marrons du feu pour la bourgeoisie et en même temps pour le gouvernement. La question se pose de savoir s'ils veulent être utilisés à cette fin, à un moment où dans toute l'Allemagne, la guerre civile frappe à la porte et où ils auront bientôt l'occasion de présenter leurs propres revendications³. ».

08.05.49 Le tsar Nicolas publie un manifeste dans lequel il annonce que ses troupes se mettent en marche « pour concourir à la répression de l'insurrection hongroise⁴ ».

09.05.49 De retour à Cologne, Marx publie dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* un article de caractère encyclopédique sur la famille Hohenzollern, une sorte d'histoire depuis le 17^e siècle⁵.

On ne peut s'empêcher d'observer le décalage de cette étude dans son propos et dans sa manière avec l'actualité politique de ces premiers jours de mai 49 qui marquent le début de l'ultime période insurrectionnelle de la révolution en Allemagne.

09.05.49 Soulèvements dans les régions industrielles de la province du Rhin et de Westphalie, à Elberfeld, Iserlohn et Solingen. Les ouvriers d'Elberfeld constituent une milice révolutionnaire.

Engels arrive à Elberfeld le 11 mai et participe à l'organisation de la défense de la ville en vue de la riposte prussienne⁶. Mais les bourgeois s'inquiètent de la tournure politique que sa présence est susceptible de donner à l'action et, le 14 mai, ils le prient de quitter les lieux sur le champ. Une déclaration en ce sens est placardée dans toute la ville le 15 mai, proclamant : « Le citoyen Friedrich Engels de Barmen, domicilié en dernier lieu à Cologne, tout en voyant *pleinement reconnaître* l'activité qu'il a déployée dans cette ville jusqu'à présent, est prié de quitter dès aujourd'hui l'enceinte de la commune, *compte tenu que sa présence pourrait donner lieu à des malentendus sur le caractère du mouvement* ». ».

Engels quittera Elberfeld dès le 15 mai pour se rendre à Cologne.

10.05.49 L'état de siège est proclamé en Prusse.

La *Nouvelle Gazette Rhénane* commente la décision sous le titre ironique de « Nouvelle constitution prussienne⁸ ».

¹ Qu'il annonce avec beaucoup de réserve, écrivant : « Il va de soi que nous n'attendons *absolument rien* de cette assemblée de bourgeois, élue selon trois classes censitaires et alors que la masse du peuple a été exclue de son élection. On enverra à Berlin une délégation qui ne sera en aucune façon reçue par le sire de Hohenzollern »... » (NGR, t. 3, p. 314).

² NGR, t. 3, p. 315. Cette prudence s'explique par le fait que Cologne était une ville de garnison.

³ NGR, t. 3, p. 319.

⁴ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 99.

⁵ « Les hauts faits de la maison de Hohenzollern » (NGR, t. 3, pp. 326-336).

⁶ C'est au cours de ces journées de mobilisation militaire que, semble-t-il, se déroule, le dimanche 13 mai, une rencontre des plus remarquables, celle d'Engels et de son père qui se croisent sur le pont reliant Elberfeld à Barmen. Avec des échanges orageux. Un fait avéré ou une rumeur ? Engels lui-même n'a jamais évoqué la scène.

⁷ Les événements font l'objet d'un rapport détaillé par d'Engels lui-même dans son article du 17 mai 49 intitulé « Elberfeld », NGR t. 3, pp. 358-361. Ils sont également rapportés dans l'édition de 17 mai 49 de la *Neue Kölnische Zeitung* (MECW, vol. 9, p. 508). Précisons que la résolution du Comité de salut public d'Elberfeld comportait en la circonstance quatre autres motions. (Cf. Manfred Kliem, *Friedrich Engels, Dokumente seines Lebens*, op.cit., p. 248)

⁸ NGR t. 3, pp. 339-340.

- 14.05.49 Frédéric-Guillaume IV publie une ordonnance interdisant aux députés prussiens de siéger désormais au parlement de Francfort. La *Nouvelle Gazette Rhénane* du 16 mai commente l'évènement en réservant une appréciation très méprisante sur l'action de ce parlement: « Ces lavettes de l'Assemblée nationale de Francfort qui, avec leur dignité d'hommes de bien, leur lâcheté, leur balourdise radicale ont aidé fidèlement, un an durant, les traîtres stipendiés du peuple allemand à coopérer à la contre-révolution, récoltent maintenant ce qu'ils ont semé. S'il était possible que quelque lumière pût pénétrer dans le crâne des membres de l'Assemblée nationale, et que leur poitrine pût s'enfler non seulement de quelque indignation due à la bière de mars, mais d'une partie, si petite fût-elle, d'indignation et d'énergie révolutionnaires, alors « l'ordonnance royale » (...) du sous-kniaz¹ de Charlottenbourg devrait avoir cet effet². ».
- 16.05.49 Le gouvernement prussien intime l'ordre à Marx de quitter le territoire dans les 24 heures. Ce bannissement correspond à une interdiction de fait de la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Le journal publiera l'information dans son ultime édition du 19 mai 49 sous le titre « L'élimination de la *Nouvelle Gazette Rhénane* par la loi martiale ». L'avis de bannissement s'y trouve ainsi libellé : « Dans ses numéros les plus récents, la *Nouvelle Gazette rhénane* incite de plus en plus résolument à mépriser le gouvernement existant, à opérer un bouleversement par la violence et à instaurer la république sociale. Le droit d'hospitalité qu'il a si honteusement violé sera donc retiré à son *rédacteur en chef*, le docteur Karl Marx et comme celui-ci n'a pas demandé l'autorisation de séjourner plus longtemps dans nos États, il lui est ordonné de les quitter dans un délai de vingt-quatre heures. S'il devait ne pas satisfaire volontairement à l'injonction qui lui est faite, il serait expulsé de force au-delà de la frontière³. ».
- 17.05.49 Engels est de retour à Cologne le 16 mai. Dès le lendemain 17 mai, un ordre d'arrestation est lancé contre lui pour sa participation aux événements d'Elberfeld⁴. On connaît de son beau-frère Adolf von Griesheim⁵ une lettre datée de mai qui l'invite instamment à se ranger. Parlant de lui comme d'un chien traqué, il écrit : « Si, en outre, tu avais comme moi une famille et que tu en prenais soin, tu abandonnerais ta vie de patachon, et tu tirerais davantage de joies de cette courte existence dans le cercle chaleureux des êtres qui te sont chers, que parmi une bande de trublions lâches et sans cœur (...). Il semble que tu n'aies pas renoncé à cette lubie de t'offrir en sacrifice pour une Humanité échappant à toute rédemption, de te transformer en un Christ social et de mettre tout ton égoïsme au service de cet objectif⁶. ».
- 18.05.49 Marx vend ses meubles pour liquider les dettes du journal⁷.

¹ Pour rappel, ce terme « kniaz » désigne un ordre de noblesse élevé dans les territoires slaves : le roi de Prusse est clairement désigné comme un sous-fifre du tsar.

² NGR, t. 3, p. 349.

³ NGR, t. 3, p. 363.

⁴ La nouvelle sera annoncée par une notice de la *Deutsche Zeitung* dans son édition du 22 mai 49 (NGR, t. 3, pp. 514-515).

⁵ Industriel de son état et actionnaire de la firme « Ermen & Engels », il était l'époux de sa deuxième sœur, Anna. A la mort de cette dernière en 1854, il épousera Elise, la sœur cadette d'Engels.

⁶ Le texte de cette correspondance se trouve à la page 280 du recueil (Fr. Engels, *Dokumente seines Lebens*) de Manfred Kliem. Nous citons à partir de la traduction de Tristram Hunt, op.cit., p. 236.

⁷ Marx aura en fin de compte investi quelque 7.000 thalers de ses fonds propres si l'on se rapporte à la correspondance échangée le 28 juin 1853 entre Adolf Cluss et Joseph Weydemeyer (C3, p. 395). Pour rappel le prospectus de lancement du 17 mai 1848 se basait sur un capital total de 30.000 thalers.

19.05.49 Publication, imprimé en rouge, du **dernier numéro de la *Nouvelle Gazette Rhénane*** avec, en tête, un poème d'adieu de Ferdinand Freiligrath¹.

Le journal adresse un dernier message « Aux travailleurs de Cologne » :

« Nous vous mettons définitivement en garde contre tout putsch à Cologne. Vu la situation militaire de Cologne, vous seriez perdus sans retour. Vous avez vu à Elberfeld comment la bourgeoisie envoie les ouvriers au feu pour les trahir après coup de la façon la plus infâme. L'état de siège à Cologne démoraliserait toute la province rhénane et l'état de siège serait la conséquence nécessaire de tout soulèvement de votre part en ce moment. Votre calme désespérera les Prussiens.

En vous disant adieu, les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette rhénane* vous remercient de la sympathie que vous leur avez témoignée. Leur dernier mot sera partout et toujours: *Emancipation de la classe ouvrière!*² ».

Jacques Droz souligne le fait que le lendemain de la disparition de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, le 1^{er} juin 1849, paraissait à Cologne sous le titre de *Westdeutsche Zeitung* un nouveau journal communiste lancé par l'avocat Hermann Becker, un compagnon de Marx au sein de l'*Association démocratique*. Le journal assurera le lien entre la direction londonienne de la *Ligue* et la *commune* de Cologne. Il devra cesser de paraître en septembre 1850 sur ordre de la police prussienne³.

21.05.49 Marx se rend à Francfort avec Engels⁴. Il est accompagné de sa famille (Jenny⁵, les trois enfants et Lenche) qu'il confie aux bons soins de Joseph Weydemeyer.

L'annonce du départ paraît dans un entrefilet de la *Neue Kölnische Zeitung* du 22 mai 49, qui écrit : « Hier matin, l'ancien rédacteur en chef de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, M. Karl Marx, accompagné de quelques-uns des autres rédacteurs a quitté Cologne pour le Haut Rhin; son action sera là-bas comme elle le fut ici couronnée de succès⁶. ».

Y rencontrent-ils les députés de gauche de Francfort pour les convaincre de prendre la tête de l'insurrection qui s'est déclarée dans le sud ouest ? Les sources documentaires sur cette période précise manquent et il n'est permis de rien affirmer de certain.

20/21.05. Marx et Engels entreprennent de rejoindre les insurgés de Bade.

Le seul témoignage dont on dispose sur ce voyage est celui d'Engels dans son récit de la « Campagne pour la Constitution du Reich » où l'on peut lire : « Lorsque Marx et moi nous arrivâmes sur le territoire badois après la suppression de la *Neue Rheinische Zeitung* - cela pouvait être le 20 ou le 21 mai - nous fûmes stupéfaits de l'énorme insouciance avec laquelle la frontière était gardée ou plutôt n'était pas gardée⁷. ».

24.05.49 Toujours selon le récit d'Engels, Marx et lui se rendent ensuite dans le Palatinat, à Spire puis à Kaiserslautern où se trouve le gouvernement

¹ Le numéro paraît le 18 mai au soir, daté du samedi 19 mai 1849. Il porte le n° 301.

² NGR, t. 3, p. 383.

³ Jacques Droz, « La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848 », article cité, p. 196.

⁴ En partant, il confie sa bibliothèque personnelle à son camarade et ami, le médecin Roland Daniels. Il ne la récupérera qu'en décembre 1860 (Cf. sa lettre à Engels du 12.12.1860 (C6, p. 245)).

⁵ Elle est enceinte de leur quatrième enfant. Son premier soin à Francfort sera « d'emballer son argenterie afin de la porter au mont-de-piété (...) et se procurer ainsi les moyens de faire face à nos besoins personnels ». Marx évoque cette situation dans son pamphlet de 1854 contre August Willich, *Le Chevalier de la noble conscience*. (K. Marx, *Œuvres*, vol. IV, Coll. de la Pléiade, p. 669)

⁶ NGR t. 3, p. 515. Pour rappel, ce journal avait été fondé en septembre 1848 par deux membres de la *Ligue*, Fritz Anneke et Friedrich Beust. Il s'adressait tout particulièrement aux soldats et aux paysans pauvres.

⁷ *La campagne pour la Constitution du Reich*, Editions sociales, Paris 1951, p. 145.

provisoire. Ils y rencontrent August Willich.

En route vers Bingen, Marx et Engels sont arrêtés par des soldats du grand-duché de Hesse. Ils sont ramenés à Darmstadt puis à Frankfort¹ et libérés; Marx et Engels retournent alors à Bingen où ils restent jusqu'au 1^{er} juin². Jenny se rend à Trèves chez sa mère.

Sans indication de date ni autre détail, Engels note alors : « Peu après nous quittâmes Bingen et Marx se rendit à Paris porteur d'un mandat du Comité central démocratique; un événement décisif était imminent et Marx devait représenter le parti révolutionnaire allemand auprès des social-démocrates français⁴. ».

Engels rejoint Kaiserlautern (où un gouvernement provisoire s'est constitué le 17 mai) avant de se rendre à Offenbach et de s'engager dans le corps franc d'August Willich dont il devient l'aide de camp.

26.05.49 Profitant des troubles insurrectionnels dans le sud-ouest, Frédéric-Guillaume IV signe avec les royaumes de Saxe et de Hanovre (deux Etats qui ont été contraints de solliciter l'aide de la Prusse) le traité d'alliance dit des « trois rois ». L'article 3 spécifie bien que « la direction supérieure des affaires est conférée au Roi de Prusse⁵ ».

30.05.49 Le parlement de Francfort devenu le « *Rumpfparlament* » ou « parlement croupion ») décide par 71 voix contre 64 de son transfert à Stuttgart dans la Wurtemberg. Il constitue en son sein une direction politique (la *Reichsregentschaft*) de 5 régents qui, le 1^{er} juin, proclame la

Le récit de l'évènement est toujours donné par Engels : « Le lendemain matin, nous partîmes avec Willich pour Kaiserslautern où nous trouvâmes D'Ester, le gouvernement provisoire et la fine fleur de la démocratie allemande. Ici non plus, il ne pouvait être question de participer officiellement au mouvement qui était tout à fait étranger à notre parti. Nous retournâmes donc à Bingen quelques jours après; avec plusieurs amis qui nous accompagnaient, nous fûmes arrêtés en route par les troupes hessoises qui nous suspectèrent de participer au soulèvement; on nous transporta à Darmstadt et de là à Francfort où nous fûmes enfin rendus à la liberté³. ».

Dans la brève notice autobiographique inachevée qu'elle rédige en 1865, Jenny relate pour sa part, sans toutefois mentionner de date précise : « Karl décida de retourner momentanément à Paris, le territoire allemand lui étant désormais interdit. Wolff le rouge le suivit. Quant à moi, je me rendis avec mes trois enfants dans ma chère vieille patrie pour me jeter dans les bras de ma mère bien-aimée. De Bingen, je me rendis à Francfort, où je restai peu de temps afin de convertir à nouveau en espèces sonnantes et trébuchantes l'argenterie que je venais de retirer du Mont de piété de Bruxelles. Weydemeyer et sa femme me reçurent de la façon la plus cordiale et m'aiderent beaucoup dans cette opération. C'est ainsi que je me procurai de nouveau l'argent pour notre voyage⁵. ».

Le 28 mai, une circulaire portera connaissance aux autres Etats allemands de cette « Union restreinte » qui aura pour effet d'irriter le tsar Nicolas, inquiet de voir se constituer une nouvelle puissance à ses frontières.

Il sera dispersé militairement le 18 juin 49 par les troupes du Wurtemberg⁷.

¹ On peut penser que Marx y retrouve sa famille.

² La lettre que Marx adresse de Bingen à Joseph Weydemeyer est précisément datée du 1^{er} juin 49. (C2, p.14). On dispose d'une déclaration précisément datée du 31 mai à Bingen par l'ensemble du comité de rédaction de la *Neue Rheinische Zeitung* (MEW, Band 6, p. 523).

³ *La campagne pour la Constitution du Reich*, p. 150.

⁴ *La campagne pour la Constitution du Reich*, p. 150.

⁵ Le texte est connu sous le titre de « Brève esquisse d'une vie mouvementée », pp. 235-257 du volume intitulé *Souvenirs sur Marx et Engels*, Éditions du Progrès, Moscou, 1982.

⁶ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 105.

⁷ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 117. Dès le 8 juin, le ministère wurtembergeois s'était prononcé contre l'activité du parlement de Francfort, refusant qu'il engage les troupes du Wurtemberg « dans une lutte homicide et tout à fait inégale vis-à-vis des grands Etats de l'Allemagne ». (*Almanach de Gotha* pour année 1850, Chronique, p. 112).

A Paris....puis à Londres

- Début juin Marx est à Paris où sévit une épidémie de choléra. Il vit à l'hôtel, 45 rue de Lille, sous le nom de Ramboz¹. Jenny et les enfants sont à Trèves et ne le rejoindront qu'au début du mois de juillet.
- Le 29 juin 49, Jenny confie à son amie Lina Schöler² toute son inquiétude devant cette épidémie de choléra: « À tout cela, *écrit-elle*, s'ajoutent les lourdes souffrances et les défaites qui pèsent sur notre parti, la situation difficile dans laquelle vivent actuellement presque tous ceux qui luttent pour la cause du nouveau monde. Même l'idée que mon cher Karl a réussi jusqu'à présent à échapper à tous les dangers, m'angoisse. Je pense toujours qu'il est exposé à des tourments encore plus terribles et j'ignore toujours complètement quelles seront nos prochaines conditions de vie. Mon très cher Karl reste toujours confiant et optimiste et ne voit toute la pression qui pèse sur nous tous maintenant que comme un signe avant-coureur d'une victoire proche et plus complète de nos conceptions de la vie. Jusqu'à présent, sa présence n'a pas été contestée à Paris et son souhait serait de rester là-bas et de nous laisser le rejoindre. Si toutefois il ne s'y sent plus en sécurité, le lieu de notre prochaine destination sera Genève. Ça me plairait beaucoup³. ».
- 06.06.49 Une lettre de cachet est diffusée contre Engels à Elberfeld⁴.
- 07.06.49 A Paris, Marx est muni d'un mandat du *Comité central* élu lors du 2^e congrès des Associations démocratiques qui s'était réuni à Berlin le 26 octobre 48, un mandat signé par Karl d'Ester. Il insiste sur cette qualité dans sa lettre du 7 juin à Engels. A vrai dire, il doit se défendre d'une rumeur complaisamment diffusée par la *Kölnische Zeitung* qui le présente comme un quasi fuyard : « Ces misérables Allemands d'ici, *écrit-il à son ami*, avec lesquels j'évite du reste tout contact, vont essayer de colporter ces ragots dans tout Paris. C'est pourquoi je trouve que vous ferez bien de dire dans une correspondance de la *Karlsruher* ou de la *Mannheimer Abendzeitung* que je suis ici à Paris en qualité de représentant du *Comité central démocratique*⁵. ».
- A Engels, dans cette même lettre du 7 juin 49 : « Ici règne une réaction royaliste, plus impudente que sous Guizot, qui ne saurait être comparée qu'à celle d'après 1815. Paris est morne. En plus le choléra, qui fait des ravages extraordinaires. Cependant jamais le volcan de la révolution n'a été si près d'une éruption colossale que maintenant à Paris. Des détails à ce sujet plus tard. Je suis en contact avec le parti révolutionnaire tout entier et dans quelques jours j'aurai tous les journaux révolutionnaires à ma disposition¹. ».
- Marx presse Engels de lui donner souvent de ses nouvelles « au moins deux fois la semaine, et sans délai chaque fois qu'un événement important se produit ».
- Marx reviendra sur le sujet dans la mise au point qu'il adresse le 30 juillet 49 à la rédaction du journal *La Presse*. Après avoir rappelé les circonstances de son expulsion de Prusse et l'interdiction de fait du journal qui en a résulté, il écrit : « Si je suis venu à Paris, ce n'était point, ainsi que le dit votre journal, en qualité de réfugié mais bien volontairement, muni d'un passeport régulier, dans le seul but de compléter les matériaux complémentaires pour un ouvrage sur l'histoire de l'économie politique,
- Mais surtout, il insiste sur le fait qu'il est désargenté : « Il faut que tu voies à trouver quelque part de l'argent pour moi. Tu sais que pour faire honneur aux obligations de la *Nouvelle Gazette Rhénane* j'ai dépensé les dernières rentrées et dans les circonstances actuelles, je ne peux pas habiter ni vivre tout à fait retiré, ni être aux prises avec des difficultés d'argent². ».

¹ C2, p. 14.

² La fiancée délaissée de son frère Edgard parti aux Etats-Unis.

³ Mega III, 3, p. 725.

⁴ NGR, t. 3, p. 516. Avec pour l'anecdote, ce signalement : « âge : 26 à 28 ans; taille : 5 pieds, 6 pouces; cheveux : blonds; front : dégagé; sourcils : blonds; yeux : bleus; nez et bouche : proportionnés; barbe : rousse; menton : oval; teint : bonne santé; stature : élancée. Signes particuliers : parle très vite; est myope. ».

⁵ C2, p. 16.

⁶ NGR, t. 3, p. 397.

commencé il y a cinq ans déjà⁶. ». Notons qu'à cette date, après l'échec du 13 juin 49, Marx juge prudent de justifier sa présence à Paris par des préoccupations de chercheur et d'écrivain.

13.06.49 Marx est un témoin direct des évènements du 13 juin. Il en rendra compte dans un article intitulé « Le 13 juin », qui paraîtra le 29 juin 1849 dans le journal viennois *Volksfreund*³.

13.06.49 Engels rejoint August Willich à Offenbach. Il prendra part à ses côtés à quatre combats, dont le dernier à Rastatt, au sud de Karlsruhe⁴. Le 12 juillet il passe en Suisse avec son détachement.

Engels évoque cet engagement dans la lettre qu'il adressera de Suisse à Jenny⁵, le 25 juillet 49 : « J'ai pris part à quatre combats, *lui écrit-il*, dont deux assez importants surtout celui de Rastatt et j'ai trouvé que le courage de taper dans le tas, qu'on vante tant, était la qualité la plus commune que l'on puisse avoir. Le sifflement des balles est quelque chose de tout à fait insignifiant et, pendant toute la campagne, si j'ai assisté à beaucoup de lâchetés, je n'ai pas vu une douzaine d'hommes se conduire en lâches au combat, mais d'autant plus de « sots courageux ». Enfin partout, je m'en suis sorti avec de la chance, et au bout du compte c'est bien que quelqu'un de la N[eu]e Rh[einische] Z[eitung] ait été là, car toute la racaille démocratique était en pays de Bade et dans le Palatinat et se targue maintenant de faits d'armes qu'elle n'a pas accomplis. On aurait encore dit: ces messieurs de la N[eu]e R[h[einische] Z[eitung] sont trop lâches pour se battre. Or de tous ces messieurs les démocrates, personne ne s'est battu, sauf moi et Kinkel. Ce dernier s'est enrôlé dans notre détachement comme fantassin et s'est très bien battu; dans le premier combat auquel il a participé, il a été blessé à la tête et fait prisonnier. Après que notre détachement eut couvert la retraite de l'armée badoise, nous entrâmes en Suisse, 24 heures après tous les autres, et sommes arrivés hier à Vevey⁶. ».

07.07.49 Jenny rejoint Marx à Paris avec les 3 enfants (Jenny, Laura, Edgar) et Lenchen. Elle est enceinte du quatrième⁷, une grossesse qui ne se passe pas bien.

Dans sa lettre du 14 juillet 49, Jenny confie à son amie Caroline Schöler, toute sa joie de se trouver de nouveau à Paris qui « est en ce moment, *écrit-elle*, splendide et somptueux à l'extrême ». Elle évoque avec confiance leur possible prochaine installation dans un charmant pavillon près de Passy, « avec jardin et 6 à 10 chambres⁸ ». On sait que l'avenir du couple sera, hélas, moins serein.

¹ C2, p. 15.

² C2, p. 17.

³ NGR, t. 3, pp. 393-396.

⁴ C'est au cours de ce combat que Joseph Moll trouvera la mort. Pour le détail sur ces combats, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 17 consacré au recueil des articles d'Engels « Révolution et contre-révolution en Allemagne ». Pour rappel, J. Moll était revenu clandestinement à Cologne en février 49, venant d'Angleterre où il s'était enfui en septembre 48. Il était alors muni d'un mandat de la section londonienne de la *Ligue* pour relancer, mais en vain, les activités de celle-ci. Sur ce sujet, nous renvoyons au chapitre 2.6 de notre fascicule 18.

⁵ A Jenny, car à cette date et dans les circonstances où il se trouve, en Suisse, Engels ignore ce qu'il est advenu de Marx (qu'il croit même en état d'arrestation).

⁶ C2, p. 19. C'est en Suisse, à Genève, que vers la fin de l'été 49, Engels fera connaissance de Wilhelm Liebknecht. La rencontre est évoquée par ce dernier dans ses mémoires que publiera le recueil connu sous le titre de *Souvenirs sur Marx et Engels*, Éditions du Progrès, Moscou 1982, pp. 150-160.

⁷ Heinrich, dit Guido, naîtra bientôt à Londres le 05.11.49.

⁸ Lettre à Caroline Schöler, MECW, vol. 38, pp. 546-548.

13.07.49 Car Marx est sans le sou. Il se voit contraint de le confier ouvertement à Joseph Weydemeyer dans sa lettre du 13 juillet 49 qui est un véritable **appel au secours**, Marx ne voyant d'autre issue immédiate que la diffusion des invendus de *Misère de la Philosophie* : « Je suis ici avec ma famille sans le sou. Et pourtant une occasion s'est offerte qui pourrait me rapporter en quelques semaines 3-4.000 frs. Ma brochure contre Proudhon, qu'il a essayé d'étouffer par tous les moyens, commence en effet à avoir du succès et il dépend de moi de faire passer en douce des comptes rendus dans les principaux journaux de façon à rendre nécessaire une seconde édition. Mais pour en avoir le profit, il me faudrait acheter les exemplaires encore disponibles à Bruxelles et à Paris pour en devenir l'unique propriétaire. Avec 3-4.000 thalers, je pourrais à la fois réaliser cette opération et me maintenir à flot ici, les premiers temps. Tu pourrais peut-être me rendre service en cette occurrence¹. ».

Et de solliciter Weydemeyer pour qu'il intercède auprès d'une ancienne donatrice de la *Nouvelle Gazette Rhénane* en vue de récupérer l'importante souscription (1.000 thalers) dont cette dame s'était finalement abstenue en raison de la disparition du journal : « Je crois avoir d'autant plus droit à une telle avance que j'ai mis de ma poche plus de 7.000 thalers dans la *Neue Rheinische Zeitung* qui était, malgré tout, une entreprise du parti. ».

Il ajoute : « Si cela t'est possible, fais la chose mais sans en parler à d'autres. Je te le dis, si je ne reçois pas d'aide d'un côté ou de l'autre, je suis perdu, vu que ma famille est également ici et que le dernier bijou de ma femme a déjà pris le chemin du mont-de-piété². ».

Parmi d'autres projets, Marx envisage de publier une série de brochures, dont une consacrée à *Travail salarié et Capital*. Il sollicite dans cette perspective l'aide de Weydemeyer : « Penses-tu, lui demande-il, que Leske par exemple serait disposé à se charger de l'affaire³ », une question plutôt piquante quand on sait que ce jeune éditeur de Darmstadt a consenti à Marx, en février 1845, une très confortable avance pour un ouvrage d'économie politique qui ne lui a jamais été livré.

19.07.49 Marx reçoit du préfet de police de Paris, Pierre Carlier⁴, la notification selon laquelle il est assigné à résidence dans le département du Morbihan, une région de marais particulièrement infestée. Il protestera contre la décision, mais en vain.

25.07.49 Pendant ce temps, Engels se trouve en Suisse, à Vevey, d'où il donne de ses nouvelles à Jenny dans sa lettre du 25 juillet 49, notamment de ses derniers combats dans le bataillon de Willich. Il s'inquiète surtout de Marx, le croyant incarcéré à Paris : « Vous comprenez l'angoisse

¹ Il envisage non moins de publier le texte de *Travail salarié et Capital* d'abord paru en partie dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*.

² C2, pp. 17-18.

³ Lettre du 1^{er} août 1849. C2, p. 24

⁴ MECW, vol. 9, p. 526.

dans laquelle je me trouve de cet fait, *lui écrit-il*, et je vous prie très instamment de me délivrer de mon inquiétude et de me donner quelque certitude sur le sort de Marx. Comme je n'ai pas eu confirmation de cette nouvelle, j'espère toujours qu'elle est fautive. (...) J'ai souvent pensé qu'au milieu des balles prussiennes, j'étais à un poste beaucoup moins dangereux que les autres en Allemagne et surtout que Marx à Paris. Délivrez-moi vite de cette incertitude¹ ! ».

31.07.49 Marx confie à Ferdinand Freiligrath qu'il est passablement irrité par l'indiscrétion de Ferdinand Lassalle dans la mise en œuvre d'une souscription en sa faveur. « Je t'avoue, *lui écrit-il*, que le comportement de Lassalle me plonge dans un grand étonnement. Je m'étais adressé personnellement à lui et, comme à un moment donné, j'ai prêté de l'argent à la comtesse elle-même, que d'autre part je connais la sympathie que Lassalle a pour moi, j'étais bien loin de prévoir que je puisse être compromis de la sorte. Je lui avais au contraire recommandé la plus grande discrétion. Je préfère la plus grande gêne à la mendicité publique. C'est pourquoi je lui ai écrit. Cette histoire m'exaspère à un point qu'il est difficile d'exprimer². ».

01.08.49 Marx reprend contact avec Engels en Suisse (« J'ai éprouvé les plus vives inquiétudes pour toi et j'ai vraiment ressenti une grande joie en recevant hier une lettre de ta main ») et lui annonce qu'il est sous le coup d'une assignation en résidence dans le Morbihan, « les Marais Pontins de la Bretagne » : « Ici on est comme l'oiseau sur la branche³. ».

Il invite Engels à rédiger sans tarder une brochure sur la révolution dans le pays de Bade et le Palatinat : « Si tu n'avais pas pris part à cette guerre, nous n'aurions jamais pu dire publiquement ce que nous pensions de cette mascarade. Tu as là l'occasion de justifier brillamment la position de la *Neue Rheinische Zeitung* envers le parti démocrate. ».

Il lui annonce aussi qu'il a entrepris de négocier « pour mettre sur pied à Berlin une revue politique et économique mensuelle qui devait être rédigée essentiellement par nous deux⁵ ».

A Joseph Weydemeyer, ce même 1^{er} août : « L'épée de Damoclès est toujours suspendue au-dessus de ma tête; mon expulsion n'est pas rapportée, pas plus qu'elle n'est mise à exécution pour l'instant⁴. ».

13.08.49 Capitulation de l'armée hongroise à Világos devant les troupes du général russe Rudiger⁶.

Après la reddition de Venise, le 22 août 49¹, il n'existera plus dans l'empire un seul gouvernement insurrectionnel. L'empire d'Autriche est rétabli. **Le cycle des révolutions est clos.**

¹ C2, pp. 19-20.

² C2, p. 21. Ayant appris l'existence de ce courrier, Lassalle enverra à Marx, dès le 30 juillet, une mise au point plutôt rude. Cf. *Correspondance Marx Lassalle*, traduite et présentée par Sonia Dayan-Herzbrun., PUF, Paris 1977, pp. 57-59. Marx reviendra sur le sujet dans une autre lettre du 5 septembre 1849 au même Freiligrath: « Lassalle, *lit-on*, semble être vexé à cause de la lettre que je t'ai écrite et d'une autre que je lui ai adressée. Telle n'était certes pas mon intention, et je lui aurais déjà écrit, si dans mon état actuel, écrire n'était pour moi une véritable corvée ». (C2 p. 35). Marx se trouve à cette date à Londres, et malade : « Je ne peux t'écrire que quelques lignes car j'ai depuis 4 ou 5 jours, une sorte de cholérine et suis terriblement affaibli ». La cholérine est un autre nom pour la diarrhée et se trouve associée par les dictionnaires à une forme atténuée du choléra.

³ Et Jenny est enceinte : « Si ma femme n'était pas dans un état trop intéressant, je quitterais volontiers Paris dès que cela serait possible pécuniairement. » (C2, p. 26)

⁴ C2, p. 24.

⁵ C2, p. 25. La revue évoquée sera publiée en mars 1850 à Londres sous le titre de *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*. Six numéros paraîtront de mars à novembre 1850.

⁶ *Almanach de Gotha* pour l'année 1851, Chronique, p. 20.

- 16.08.49 La préfecture de police de Paris confirme à Marx, « réfugié prussien », que sa requête a été refusée et qu'il doit se rendre *sans délai* dans le département du Morbihan². C'est la quatrième expulsion de Marx en 5 ans³.
- 17.08.49 Marx écrit à Engels à Vevey. Outre quelques commentaires sur la situation politique en Angleterre⁴ et sur l'issue des combats en Hongrie, il interroge son ami : « Maintenant, mon cher, que faire de notre part ? Il faut nous lancer dans une entreprise littéraire et mercantile, j'attends tes propositions⁵. ».
- 23.08.49 À Engels, qui est à Lausanne : « Je suis assigné à résidence dans le département du Morbihan : les Marais Pontins de Bretagne. Tu comprendras que je n'accepte pas cette tentative camouflée d'assassinat. Je quitte donc la France ». Il ajoute : « J'ai des perspectives positives de fonder à Londres un journal allemand. Une partie de l'argent m'est assurée⁶. ». Et d'appeler Engels à le rejoindre sans tarder à Londres : « Je compte positivement sur ta venue : tu ne peux pas rester en Suisse. A Londres, nous ferons des affaires (...) Je compte sur toi. Tu ne me laisseras pas en plan⁷. ».
- Dans la « Brève esquisse d'une vie mouvementée » Jenny raconte : « En juillet 1849 je le rejoignis à Paris où nous passâmes un mois. Mais là non plus. on ne nous laissa pas tranquilles. Un beau matin nous vîmes réapparaître une silhouette bien connue, celle d'un sergent de police porteur d'un arrêté enjoignant à « Karl Marx et sa dame » de quitter Paris dans les 24 heures: encore lui faisait-on la faveur de lui proposer Vannes, dans le Morbihan, comme lieu de résidence. Nous ne pouvions naturellement consentir à cet exil, et une fois de plus je fis notre petit bagage pour trouver à Londres un asile sûr et paisible. Karl partit avant moi. A Londres, il se lia étroitement avec Blind. Puis Georg Weerth arriva à son tour. C'est lui qui m'accueillit⁸ quand j'arrivai à Londres malade, à bout de forces, avec les trois petits extenués⁹, et m'installa dans un petit boarding house¹⁰, chez un tailleur de Leicester Square¹¹. ».
- 24.08.49 Engels écrit au libraire-éditeur suisse Jakob Schabelitz en vue de l'édition du mémoire qu'il rédige « sur la farce qu'a été la révolution du pays de Bade et du Palatinat » : « Tu sais que j'ai assez d'esprit critique pour ne pas partager les illusions des républicains braillards ordinaires et pour voir comment chez les grands chefs le manque de courage se dissimule derrière les grands mots. Mon ouvrage, comme il convient à la *Neue Rheinische Zeitung* présentera de cette histoire une interprétation bien différente de celle qu'adopteront les récits qu'on nous annonce. Il dévoilera plus d'une sale combine et contiendra spécialement beaucoup de choses neuves sur les histoires du Palatinat qui, jusqu'à présent, ne sont presque pas connues. Ce ne sera pas gros: 4 à 6 placards à peu près¹². ».

¹ *Almanach de Gotha* pour l'année 1851, Chronique, pp. 22-23.

² MECW, vol. 9, p. 527.

³ De Paris en 1845, de Bruxelles en 1848, de Cologne en 1849.

⁴ Un signe qu'il envisage de devoir s'y rendre bientôt.

⁵ C2, p. 29. Un propos écrit en français..

⁶ Observons que Marx ne fournit aucun détail sur l'origine de cet apport.

⁷ C2, pp. 30-31.

⁸ Marx est en effet souffrant avec des symptômes proches du choléra et par prudence, il charge Georg Weerth d'accueillir sa famille et de l'installer provisoirement.

⁹ Jenny ne mentionne pas la présence pourtant si précieuse de Lenchen à ses côtés.

¹⁰ Autrement dit, une pension. Il doit s'agir du « Deutsches Hôtel », 1 Leicester Street, Leicester square, qui était un hôtel de transit pour de nombreux réfugiés politiques.

¹¹ Op.cit., pp. 239-240. Elle poursuit : « On trouva bientôt un plus grand logement à Chelsea, car le moment approchait où j'aurais besoin d'une retraite tranquille. C'est le 5 novembre (...) que naquit mon pauvre petit Heinrich ». De santé fragile, Heinrich Guido Marx, dénommé Föxchen, décèdera le 19 novembre 1850 d'une crise de pneumonie.

¹² C2, p. 32. Ces pages seront publiées de mars à novembre 1850 sous le titre de *La Campagne pour la constitution du Reich* dans les trois premiers numéros de la *Neue Rheinische Zeitung - Revue*. Le texte se trouve dans le recueil *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne* publié en 1951 par les Éditions sociales.

- 24.08.49 Départ de Marx pour Londres avec Karl Blind et Sébastien Seiler et installation dans une auberge, le Peterson's Coffee House à Grosvenor Square¹. Jenny et les enfants ont reçu l'autorisation de rester à Paris jusqu'au 15 septembre 49. Marx à Ferdinand Freiligrath, le 5 septembre 49 : « Je suis vraiment dans une situation difficile. Ma femme est dans les derniers mois de sa grossesse, il faut qu'elle quitte Paris le 15, et je ne sais où trouver la somme nécessaire à son départ et à son installation ici². ». Freiligrath pourvoira aux frais du voyage.
- 15.09.49 Jenny, Lenchen et les enfants embarquent à Calais pour Londres. La traversée durait à cette époque deux jours. On peut donc dater son arrivée du 17 septembre 49³.
- 05.10.49 Engels prévient George Julian Harney qu'il se prépare à quitter Gênes et qu'il sera à Londres vers la mi-novembre⁴.

¹ C'est l'adresse que Marx mentionne dans sa lettre du 5 septembre 49 à Freiligrath.

² C2, p. 34.

³ MECW, vol. 38, p. 607.

⁴ C2, p.35.